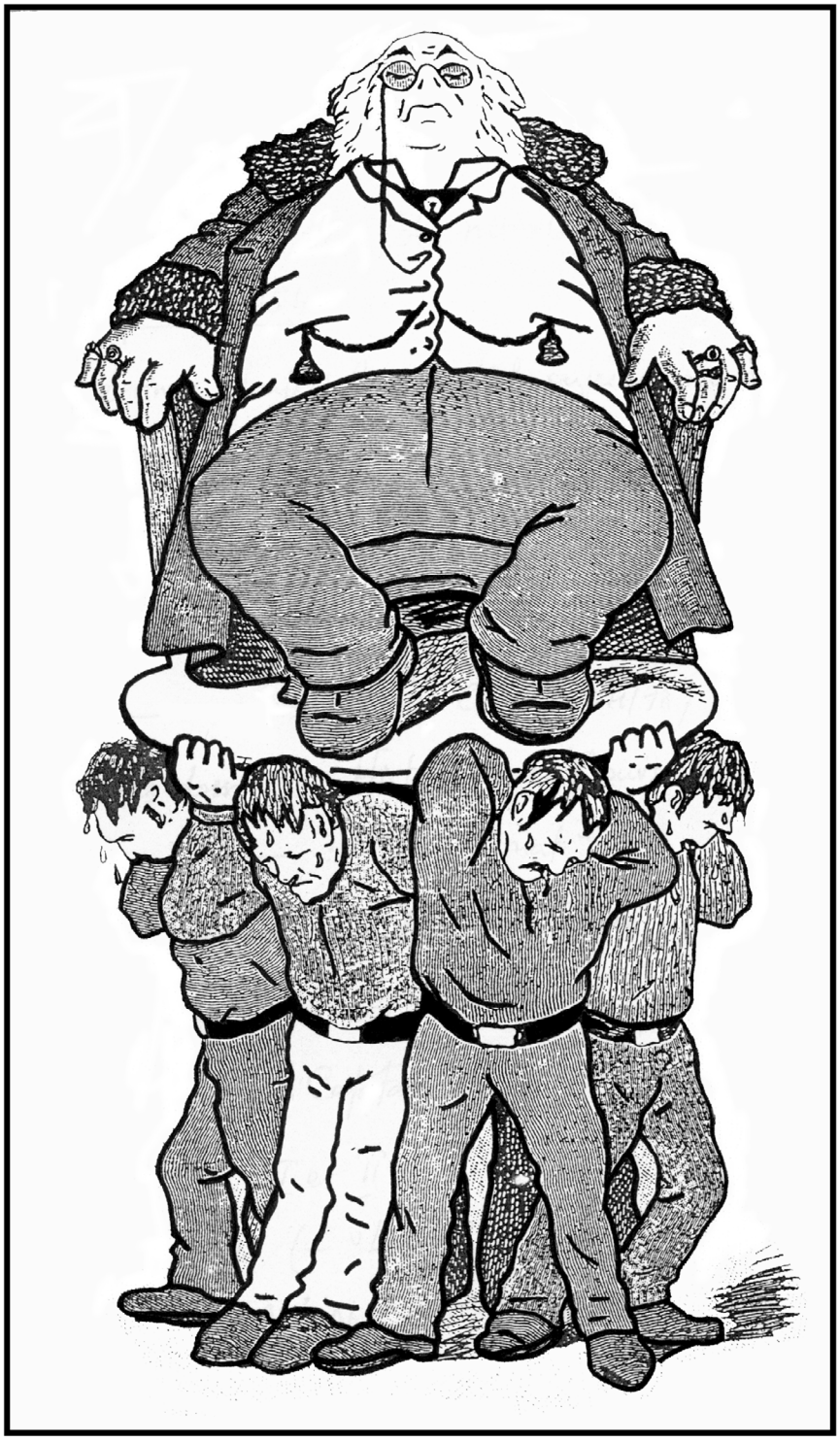


TRAVAIL & CAPITAL

Le Capitalisme Parasitaire

Notes de Freddy Malot – janvier 1999

I- CIVILISATION ET BARBARIE

Parler de Capitalisme Parasitaire sous-entend qu'il y eut une économie du capitalisme Travailleur, Valorisant, Responsable, autrement dit un Capitalisme Civilisateur. Ce capitalisme est, dans l'histoire civilisée de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'étape finale de la Socialisation objective du Travail Physique. Il apparaît avec l'épanouissement de l'industrie, du commerce et de la science.

> • "Tout le développement de la richesse consiste à créer du temps disponible". (Fondements – I)
>
> • "Du point de vue historique, (l'exploitation de l'homme par l'homme) représente une phase de transition qui est nécessaire pour contraindre la majeure partie de l'humanité à produire la **richesse pour soi**, en développant inexorablement les forces productives du travail social, qui seules peuvent constituer les bases d'une libre société humaine". (Chapitre Inédit)
>
> Marx

Le règne de la civilisation est celui de la survie "artificielle", le moteur de l'intérêt privé étant l'accumulation des richesses, et le cœur des richesses étant les moyens de production eux-mêmes. Dès lors la règle civilisée peut se résumer dans la formule "**travailler pour travailler**" et "**produire pour produire**". C'est le règne de l'exploitation civilisatrice ou socialisante.

En 1840, la socialisation objective du Travail Physique est achevée, et la Civilisation, ne pouvant plus se perfectionner, entre irrémédiablement en crise et se transforme alors en son contraire : en Barbarie. Le règne de survie "artificielle", autrefois légitimé par l'essor **pour lui-même** des forces productives, se transforme en destruction systématique de ces mêmes forces, de la société et de la nature. Dès lors la règle Barbare peut se résumer dans la formule du "**travail forcé**" et de "**l'exploitation pour l'exploitation**".

Ce sont donc les bases même de la civilisation qui sont remises en cause (propriété privée…) et la Décadence qui en découle ne sert plus une promotion à son épanouissement (comme le faisaient les Décadences intercalaires Antique et Gothique) mais, par son caractère final, réclame son anéantissement.

•••

Deux choix s'offrent alors à l'Humanité : ou bien **l'édification consciente du Communisme** (en "restaurant" d'une part le Matérialisme du Communisme Primitif et en "gardant" d'autre part l'héritage positif de la Civilisation Spiritualiste) ; ou bien **la fin du Monde**.

Que les choses soient claires, nous ne disons pas "nous les marxistes voulons le Communisme", comme si nous préférions cela à autre chose, mais nous disons stricto

sensu que le "Sens de l'Histoire" **exige** le Communisme en tant que **seule issue** possible à la Civilisation et à la décadence qui s'ensuit. Que c'est dans l'intérêt et pour le Salut de toute l'Humanité que le Peuple (la Masse qui s'est donnée son Avant-garde) doit s'unir pour renverser l'Ordre Néo-Barbare dominant. Les marxistes, en tant qu'Avant-garde du Peuple (ou Minorité Influente), n'ont pour mission que de presser l'avènement de la Société sans Armes ni Argent en rendant la Masse **capable** d'être agissante (Majorité Agissante). Les Marxistes se trouvent donc intégralement **au service de la Masse**, et non pas l'inverse, car s'est bien du ressort de cette dernière que dépend le choix du système dans lequel elle vit.

A - NATURE

1- Le Parasitisme n'est qu'un aspect de la Barbarie

C'est l'expression économique qui frappe l'ensemble de la Société existante. L'impasse dans laquelle se trouve la société apparaît en même temps que se pose la vraie "Question Sociale" englobant la totalité des problèmes inhérents à la crise finale de la Civilisation.

Ainsi, concernant le **mode de pensée**, la Barbarie est Paganisme ; son mot d'ordre est "guerre à la Métaphysique", c'est-à-dire à la mentalité spiritualiste (Foi-Raison) qui fut le mode de pensée de tous, athées et croyants, et qui, malgré toutes les attaques de notre "laïcité tolérante" pour l'anéantir, reste le grand héritage du peuple Mondial. Le Paganisme n'est pas une adhésion au "matérialisme", mais uniquement un Dogme anti-dogmatique, c'est-à-dire une putréfaction du spiritualisme, dont on veut perpétuer le seul côté "préhistorique", transitoire et périssable.

2- La "Base" de la Barbarie n'est pas le seul Parasitisme

La "base" ou "infrastructure" de la Société existante n'est pas qu'Économique, mais **Économique et Politique**. L'Économie n'est qu'un des deux pôles du couple qui caractérise, constitue, la sphère de l'Action sociale. Famille et Patrie sont deux contraires identiques comme Marché et État.

Aussi, la base complète de la Barbarie Sociale générale est le double problème des **Parasites** (pour l'Économie) et des **Bandits** (pour la Politique) dominants.

•••

C'est une vision euro-centriste étroite, bornée par l'horizon des Temps Modernes, et unilatéralement Britannique, d'envisager la base sociale limitée à l'Économie et la Barbarie pratique limitée au Parasitisme (Empirisme).

Marx s'en tient à admettre une "rétroaction" de la Politique sur l'Économie. Il pose l'Économie comme seule base réelle de la Société et la Politique comme "superstructure" (l'édifice au-dessus des fondations) mêlé à la Pensée (Travail Mental) ; avec la Religion "encore au-dessus", dans les nuages.

B - Développement du Parasitisme

1- Le Capitalisme parasitaire n'est qu'une forme de l'exploitation parasitaire

C'est la forme suprême, achevée, du Parasitisme. Il faut donc parler de **Parasitisme Intégral**, expression économique de la Barbarie Intégrale (et indissolublement lié au **Banditisme Intégral**).

L'Exploitation (de l'homme par l'homme) n'est pas le Parasitisme, elle le rend possible et en fait même un "accident nécessaire". C'est comme le mariage légitime, qui traîne derrière lui la casserole de l'adultère et du proxénétisme ; il les "condamne" en même temps expressément. De même, un commerçant peut glisser un fruit pourri dans le Kg qu'il fait payer ou truquer la balance ; mais il est reconnu que ce "profit d'expropriation" nuit au commerce. Le métier de voleur est une spécialité à part.

L'Exploitation (**les Classes**) caractérise l'économie civilisée. L'exploitation est la "forme phénoménale", la manifestation concrète, du régime de la production matérielle reposant sur la **Propriété** (privée).

Dans l'Exploitation, exploiteur et exploité sont tous deux Propriétaires au même titre juridiquement, quoique la relation soit unilatérale, hégémonique, "hiérarchique", économiquement : l'exploiteur est propriétaire "actif" tandis que l'exploité est propriétaire "passif" (propriétaire de sa seule Force de travail).

L'Exploitation établit une relation "d'unité antagonique" entre l'exploité et l'exploiteur. Ce régime est civilisateur en tant qu'il perfectionne le moteur même de l'Économie, la Propriété (privée) elle-même : avec d'une part l'exploiteur qui est maître de la Matière du Travail et d'autre part l'exploité, qui lui, est maître de sa Force de Travail.

•••

Si l'on veut "condamner" moralement l'Exploitation, il faut en faire autant avec la Propriété, car elle aliène tout le monde : l'exploité est propriétaire "dépendant" de l'exploiteur, et l'exploiteur est "prisonnier" de sa Propriété matérielle (comme le Mari est "prisonnier" de son Ménage, en tant que "soutien de famille" ; et comme l'Épouse est "prisonnière" de sa qualité de Mère exercée dans le cadre du Ménage Privé). La Propriété est aussi "odieuse" que l'Exploitation ; comme la Plume est aussi "révoltante" que l'Épée (Alexandre : "la plume et l'épée" ; et les Frère Musulmans : "le livre et les sabres"). Les Utopistes ne comprenaient pas du tout cela ; nos Marxistes ne le comprenaient pas vraiment. L'attitude envers la religion, globalement inverse dans les deux cas, peut servir de critère pour le reste.

L'Exploitation et la Propriété, c'est l'Économie Civilisée. **Le Parasitisme** et le Vol **côtoient** donc la chose durant toute la Civilisation ; mais tout autant que l'Ascétisme et l'Utopie socialo-communiste.

Il y a eu aussi dans le passé des périodes critiques de domination parasitaire proprement dite mais "inconséquentes" (comme de Dictature/Anarchie et Laïcité/Sectes) dans la mesure où l'Économie n'avait pas fini de se perfectionner. Ainsi :

- Autour de 200 : Parasitisme Antique ;
- Autour de 1400 : Parasitisme Médiéval (occident) ;
- Autour de 1900 : Parasitisme Moderne.

•••

Le Parasitisme qui achève l'époque moderne (1475-1845) fait suite au régime de la Propriété/Exploitation Parfait : "liberté du travail/droit "naturel" de propriété et exploitation purement marchande Capital/Salariat. C'est en cela que l'on parle de Parasitisme **Intégral**, indépassable.

Le Parasitisme intégral n'est solidaire que techniquement[1], à la succession atelier-manufacture-fabrique, c'est-à-dire à la "révolution industrielle". Et : non seulement la "**révolution industrielle**" ne date pas du Second Empire, mais cette époque n'est pas la fin du "capitalisme sauvage" !

On peut dire toute la civilisation société "Bourgeoise" ; mais dans ce cas l'époque moderne est la société **bourgeoise Parfaite**. De la même manière, on peut nommer tout le régime d'Exploitation "Capitalisme" ; alors le capitalisme moderne est le capitalisme Parfait.

La **civilisation** ne date pas de l'Égypte et de la Chaldée, mais des Grecs (en Occident) : 620 A.C.

L'époque **Moderne** ne date pas de la "révolution communale" du 12ème siècle (Augustin Thierry, etc.), ni de 1789, mais de Louis XI en 1475 (France).

•••

Les grandes étapes de l'Exploitation (Esclavage-Servage-Salariat) constituent à la fois **un progrès continu** qui mène (avec les Modernes) à la proclamation officielle de la "Liberté du Travail" et à la fois une **intensification de l'Exploitation** (jusqu'au stade final de sa gestion "scientifique", intégrale).

Du côté de l'exploité ce perfectionnement s'achève avec l'apparition du Salariat qui devient la classe des "exploités libres". L'exploité devenant salarié se trouve entièrement responsable de son entretien ainsi que de celui de son Ménage car il devient lui-même "commerçant", véritable marchand en tant que négociateur de sa force de travail. Les salariés se font alors concurrence "librement" entre eux, mais n'ayant aucun espoir d'accumuler de richesses et subissant absolument la loi du marché, ils ne peuvent, dans leurs luttes syndicales, que freiner la dépréciation de leur salaire. La classe des salariés est donc entièrement prédisposée à ce que la Socialisation Objective préexistante devienne délibérée, subjective – c'est-à-dire à s'émanciper entièrement de la loi du marché en

[1] C'est-à-dire, finalement, dans le rapport Humanité-Nature ; et non dans les rapports de productions sociaux directement. C'est pourquoi cela ne gêne personne de bavarder à perte de vue sur la technique dans les bouquins ; ça à l'air, de plus, une "fatalité" du progrès, très pratique pour faire l'apologie de la Barbarie comme "ordre naturel".

réalisant sa mission historique : prendre en main l'organisation sociale pour lancer les bases de la société Communiste, que sont le **Gouvernement Mondial** sur le plan Politique et la **Coopération Générale** sur le plan Économique

En fait tout le monde héritait des "bienfaits" de l'Exploitation de l'homme par l'homme. Même si l'ordre civilisé était assigné dans les limites de la Préhistoire humaine, il n'en demeurait pas moins fondé historiquement et en dernière analyse, c'est bien l'exploité qui devait être le bénéficiaire final de l'Exploitation, comme il en avait été le véritable promoteur initial à l'époque de la décomposition de la société primitive.

2- Le Capitalisme parasitaire ou Parasitisme intégral n'est pas une "aggravation" du Capitalisme

(Russes et Chinois plus que flottants à ce sujet)

C'est la "négation" du Capitalisme moderne Travailleur, la putréfaction de l'Économie Civilisée dans son ensemble qui se transforme en son contraire réactionnaire. C'est donc l'auto-négation de la Propriété et de l'Exploitation. Autrement dit, c'est le régime de "l'expropriation" de la Propriété par elle-même, **la Propriété Privée anti-propriétaire** qui se dévore elle-même ; l'Économie Civilisée qui ne veut conserver – à tout prix – que son caractère "préhistorique", transitoire et périssable.

• L'Économie Civilisée, sous le règne de l'Esprit et de l'Humanisme, exaltait le **Travail**.

• Le Parasitisme Intégral est la pire forme connue et connaissable du **Pillage** économique, et Destruction des "forces productives" (issues de la Propriété et du Travail), d'abord des forces humaines et spirituelles, ensuite des forces naturelles et matérielles.

• Le Communisme (dont le 1er besoin vital est d'"abolir" le Travail) comme Travail Associé, visant au simple Volontariat-Gratuité, ne peut être dit "expropriation des expropriateurs" que vis-à-vis des Parasites dominants et non pas vis-à-vis des Capitalistes Modernes (Marx a faux[2]).

•••

En 1840, le perfectionnement de la Civilisation ayant atteint son apogée et le régime même de la Propriété devenant un cadre trop étroit pour perpétuer la Responsabilité économique de la classe dirigeante, une lutte entre le Libéralisme Social (Utopisme bourgeois) et le Parti de l'Ordre (forces Néo-Barbares naissantes) va s'engager. De l'issue de ce combat naîtra la nouvelle Barbarie qui depuis 150 ans n'a fait que se "perfectionner" en privant le Peuple Mondial d'accomplir son Devoir historique le plus pressant : l'édification de la **société sans Argent ni Armes** (**RSU**) qui fermera le grand livre de la Préhistoire Humaine.

---

[2] Cf. *Excuse-moi, Charles !* Freddy Malot, Éditions de l'Évidence. (Note de l'édition.)

II- LA BARBARIE INTÉGRALE

A- La guerre chronique est le trait distinctif fondamental de la Barbarie intégrale

C'est ce qui donne tout son caractère au Parasitisme Intégral à sa base (Action).

La Civilisation révolutionnaire était fondée sur le couple Argent-Armes. Son développement passait par des crises entraînant nécessairement des **guerres civiles et étrangères**. Cela entraînait :

• Une intensification de la domination de l'**Humanité** sur la **Nature** (donc du Travail sur la Fécondité Naturelle) ;

• L'étendue de la Civilisation sur le **monde resté Primitif** ; par la colonisation des "Sauvages".

• Un **élargissement de la Puissance hégémonique**, de l'État civilisé le plus avancé (ce qui amènera les Blocs).

• Le **perfectionnement interne du régime** basé sur le couple **Propriété-Citoyenneté** (c'est-à-dire dépouiller le côté "primitif" formel subsistant).

La **Barbarie Intégrale** instaure la Crise Chronique de la Civilisation, du système Argent-Armes. D'où l'**État-policier** et le **Militarisme** qui se caractérisent par une Exploitation "sans" Propriété ; et une Oppression "sans" Citoyenneté. Ce système est celui de la guerre chronique civile et étrangère ; de l'Anarchie et Dictature "en permanence" ; et où le développement de la Barbarie est rythmé par des "Guerres Mondiales" proprement dites.

La "Purge" du système n'est plus dominée par les Krachs économiques, l'alternance Prospérité-Dépression, mais par la Guerre, les Krachs Politiques.

Avant-guerre/Après-Guerre ; Dictature/Anarchie ; guerres étrangères/civiles. Les Krachs économiques ne sont que les phases médianes de ce cycle barbare.

• Ainsi, fondamentalement, les "**conditions objectives**" de la "révolution sociale" sont chroniquement réunies, présentes "en permanence".

• Pour cette raison même, il ne peut **plus** s'agir d'une **issue** "**révolutionnaire**" ancien style ; et il est stérile d'en appeler à la "Révolution" qu'il s'agit au contraire désormais d'abolir révolutionnairement.

B- Le conflit permanent pénètre le système général planétaire dans sa base Marché-État

Ceci comporte **deux expressions contraires-identiques** :

- L'Ouest (Nord) ;
- Le Sud (Tiers-Monde).

C'est la **crise** "**systémique**" (économique, politique, diplomatique, coloniale…) de 1839/1841, au "centre du monde", en Angleterre, qui **donna le signal** de la Barbarie Intégrale, du Parasitisme-Banditisme. À ce titre le "**Krach**" **économique de 1840** est bien **plus important** que ceux de 1873, **1929**, 1987…

De même, l'épopée Chartiste est bien plus importante que la Révolution de 1917.

En 1845, la Réaction intégrale est prête. Louis Blanc (Organisation du Travail) sera vaincu en Février 1848. **Marx Intervient**…

———————

1- LE NORD

Le Nord décida donc pour le Monde.

Guizot à Metternich (la grande autorité de la Sainte Alliance) en 1844 :

> "Il n'y a qu'une affaire en Europe, et la même pour tout le monde : la répression de l'esprit anarchique et le maintien de la paix en ce dessein" (Paix "par priorité" GB/France ; et Modernes/Féodaux).

Ceci résume tout !

Ceci inaugure les deux Hégémonies successives des 150 années de Barbarie Intégrale : Le **Sterling** (1840/1915) : 75 ans ; puis le **Dollar** (1915/1990) : 75 ans.

Aura-t-on une 3ème Hégémonie ? C'est la question !

---

a) Politique : "À bas le Parlement" !

Au nord, la face "politique" de la base est secondaire, subordonnée.

Littré, le 1-10-**1849** (noter la date) :

> "Il y a impossibilité pour le corps de la Chambre des Députés de faire de bonnes lois. Dans le système Parlementaire, le pouvoir se trouve dévolu aux avocats, aux rhéteurs…

["Législation" (!) sur Presse, Association, Garde Nationale… "Lois de Septembre" (1834). "Candidatures multiples". "Mairies" des grandes villes à régime "spécial"/préfet de police… "Déportation"…]

> …Le pouvoir central (**gouvernement**) doit être chargé non seulement, comme l'ancien pouvoir exécutif, de diriger les affaires, mais encore de faire les lois. C'est revenir, dans les conditions d'une société démocratique (**sans dynastie !**), à l'ancienne monarchie, reprendre notre tradition interrompue par le régime constitutionnel". "**Pouvoir fort**" **!**

Bref, comme dit **Thiers** :

> "Les vrais républicains redoutent la vile Multitude".

Le Thermidorien **Boissy d'Anglas** (1795), auteur de la Constitution de l'an III, stigmatisé par Babeuf, triomphe enfin ; le Temps est à une déclaration des "Devoirs de l'homme".

Avec cela : “Suffrage Universel” !

Le Césarisme officiel, appuyé par les “Consultations” Plébiscitaires. **Tous** “**citoyens passifs**”. Le peuple est “l’ennemi de l’intérieur” ; tout libéral est suspect de “société secrète” ; un révolutionnaire est criminel de droit commun.

Expression Mondiale du Despotisme Démocratique : Congrès de la Paix à la Hugo ; **S.D.N.** ; **O.N.U.**

Le vieux “droit des gens” affiché “Droit International” ! !

Bref : “ingérence” légale… ; “crimes contre l’humanité” (imprescriptibles), etc.

Léon Bourgeois et Cie. “Parlement Mondial” totalitaire.

•••

Avant 1850, nous avions simplement le règne de l’oppression politique civilisatrice. Chez les Modernes, le Gouvernement – l’exécutif – reposait alors sur la Nation. Le pouvoir était essentiellement “**Parlementaire**”, “**constitutionnel**”. En d’autres termes, le peuple était soumis à un véritable “**État de Droit**”, un ordre public tel que pouvait le concevoir la bourgeoisie moderne, avouant franchement et officiellement la direction d’une masse de citoyens déclarés “passifs” par une minorité de citoyens déclarés “actifs”. L’Oppression Politique reposait réellement sur le socle de la citoyenneté civilisée parvenue au terme de son perfectionnement, et alors la sûreté de tous les citoyens s’exprimait par “**l’égalité devant la loi**”.

---

b) Économie : “À bas le Syndicat” !

C’est-à-dire : à bas les “résistances” et l’Association populaire en général.

L’économie, c’est l’essentiel au Nord.

BUREAUCRATIE :

L’Exploitation sera le fait de la “contrainte extra-économique”. La Propriété est le prétexte nominal de l’Exploitation. Rapine et Vautours (E. Pottier). Interdiction de la double concurrence libérale : entre salariés et entre capitalistes.

“**New unionism**” **d’Affranchis** (1864/1884/1901). “Syndicats” jaunes : “étendre la démocratie à l’entreprise” ! Est l’instrument décisif, plus que la police (armée d’occupation). “Ilotage” premier. En cela “économique” ! “Aristocratie ouvrière” de Lénine.

Le salarié (et le petit producteur ou échangiste s’auto-exploitant) n’est plus **qu’un indigène** pressuré par un colon, qui doit “s’assimiler”, s’intégrer quoique déjà “citoyen” ! “Suspect” a priori (“classes dangereuses”).

En fait, retour à la dépendance personnelle directe… socialisée (esclavage des Anciens !).

TECHNOCRATIE
(terme de Roosevelt – 1925) :

La Société Anonyme de droit commun est l'expression juridique officialisée (1867 en France) du Parasitisme, avec les précurseurs des Zinzins (concessions de Chemins de fer, Haussmann, Pereire…).

La Société anonyme n'est pas identique, encore moins la forme supérieure, de la société de capitaux ! Désormais le Commanditaire règne sur le Commandité ; c'est un "lanceur d'affaire", "chevalier d'industrie".

La S.A. est d'essence de "**droit public**"… et en même temps on y vante le retour à "**l'intuitu personae**" ! Pour cause : donne la "République de Panama" ! (Cf. M. Ripert dans *L'Ouest*, F. Malot).

"Prison pour dettes" (contrainte par corps) abolie pour les "chevaliers d'industrie"). De même, pour faillite frauduleuse et banqueroute, plus d'indignité civique ni d'infamie.

Il y eut "S.A." bien avant le nouveau Code des Sociétés (lui-même impensable sous Napoléon : Code de Commerce ; Code des Sociétés va avec le "Code du Travail") : "fausses" Commandites de 1841 ! (S.A. de fait). Idem légalisation de la vente à découvert par "l'anar" auteur du rétablissement du divorce : Naquet).

———————

ASPECTS

La "**Rente** du Capital" **substituée au Profit**.

La théorie du "**Profit Maximum**" des Russes (1954) n'est qu'un aspect second, relatif aux PME/sous-traitants.

C'est la plus-value comme but d'une oligarchie de "Commanditaires" (exemples : "charges" d'un appartement pour le loyer).

Système des "parts de fondateurs" pour "lanceurs d'affaires", de la "prime d'émission", du "Prospectus", des "Concessions" (rail, canaux, etc.). Avec les cliques Politiques : Haussmann, Pereire, De Lesseps, Crédit Mobilier (On l'abolit pour la forme ! Afin de la systématiser !).

En fait, démembrement de l'Action : le "droit de vote" (20 % de la valeur) subtilisé est ce qui procure la Rente ; le "coupon" en dividende devient subordonné.

Cf. "sociétés de gestion de valeurs mobilières" de 1919 pour dette Russe et Ottomane ; Cf. SICAV et FCP – "Fonds de Pension" !

•••

Les **Fonds Propres** deviennent **prétexte à** "**Capitaux Permanents**" (Incluant Dette longue, obligations).

Pyramide des Holdings. D'où : "valeurs classées", captation des caisses de retraite et Zinzins. D'où "tribut" capitaliste (cf. dîme féodale). Capital "a priori" collectif.

•••

La **Dette publique prime l'Impôt dans le Budget**.

Et dans l'Impôt, les "indirects" (cf. Gabelle) resurgissent devant l'impôt direct : Income Tax (IRPP) ; TVA ; Taxes parafiscales (carburant, tabac/alcool, loterie, Amendes).

•••

Protectionnisme (dumping, etc.).

•••

Le **papier-monnaie à Cours Forcé** (1848 !) :

Il se substitue à la monnaie convertible : Cycle Inflation/Déflation.

Monnaie fiduciaire-Scripturaire éliminée ; les Débiteurs dominent les Créanciers (gap monnaie intérieure/monnaie "mondiale"). Gold "Exchange" standard, Open Market.

•••

Secteur "**public**" (et semi-public/parapublic) **domine l'économie** "**privée**".

Comme les "Services" improductifs et le secteur non-marchand gangrènent le secteur "manufacturier". Cf. "col blancs"/"cols bleus". Théorie de la "nouvelle classe ouvrière".

"Marchés Publics" décisifs. Système de "prévarication" de l'Administration systématisé (Panama).

•••

L'**État policier** et **militariste** : levier des commandes de la Recherche qui ne sont en fait que les "retombées civiles" du militaire (cf. satellites et TV) ! C'est le pendant exact des Affranchis ! D'où la "Science" (Physique) qu'on voyait "libératrice" (même la "fée électricité" !) est perçue désormais "dangereuse", effrayante. Non plus seulement comme les Luddites de 1813 !

Les "Munitionnaires" de 1808 ont inspiré les "Concessions" de Rail, … jusqu'à nos Zinzins.

•••

Le "**Salarié**" **devient** un **statut arbitraire** : "**salaire indirect**", "prélèvements obligatoires" (40 %).

———————

En dernière analyse, expression de la loi de la "baisse tendancielle du taux de profit".

c) Les trois Phases du Parasitisme :

A	**1- Spéculation :** "Affairistes"	**1845-1885**
B	**2- Monopoles :** Holdings – Trusts – Cartels (1920 : "Nationalisations industrialisées" – CGT)	**1885-1920**
	3- Interventionnisme : "Offices publics" (Jaurès) : On ne fit pas l'office du blé mais celui du pétrole ! "Open Market" ("Régulation" par la monnaie).	**1920-1945**
C	**4- Planisme** (Plan indicatif) **:** Nationalisations (Cf. 1943 : Conseil National de Libération). "Économie Dirigée" ("3ème voie" entre capitalisme et socialisme, etc. !).	**1945-????**

•••

C'est le régime permanent du "capitalisme de guerre" (cf. Union sacrée de 14-18. A. Thomas et B.I.T.).

C'est "l'impossible" Capitalisme d'État.

- Démocrates : Finance-Armée ;
- "Nazis" : Armée-Finance.

•••

Le Capitalisme Parasitaire, dans son ensemble, est **le règne des Déclassés** :

• Bourgeoisie Mafieuse en haut ;

• “Prolétariat de la canaille” en bas (cf. Marx et décomposition féodale : “la guerre des paysans”).

Technocratie-Bureaucratie génèrent des “Grandes Compagnies” (seigneurs de la guerre) dans le “monde riche” lui-même (Mercenaires et S.A.).

On chantait le “**Miracle du Crédit**”, le miracle de “l’Association de Capitaux”. Ce n’est que la guerre de la spéculation (parasitisme) **contre la Coopération** (communisme) !

•••

Les plus grands méfaits de la Technocratie/Bureaucratie (les “technocrates” tirent leur nom du brain-trust de Roosevelt en 1925 ; le banditisme de la Bureaucratie Syndicale ne s’est pas mieux étalé que dans l’American Federation of Labour – A.F.L.), fait dire :

L’avenir communiste est aux U.S.A. !

2- LE SUD

Le Parasitisme au Nord ne peut se faire sans le Pillage au Sud.

Le Sud est nécessaire : pour y transférer les "déportés rouges" ; y dévoyer une jeunesse agitée en "civilisateurs-humanitaires" ; en rapatrier des richesses pour entretenir les Affranchis de métropole ; disputer l'hégémonie Barbare entre Blocs rivaux qui se constituent inévitablement.

Cecil Rhodes, le "bâtisseur d'empire" britannique, résume tout :

> *"Si vous voulez **éviter la guerre civile** (en Europe), il faut devenir impérialiste".*

Nos coloniaux les plus officiels datent l'ère du Pillage : "À la **fin 1842**", c'est l'heureux tournant colonial : abandon de la politique essentiellement commerciale des "points d'appuis" (vieux "comptoirs") ; désormais une politique officiellement militaire est adoptée, celle des "comptoirs fortifiés comportant droit de souveraineté française".

De fait, 1840 marque une date, au Sud comme au nord : "Question d'Orient" (Mehmet Ali) et "Guerre de l'Opium". Tout cela sur fond de conflit géopolitique anglo-français.

Au Sud, l'aspect principal de la base est Politique ; l'aspect secondaire est Économique.

•••

Le mot d'ordre Barbare, pour le Sud est :

a) Politique : "À bas le Patriotisme !"

(complément d'"À bas le Syndicalisme !" au Nord).

Contrairement aux versions russe et chinoise :

Le Pillage colonial ne concerne pas les contrées déjà civilisées, ayant déjà une Patrie (organisation politique territoriale), mais d'interdire au monde primitif et semi-primitif de se donner des États, d'entrer dans la civilisation, ne serait-ce que sous forme antique-esclavagiste, à la façon "grecque".

La Barbarie Intégrale occidentale, bien évidemment, cherche à tout détruire devant elle : à établir l'hégémonie mondiale à tout État même moderne (blocs barbares militaristes) ; à ruiner les États civilisés pré-modernes (Turcs, Chinois, Autriche, Perse…). Mais il ne faut pas tout confondre ! Le but du Pillage colonial est le "Tiers-Monde" primitif et semi-primitif. Certes, les vieux Empires pré-modernes dominent eux-mêmes des régions primitives qui sont du même coup visées.

•••

Le Pillage colonial intégral d'après 1840 n'a pas pour motif la recherche de "débouchés" comme disent les staliniens (Manuel de 1954). (Erreur aussi de Lénine : *Impérialisme stade Suprême*, qui confond zones d'influence, Protectorats, pays Dépendants, avec COLONIES pures. Il se rattrape largement, sur ce même point, en dénonçant Rosa Luxembourg).

Il n'y a même pas d'idée d'"Échange Inégal" avec le Sud (vanté en 1970).

On recherche essentiellement : a) Matières premières (et énergétiques ; et exotiques : Caoutchouc…) ; b) Positions Stratégiques (transport ; armée).

Ceci est de la plus grande importance théorique, même si, en pratique, ce n'est pas aussi net ; on va voir pourquoi.

•••

Il faut distinguer absolument Civilisation colonisatrice et Colonialisme Barbare[3] :

• La **Civilisation**, et la Bourgeoisie Moderne, raisonnaient "Grecs et Barbares", "**Civilisés et Naturels**" (sauvages, primitifs).

Pour le monde civilisé, "Grec", on posait le couple : "Humanité/Nature".

Pour le monde primitif, les civilisés renversaient le couple, posant : "**Nature**/**Humanité**". Aux yeux des Civilisés, les Primitifs étaient dominés par la Nature, ils les considéraient comme des "peuples-enfants", des "naturels" précisément. Dans les colonies on reconnaissait leur présence, leur existence, quoique à titre seulement "accidentel" dans la contrée. Ces "arriérés" paraissaient matière à être "civilisés", comme un enfant qu'il faut amener à "l'âge de raison".

Dans le couple **Territoire**/**Population** de la colonie, le Territoire est essentiel, mais la Population est reconnue comme accident positif. On la soumet, quant au Patriotisme, à une "Souveraineté passive", collectivement protégée et éduquée. La perspective théorique est "l'Assimilation". L'Indépendance à terme n'est pas exclue, mais repoussée comme non-rationnelle ; elle ne s'impose que comme échec de l'Assimilation (cf. Union Américaine et Angleterre).

• La **Barbarie** (le colonialisme Barbare) conserve le couple Nature/Humanité, Territoire/Population, mais voit dans le second aspect un incident négatif. Le Territoire de la colonie est présupposé "vierge", inoccupé. S'il s'y trouve des gens, c'est quelque chose d'anormal ; du fait que des occupants d'une contrée sont primitifs, c'est qu'ils **ne sont pas civilisables** (autrement ils le seraient déjà). Il n'y a donc plus de "régnicoles" arriérés, d'Indigènes ou Autochtones (qui appartiendraient au sol) ; ce sont des **occupants illégitimes**, hostiles à la civilisation comme tels. Que peut-on en faire ? Les exterminer, les chasser, les aider à se détruire (les épuiser comme "porteurs", les empoisonner d'alcool ou d'opium), ou les "stériliser" (la pilule !).

[3] Dans le célèbre chapitre final du livre I du Capital : "L'accumulation primitive", Marx est tellement préoccupé de démontrer le caractère **préhistorique** du capitalisme Moderne, qu'il ne distingue pas explicitement, exploitation et parasitisme, colonisation civilisatrice et colonisation **barbare**.

C'est le peuple de la métropole qui, désormais est traité en Indigène (à "intégrer" !) ; les peuplades des colonies ne sont plus indigènes, c'est une humanité dégénérée, un singe supérieur.

Il est bien évident qu'aucun "débouché" ne se trouve jamais avec des animaux ! (De même, il n'est pas correct de dire qu'on fait "travailler" un bœuf, au sens économique, selon valeur-survaleur).

Le Pillage colonial se fait **au nom de la** "**Souveraineté Universelle**". Il faut bien noter cela. En Métropole, on proscrit tout Parlementarisme dans le même moment où l'on proclame le Suffrage Universel (qui est universellement "passif"). À la colonie on proscrit toute présence légitime d'Indigènes (occupants originaires) dans le même moment où l'on proclame la "Souveraineté Universelle" ! C'est un comble mais c'est ainsi ! d'où la grosse démagogie de Napoléon III sur la "question des nationalités" ; d'où le "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" de Wilson ; d'où la "Décolonisation", etc. (on a eu droit au "suffrage féminin" de la même manière. Et la Déclaration "universelle" des droits de l'homme, etc.).

On peut objecter les débouchés des "pays neufs" (1900) ou des "jeunes nations" (1950). C'est que dans la pratique, non seulement le Tiers-Monde est occupé, mais est 75 % de la Population Mondiale, avec "bombe démographique" par surcroît.

On a alors des pseudo-marchés : de la "pacotille", du "rebut", et la nécessité d'équiper les fantoches locaux (les nègres blanchis de toute teinte).

Cela ne fait pas des débouchés une priorité. C'est seulement champ de manœuvre obligé d'Usuriers et de Gangsters. D'ailleurs, les diktats de fait et officiels du F.M.I., les "plans de rigueur", les "clauses sociales" (France), de "l'ouverture" ("portes ouverte" de 1840 qui n'en finit pas), montre le peu d'importance du dit "débouché".

•••

Le mot d'ordre économique c'est :

b) Économie : "À bas le Commerce !"

C'est-à-dire propriété/exploitation, ou Marché (pas de modernisation).

On a commencé par "devoir de la porte ouverte" puis : les richesses de ces contrées sont un don naturel virtuellement entre de mauvaises mains, s'il y a des peuplades locales, par nature devant être mises à disposition de la "communauté internationale" (les pillards de l'ouest invoquent le communisme !). A. Sarraut : ils "laissent en friche le trésor de l'humanité !" (Cf. *Le Sud*, F. Malot). Refusent de "s'ouvrir", ne peuvent rien sans "notre aide", etc.

•••

En 1871, à propos de la Commune, Marx suggère l'importance décisive du Sud par rapport au Nord :

"Le parti de l'Ordre redoute encore plus que l'émancipation du prolétariat urbain, l'émancipation du paysan".

•••

Dans le couple Nature-Humanité, la Barbarie Intégrale rejette totalement, le camp populaire du Sud hors de l'humanité.

Ceci est un facteur des plus puissants pour que les ex-primitifs se lèvent pour le Communisme, et pour son Matérialisme philosophique !

C'est dire combien **l'avenir communiste est en Inde !**

III- An 2000

La base de la Barbarie Intégrale dominante
c'est le Parasitisme Intégral (économie) et le Banditisme Intégral (politique).

•••

• Il y a 150 ans, c'était la crise générale de la civilisation préhistorique, une "**fin d'un monde**" **existant depuis 2500 ans**.

Alors la Barbarie Intégrale s'érigea en système dominant. Le Parasitisme se retournait contre l'Exploitation économique et le Banditisme contre l'Oppression politique, c'est-à-dire contre la Propriété et le Droit.

• Aujourd'hui se dessine une seconde "**fin d'un monde**", la **fin de la Barbarie Intégrale**, étendue et approfondie depuis **150 ans**.

En effet, maintenant que la Barbarie Intégrale est allée jusqu'à se donner comme appui :

- La "**Sécurité Sociale**" au Nord ;
- Les "**Indépendances Nationales**" au Sud ;

Que peut-il bien succéder à cela, sinon le dilemme : Communisme ou Suicide de l'humanité ?

• Après l'ONU et la déclaration "universelle" des droits de l'homme appuyée par les "Casques Bleus", l'ensemble implosant 50 ans après (1950-2000), que peut-on attendre ?

Ce ne peut être qu'une vraie et **dernière/première Guerre Mondiale**, évoluant inéluctablement en guerre civile planétaire prolongée.

• À partir de là, des étapes sont à entrevoir :

- D'abord **cassure irréversible de l'empire de l'Argent et des Armes** en deux tronçons : Communiste et Barbare (comme l'empire d'Orient et d'Occident, à la fin de l'Antiquité, balayés ensuite successivement (310-395-476-580)).

- Ensuite : **Gouvernement Mondial** et **Coopération Générale**, avec salaire gratuit et Citoyenneté libre. Vrai commencement de la "transition".

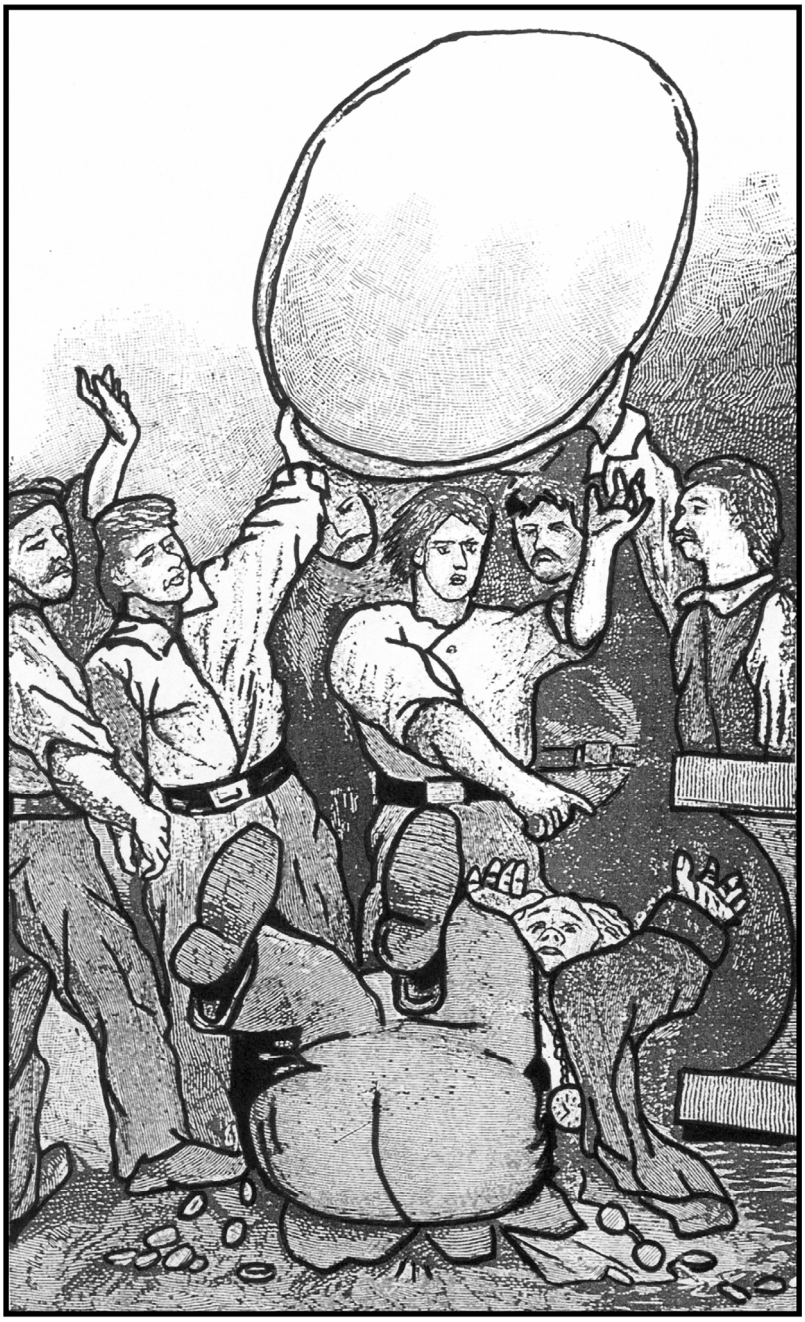
- Enfin : **Gratuité/Volontariat** et **pure administration des choses** (oubli de tout gouvernement des hommes).

• C'est donc **tout un processus**, complexe et prolongé, qu'il s'agit d'entreprendre :

- Il ne s'agit pas que de **renverser la Barbarie Intégrale** dominante ; ce qui n'est que simple renversement du rapport de force au sein de la Crise finale de la Civilisation Préhistorique ;

- Il faut encore résoudre effectivement cette crise, c'est-à-dire extirper les racines et "dépasser", "**éteindre**", **le passé civilisé et préhistorique**.

F. Malot – janvier 1999



Triomphe du Travail

Économie Moderne

A	***1*- Montchrétien**	*1615*	*Mercantilisme*
B	***2*- Quesnay**	*1758*	*Physiocratie*
	***3*- A. Smith**	*1776*	*Libéralisme*
C	***4*- Ricardo**	*1817*	*Radicalisme*

•••

Cela est le schéma du courant **principal**.
À chaque étape, il y a **aussi** le mouvement contraire.

•••

Et il y a aussi un mouvement réactionnaire, et un mouvement utopiste.

Économie

I- Sommet Civilisé

1760-1845

A-

1758 – **QUESNAY** (Tableau).
1755 – Morelly (Code de la Nature).
1775 – Thomas Spence (1750-1814) (son “plan”).
1795 – Babeuf (“Conspiration pour l’Égalité”, par Buonarroti : 1838).

B-

1817 – **RICARDO** (Principes).
1804 – F. Ferrier (Gouvernement et Commerce).
1818 – Sismondi (Principes) ; Robert OWEN et le comte C. H. de SAINT-SIMON ; Charles FOURIER. Thomas HODGSKIN (Défense du Travail – 1825) et Wil. Thomson.

C-

1840 – **CHARTISM** vaincu à Londres ! mais Paris de même…
- Engels : *Histoire de la classe laborieuse en Angleterre* (1845).
- Personnages : Lovett ; O’Connor ; O’Brien ; Stephens.

•••

1845/1860 – **DÉCOMPOSITION** sadique engagée dans des économies non-occidentales (des Ottomans, de l’Empereur de Chine, du Tsar, de l’Inde, de la Perse… et des plus faibles encore pire !). C’est PAS dans les livres !

II- Barbarie Intégrale (depuis 1850)

• *Barbares*

"Démocrates" (dégénérés) **:**

• R. Cobden (1845). "Manchesteriens".
• J. M. Keynes ("Théorie générale" – 1936).

"Fascistes" (au sens de nazis ; pas Mussolini, mais Japon oui) **:**

Cf. J. Ohquist : le National-Socialisme (1938)
• Chefs économiques : Schacht (1934) ; Funk (1939).
Doc. Ley : "Front du Travail" (syndicalisme/salariés).
W. Darré : "La Race" (c'est-à-dire agriculture).
• Écrivains : Wagener, F. Fried, F. Grüning, etc.

• *Marxistes*

Marx : "Le Capital" (L. I : 1867 ; L. 2 ; L. 3).
Russie :
Lénine : "L'impérialisme stade suprême" (1917) ; Textes sur les questions Agraire et Nationale.
1929 : "Économie Politique" (Lapidus et Ostrovitianov)
1954 : "Manuel d'Économie Politique" (s'arrêter à 1934 !)
Chine :
Textes sur : Le "Grand Bond" (1958 : Communes Populaires) ; la "Révolution Culturelle" (1966). Ne rien croire des documents occidentaux !

• *Autres anti-barbares*

Cf. Annexe : Exemple Islam.
Cf. Mhd Baqer al-Sadr, Khomeyni, Sunnites, Malcolm X, etc.
Cf. Camilo Torrès, Guevara.
Cf. Khmers Rouges, Sentiers lumineux, PK Kurdistan…
Cf. Bouddhistes/Taoïstes.

———————

Ensuite :

L'appétit vient en mangeant !

On "remonte" l'histoire :

Chaque "stade" de l'économie civilisée, c'est-à-dire de la propriété privée-publique, jusqu'aux Grecs et Chinois.

Comment est sortie cette économie "bourgeoise", du ventre de l'économie communautaire primitive (incluant Égypte et Chaldée).

Voir le renversement du capitalisme libéral en parasitisme en 1845.

Étudier les premières expériences déjà effectuées de communisme civilisé, anti-barbare : de Lénine à Mao, de Mehmet Ali à Khomeyni, etc.

Évidemment, consulter des "histoires" de l'Économie politique.

De façon critique pour tout ce qui va jusqu'à 1860 ; uniquement dans l'esprit de mieux connaître l'ennemi pour le combattre, ensuite ! Intéressant : celle d'Adolphe BLANQUI, par exemple. A. Smith (Richesse des Nations) est à lui seul une "histoire". Compagnie des Indes ; Banque d'Angleterre ; division sociale du Travail.

———————

Nord et Sud

(c'est-à-dire : Pays dits "riches" et Tiers-Monde)

1- C'est **le même système global**, "l'ordre International" malade à crever. Donc les mêmes problèmes fondamentaux (complémentaires). Souvent les situations d'appartenance au Nord ou au Sud sont mêlées (la Corée est "riche", mais a un gros problème "patriotique").

2- Mais :

Au Nord, au premier plan se trouve l'impossibilité de l'Association civile du peuple, de la **Liberté** des Propriétaires (le salarié est propriétaire de sa force de travail) ; donc problème principale du **SYNDICALISME** au sens général.

Au Sud, au premier plan se trouve l'impossibilité de la Souveraineté politique du peuple, de l'**Égalité** des citoyens (même le "sans-papiers" est citoyen !) ; donc problème principal du **PATRIOTISME**.

•••

• Pour le sud, étudier très à fond le rôle économique de l'**État** ; et la question économique "**Paysanne**" (au sens large : comprend les questions des matières premières et énergétiques, et produits "tropicaux").

• Pour le Sud encore (c'est-à-dire question de Souveraineté primordiale donc concerne les Balkans, etc.), deux grands événements à étudier :

- Le "**Congrès des Peuples de l'Orient**" de Bakou, en 1920, réuni par le Komintern.
- La **Conférence de Bandoeng**, de 1955 ("non-alignés").

ISLAM

Ne pas oublier que ce même cycle s'observe chez les Orthodoxes, Bouddhistes, Confucéens. Cf. Chine (action anglo-franco-américaine-russe) : Traité de Nankin, et Taiping.

Prospérité

1450 : **Mehmed II** "**Fatih**" (le vainqueur) : 1451-1481.
Son système de "Timârs" en agriculture dans les balkans.

Ruine

1850 : Ruine par perversion de la modernisation interne ; pas par l'Islam !

• *Sunnites :*

- TURQUIE : Écrasement du "père du Tanzimât", **Mustaphâ Rechid Pacha**, Vizir (1846) du Sultan Abdül-Medjid (1839-1861). Publie l'Édit de "Gülkane".
- PROVINCES :
    - Écrasement en Égypte de **Mehmet Alî** (que nos islamistes trouvent "trop rationaliste" ! et veulent "ignorer") par Anglais/Français en 1841.
    - Écrasement de la Roumanie (1848-1850).
    - Écrasement de l'Algérie d'Abdel Kader (France – 1840) ; et du Caucase de Shamyl (Russes).
- TOTAL : Catastrophe de la guerre de Crimée (Franco-anglais : 1854)

• *Chiites :*

PERSE : Écrasement du "Bâbisme" des Shaykis, dirigés par **Mirza Alî Muhammad** (que nos islamistes trouvent "trop mystiques" ! et veulent "ignorer") par Anglais en 1850.

Manuel d'Économie Politique

Moscou – 1954

Impérialisme – Monopolisme

(ch. 18 : "Capital financier")

0- Le Capitalisme concurrentiel **culmine** en 1860/1880.

1- Passage de la Concurrence au Monopole : 1865/1900 (≈1885).

2- Le Monopolisme définitivement constitué en 1895/1905 (1ère guerre de type impérialiste : USA/Espagne – 1898).

3- Le capitalisme Monopoliste ou Impérialisme est "le **stade suprême** et ultime du capitalisme", "prélude de la révolution socialiste **du prolétariat**". "Dans la période de l'impérialisme s'achève la constitution du **système capitaliste d'économie mondiale**" (p. 267) !

Cinq caractères économiques du monopolisme

- Concentration du capital : monopoles ;
- Fusion banque/industrie : oligarchie financière (capital financier) ;
- Exportation de capitaux prime sur celle de marchandises ;
- Union internationale de monopoles ;
- Partage territorial du globe par les puissances.

"Loi économique fondamentale"

Le "profit maximum" est la règle, supplante le classique "profit moyen". Branches et Entreprises restées concurrentielles ont moins que le profit moyen.

"Vie chère" et "fiscalité"… Inflation… Loyers.

Protectionnisme et Dumping.

“Capitalisme parasitaire et pourrissant”

(p. 280-283 ; tout le ch. 20)

La Crise Générale du capitalisme

(ch. 21 et 22)

“L’inégalité de développement des pays capitalistes” amène :

1- Problème des marchés (débouchés), **Krach économique** :

- Sous-production chronique et chômage massif ;
- Crise du système colonial (du partage territorial du monde).

2- **Guerre Mondiale** (1914-1918) : W.W.1

3- “**Division en deux systèmes**, **capitaliste et socialiste**”, amorçant “le détachement des pays, les uns après les autres, du système capitaliste” (Révolutions **Prolétariennes**). Octobre 1917 : “tournant radicale dans l’histoire de l’humanité”.

•••

“**La durée du cycle** économique diminue”, la dépression plus longue, l’essor moins stable…

Krach **1929/1933**.

“**Le Fascisme** est la dictature terroriste ouverte des groupes les plus réactionnaires les plus agressif du capital financier”. “Fascisation”…

Capitalisme Monopoliste d’État (**C.M.E.**) avec W.W.2.

•••

Idem I.S.R et Losovsky.

———————

Capital
“UN et TRINE”

<table>
<tr><th colspan="2">C A P I T A L</th></tr>
<tr><td>Monchrétien</td><td>INDUSTRIEL
(Manufacture Mercantiliste)</td></tr>
<tr><td>Quesnay

Smith</td><td>↗ A- MARCHAND
(Traites)

↘ B- BANCAIRE
(Billets)

COMMERCIAL
(Escompte)</td></tr>
<tr><td>Ricardo</td><td>Commandite par Action
↓ Commerce (Commanditaire)
↓ Industrie (Commandité)
} FINANCIER</td></tr>
</table>

Capital “Un et Trine”

“Le capital industriel est Dieu le père, qui a libéré le capital commercial et bancaire comme Dieu le Fils, et le capital-Argent est le Saint-Esprit.

Ils sont TROIS, mais pourtant UN seul dans le Capital financier”.

Hilferding (p. 41 et 312)

Il nous fait une Quaternité ! Le capital financier n’est pas l’unité des trois “antérieurs”. L’unité, c’est le Capital tout court, comme capital complet, parfait ; qui s’appuie non seulement sur la Valeur, mais dont toutes les “personnes” qui en forment la “substance” sont déjà elles-mêmes des formes acquises de “capital”.

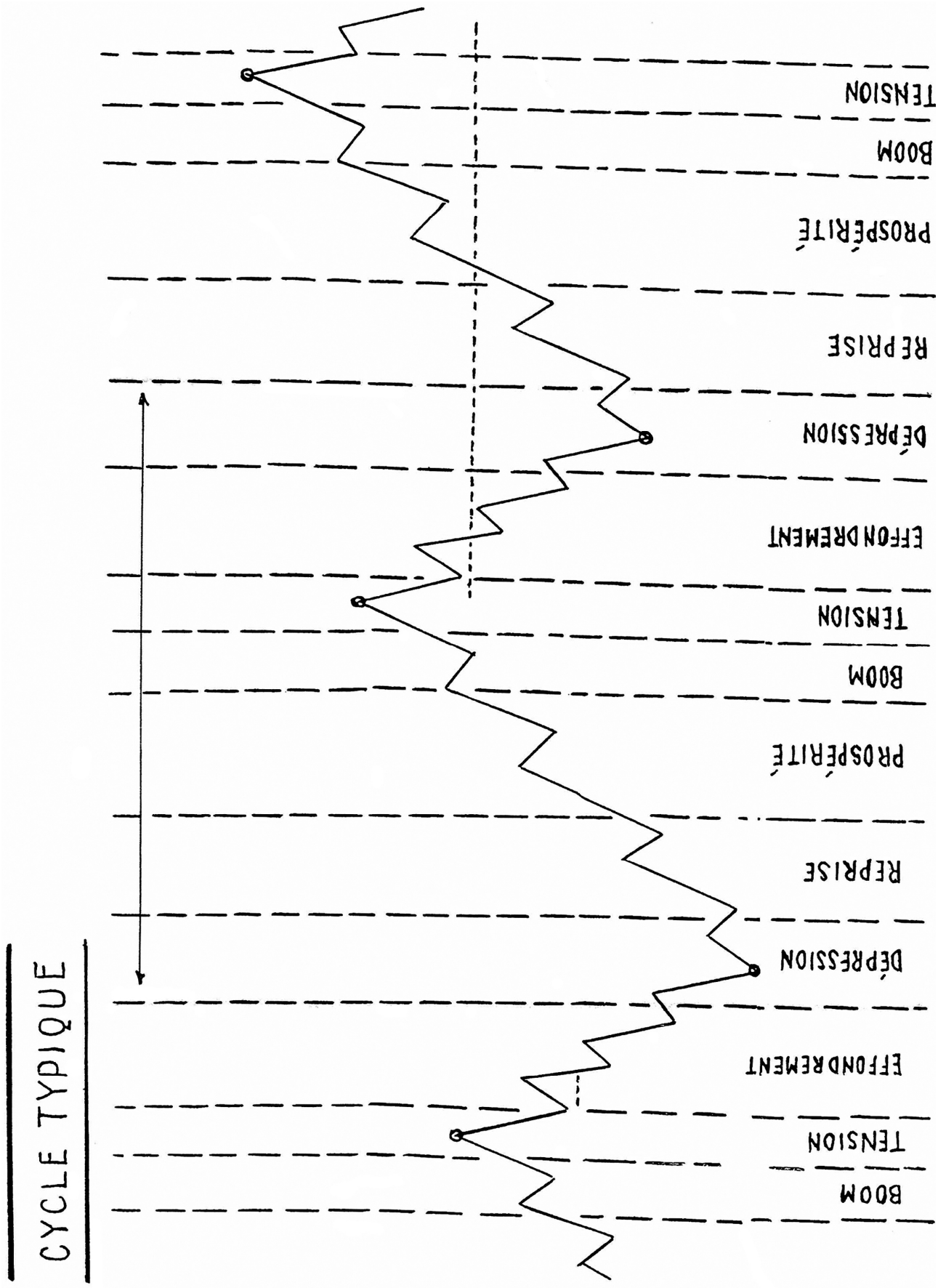
Hilferding, à travers sa Quaternité, fait une apologie du Parasitisme. Et son parasitisme est de plus unilatéral : il ne retient que la forme “domination de la banque sur l’industrie”. Et, enfin, il ne situe ce parasitisme unilatéral que dans le Trust de 1885, alors qu’il naît dans la Spéculation de 1845 (Crédit Mobilier).

Son point de vue de Banquier Franco-Américain (cf. Dillon) lui fait voir la “finance” “contre” les Cartels, contre les Magnats.

Il confirme son point de vue Juif Autrichien en déballant une double-négation absurde : Usurier-Banquier-Finance (p. 41 et 319). L’usurier est féodal ; pas capitaliste ! Il n’y a même pas de Marchands dans son optique de “Circulation” !

Par-dessus le marché, avec lui le capitalisme Financier devient le sommet du capitalisme civilisateur ! Trois erreurs en une affirmation : il relève du capitalisme Parasitaire/Barbare ; n’en est que la forme de “droite/démocrate” ; et que dans le stade “moyen”, petit-bourgeois, du Parasitisme, après la Spéculation et avant le Parasitisme Intégral, de Gouvernement ou d’Entreprise.

F.M.


CYCLE TYPIQUE
BOOM
TENSION
EFFONDREMENT
DÉPRESSION
REPRISE
PROSPÉRITÉ
BOOM
TENSION
EFFONDREMENT
DÉPRESSION
REPRISE
PROSPÉRITÉ
BOOM
TENSION

CRISES

(Classiques)

Le fondement historique général des “crises économiques”, c’est la victoire même, dans la production et la distribution, de la mission civilisatrice du capitalisme, c’est-à-dire de l’Économie Moderne.

Cette mission réussie est la suivante : la domination du travail humain sur la fécondité naturelle.

CONTRADICTIONS

(Système de Rapports unilatéraux)

<table>
<tr><td>“Sous-consommation</td><td>1</td><td>Valeur</td><td colspan="2">Utilité</td></tr>
<tr><td colspan="2" rowspan="2">2</td><td>a- Monnaie</td><td>Marchandise</td><td>Commerce : (marchand-banquier)</td></tr>
<tr><td>b- Finance</td><td>Capital productif</td><td>Crédit : (privé-public)</td></tr>
<tr><td>“Sur-production</td><td>3</td><td>Section I</td><td colspan="2">Section II</td></tr>
</table>

Et “Aléas” :

- “Naturels” : désordres Agricoles-Démographiques ;
- “Politiques” : conflits État-Colonies.

PROPRIÉTÉ PARASITAIRE

En fait, le rapport exploiteurs-Exploités sur le mode de décomposition.

C'est-à-dire **sans support de concurrence**.

Le Libéralisme connaissait :

1- **Concurrence de "tous"**. Tous étaient "propriétaires" (abstraction faite des uns Actifs et des autres Passifs, c'est-à-dire Moyens de Production et Force de Travail ; Entreprise et Ménage ; Argent-capital et Monnaie-moyen de circulation).

2- **Concurrence entre Exploiteurs et Exploités**.

3- **Concurrence entre Exploiteurs** (Banque et Industrie ; Commerce et Industrie ; Manufacturiers et Fermiers ; Propriétaires Fonciers et Entrepreneurs ; Administration et Propriétaires ; agents Nationaux et Compétition Internationale).

4- **Concurrence entre Exploités** (dont exode rural et agents à "statut" public ; Immigrés et Femmes ; grosse industrie et petite ; Indépendants pauvres – s'auto-exploitant – et employés "mercenaires" ; Travail simple et Complexe ou Qualifié ; Ouvriers et Employés ; Exécutants et Cadres…).

1- Sans droit d'Association, le "Salarié" est soumis au **système SMIC**.

2- Sans Responsabilité, le "Capitaliste" (de la S.A. de droit commun et de l'entreprise "publique du secteur concurrentiel") est l'élément d'un **système de Rentier** (rente ≠ Profit). Ce n'est plus un propriétaire, mais un Rapace, un Voleur.

Clans, **Gangs** : Voir que c'est comme **Caste** qu'il y a cette position, dégénérescence de Classe, et non pas à titre "individuel". Le capitaliste libéral n'avait son "**privilège**" que comme **Classe**, il pouvait "être ruiné". D'où l'idée de "**féodalité**" capitaliste.

D'où tous les types de **Nomenklatura** et de **Technocratie**.

"Déclassés" dominants :

Technocrates : Cela est **lié à l'État**, du fait même qu'il y a abolition du droit d'Association et du Parlementarisme comme conséquence directe, avec expression "extérieure" du Militarisme et du Colonialisme.

Bureaucrates : Cela est **lié au Bureaucratisme** (Syndicats Jaunes et autres "Associations").

Capitalisme libéral, ou civilisateur

Il est :

• **Travailleur** (p.r. Nature) :

Promeut Forces **Productives** matérielles ; domination de la Nature ; au lieu de Forces **Destructives**.

La base du taux de profit est l'investissement à long terme (recherche et développement), non "rentables"... problème aigu.

•••

• **Valorisant** :

- **Amène la F.T. à une valeur "négligeable"** (rend absurde le Salariat et possible la **Gratuité**).

- **Détruit toute "capacité" particulière du travailleur productif** (ramené à un enfant adulte) ; qui ne peut aspirer qu'à devenir "universel" (c'est-à-dire explore ses aptitudes). Homme total, polytechnique ; c'est-à-dire que le **Volontariat** est rendu possible.

•••

• **Responsable** :

Force, sans réserve aucune et de façon positive, les travailleurs productifs à s'associer, alors que les exploiteurs refusent de se constituer en classe dominant le Marché, Exploiteur Collectif. Le Salarié s'associe pour survivre : **s'informe** du Marché (journal), de l'histoire, **s'organise**. Bref, il honore désormais seul le travail intellectuel, summum de la vieille société.

MANIFESTE

Marx – Décembre 1847

"Pour pouvoir dominer une classe exploitée, il faut **lui assurer les conditions dans lesquelles elle puisse mener son existence d'esclave**.

• Dans le servage, **le serf** a pu, par ses efforts, s'élever au rang de membre de la commune ;

• Puis dans la Monarchie féodale, le **Petit propriétaire** a pu se transformer en citoyen à part entière.

• Le **salarié productif** du capitalisme actuel, au contraire, au lieu de s'élever parallèlement au développement industriel, **DESCEND** progressivement **AU-DESSOUS** des conditions de sa classe.

Le développement du capitalisme engendre l'appauvrissement du salarié industriel ; et le **PAUPÉRISME** s'étend même plus vite que n'augmentent la population nationale et la richesse marchande matérielle.

Ainsi, la bourgeoisie moderne se montre disqualifiée comme classe dominante, incapable d'imposer à la société les conditions de sa classe comme règle et comme loi.

La bourgeoisie moderne est impuissante à assurer à la classe salariée qui subit son esclavage les conditions même de l'esclave salarié ; elle est forcée de la laisser descendre à un niveau tel **qu'elle doit nourrir l'esclave salarié au lieu d'être nourrie par lui**.

C'est pour cela que la société ne peut pas continuer à vivre sous la domination de la bourgeoisie moderne.

Bref, l'existence de la bourgeoisie moderne est devenue incompatible avec la société développée à son initiative."

Conclusion de la 1ère Partie : "Bourgeois et Prolétaires"

(En fait, Marx mélange Civilisation et Barbarie…)

•••

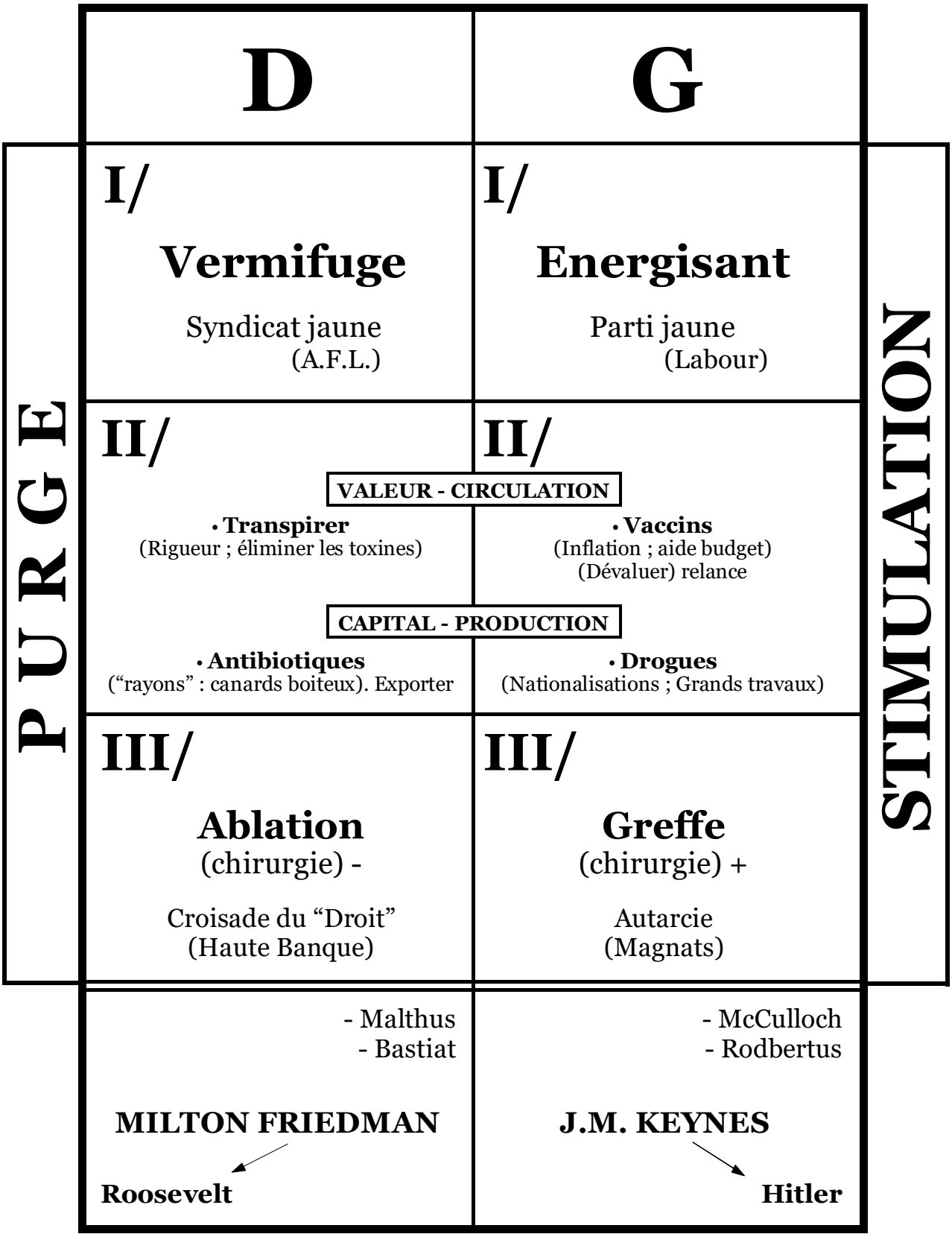
L'époque Contemporaine a organisé **la gestion chronique du** "**paupérisme**".

Elle l'a de ce fait approfondi et élargi, en étendant la classe des "marginaux" dont l'essor était antérieurement occasionnel, à toute la masse et en permanence : par le cancer des "**employés**" **improductifs** (fonctionnaires, et marchands de services) ; par l'encadrement de la **bureaucratie syndicale** (et autres "travailleurs sociaux").

"**Domesticité**" et "**Prud'hommes**" sont faits Institution.

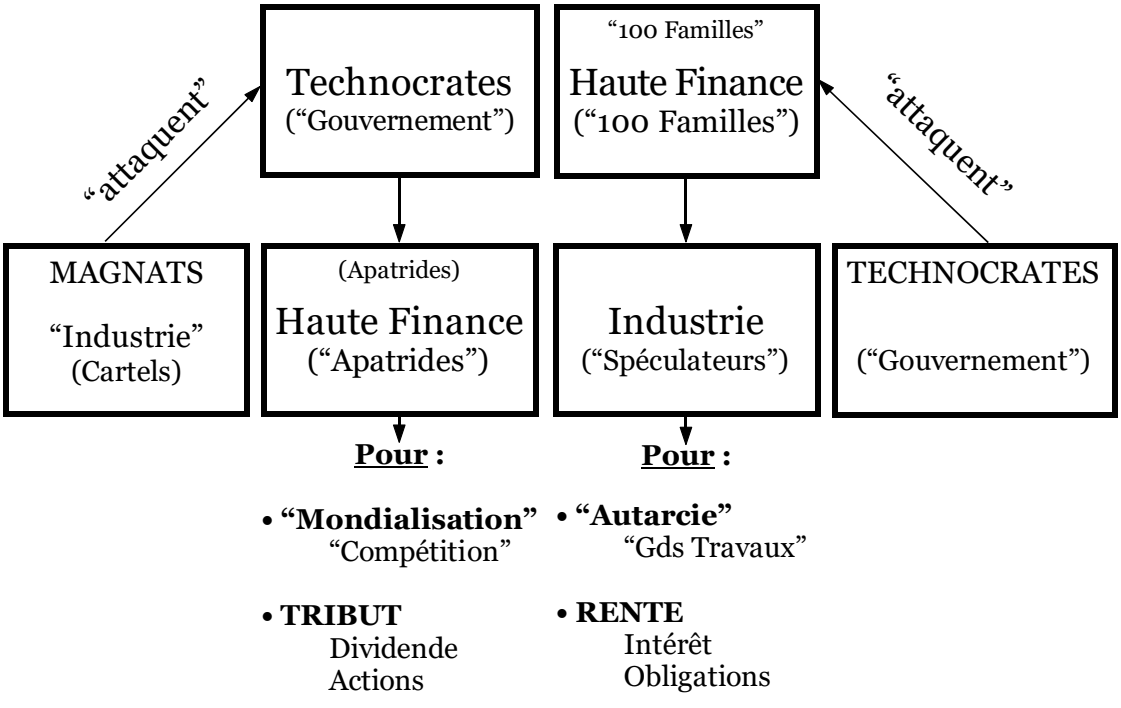
F.M.

LA CRISE & SES REMÈDES



INFLATION

ÉCONOMIE	ANATOMIE (ORGANISME)		
PHYSIOLOGIE (fonctions)	MARCHÉ BANQUE **D** **"Néo-classiques"**	ÉTAT TRÉSOR **G** **"Néo-colbertisme"**	
	PAR LA MONNAIE **M. Friedman** ("Rigueur")	PAR LA DEMANDE **J.M. Keynes** ("relance")	**Circulation** VALEUR Reproduction simple Vendre
	PAR LES COÛTS ("Charges") - Nord : salaires - Sud : pétrole	PAR LA STRUCTURE ("Monopoles") - Contre "inégalités" - Capital "organisé"	**Production** CAPITAL Reproduction élargie Investir



Barbarie Intégrale

D'une manière ***abstraite***, la Barbarie Intégrale n'est PAS nécessaire. On aurait pu enchaîner directement de la fin de la Civilisation (1848) au Communisme.

Concrètement elle est Inévitable :

• La Civilisation fut **révolutionnaire**, "mais" en même temps **Préhistorique**. Et cela est absolument parlant, puisque "révolutionnaire" signifie préhistorique ! (Révolution = Guerre Civile = les hommes qui se tuent entre eux).

• C'est pourquoi il y eut des barbaries **Partielles**, Inconséquentes, qui sont le fonctionnement même de la Civilisation. La nôtre est Intégrale.

• La barbarie, c'est d'abord une CRISE, elle est donc deux choses et non une seule : c'est la lutte entre deux forces, et cela dès le premier jour de la Barbarie, entre les Barbares dominants (les Noirs) et les Communistes (les Rouges) qui se disputent la Masse (les Verts). C'est-à-dire la lutte entre **Anti**-civilisés et **Non**-civilisés.

Le rapport de forces doit se renverser : que les Noirs qui sont les plus forts deviennent les plus faibles. La présence des Rouges et leur croissance, c'est comme s'il y avait un enchaînement direct Civilisation-Communisme, DANS la Barbarie même, puisqu'un Marxiste est celui qui doit véritablement **vivre** le communisme.

• Le vrai problème est celui de la période de transition. Il y a "**Purgatoire**" barbare, parce que la décision ne vient pas en définitive des minorités, Noirs et Rouges, mais de la Masse qui est Préhistorique ! C'est la Masse qui apprend à se donner les Rouges et à rejeter les Noirs ; elle **doit se transformer** dans cette lutte, **s'engendrer elle-même** comme *méritant* le Communisme. **Même s'il** n'y avait pas de Barbarie (mais un "despotisme éclairé" communiste, Philanthropisme des Socialistes utopiques), il faudrait que ce travail se fasse.

• Après le renversement du rapport Noirs/Rouges, quand on a un "Peuple", il n'y a plus de Barbarie en principe, mais toutes **les conditions** objectives, extérieures, **en subsistent** (d'où Kautsky et Khrouchtchev…).

- D'abord l'Empire Barbare se trouve brisé en deux (c'est-à-dire dans son cœur) ;
- Ensuite Gouvernement Mondial (cf. SDN-ONU).

On opère seulement à partir de là la transition !

• C'est une nouvelle Humanité que le communisme, qui ne peut que se faire elle-même.

Elle ne triomphe qu'en se donnant finalement ses conditions complètes : une nouvelle Nature.

• On voit bien que **la Civilisation Moderne offre les moyens techniques de l'abondance des "choses"** ; mais que les personnes ne sont pas changées mécaniquement pour cela ! d'où **l'inanité des réflexions** : *quand on pense à tout ce que coûtent les armes ; si on dépensait cela autrement*, etc.

•••

Noter :

Les désastres qui ponctuent le développement des PRIMITIFS (de la Communauté parentale) n'ont pas du tout la même nature que les Barbarie civilisées.

Ce sont deux façons opposées d'être préhistorique : "TECHNIQUE" : d'ordre "Naturel" :

Ce sont l'écologie et la démographie (comme fécondité) qui engendrent les "crises" Primitives. Cf. "Altérité" (**Cela n'a jamais été creusé**. Il faut le faire).

F.M.

LES NAZIS (“fascistes”)

La **Nation** est un **Grand Ménage** (communauté de “sang”).

A- Forces Productives :

Industrie (production matérielle) contre “Finance”, “Usuriers” marchands (la monnaie, l’or, abolis).

“**Concrets**” et “Naturels”. Contre “abstraction” ; formalisme.

Vision “**organique**”.

“Communauté de Travail” ; principe du Führer.

C’est l’armée contre la Banque : *ce n’est pas dans le secteur financier que l’on fabrique les Bateau, les avions, etc.*

Autarcie

Espace vitale

B- Rapports de production :

D’où la **prétention au Socialisme** contre le “Libéralisme”.

D’où la prétention à l’**Individualisme** (Chef, Héros), à la Liberté contre l’Égalité. Contre le Nivellement, loi du Nombre, Cosmopolitisme.

Slogan Nazi : Communisme = Capitalisme !

Socialisme : *Chez nous, il n’y a plus de classe.*

Nation Prolétaire : *nous on ne sera pas pays du Tiers-Monde.*

•••

Le Libéralisme Moderne, c’est : **Marché-État Constitutionnel** (**et** inverse).

• Dans la Barbarie Intégrale d’avant-guerre, n’oublions pas qu’il y a **deux puissances** se faisant face pour diriger le monde, bien que chacune donne son ambition pour un “modèle” **valant pour “tous pays”** (**l’un comme l’autre**, **attention** ! Roosevelt = Hitler).

• La différence ?

- **Les démocrates** :

Ils mettent en sourdine l'État (il y a SDN et ONU) ; et **dans l'État ils veulent faire oublier le Gouvernement** (il y a l'assemblée, les Élections, les partis).

La liberté, c'est le **Marché "sans" l'État** (pour les autres !)

Mais le Marché est perverti : marchandises sans argent ; argent sans capital ; capital bancaire sans industrie. Bref, **circulation "sans" Production**.

- **Les Fascistes** :

État sans marché (mais l'État est Volkish, Grand Ménage = Nation ; l'entreprise doit se reconnaître "politique").

Production "sans" circulation (choisir "du beurre ou des canons"). Distribution sans échange privé (capitalisme de guerre en temps de paix). Réquisitions, Affectations, "priorités" dans affectation de matières premières ou "ersatz", industries "sensibles" ou "stratégiques"…

Troc ; **espace Vital** ("complémentarités").

———————

Intox de l'École laïque

(publique et "libre")

Ex : **Le Socialisme** au BTS-Gestion.

Leçon d'histoire pour éclairer l'économie d'aujourd'hui

De Cournot à Maurice Allais, le prix Nobel français, les polytechniciens qui se sont consacrés à l'économie sont légion. Ils l'ont fait dans des styles très différents, allant de la mise en scène médiatique d'un Jacques Attali à la rigueur scientifique d'un Edmond **Malinvaud**. Yves Carsalade, lui-même ancien élève de Polytechnique, a choisi de donner aux jeunes étudiants de cette école une vision historique de l'économie qui puisse compléter celle, très mathématisée, qu'on leur enseigne par ailleurs. Ce cours d'histoire sort ces jours-ci en librairie sous le titre Les Grandes Étapes de l'histoire économique. À le lire, on regrette qu'il soit resté si longtemps connu des seuls jeunes X.

Yves Carsalade retrace, en un peu plus de trois cent pages, l'évolution économique du monde, essentiellement de l'Europe, entre 1750 et nos jours, en montrant bien le rôle déterminant que joue, dans la croissance, le progrès technique. Alors que les manuels d'économie se focalisent sur le consommateur ou les finances publiques, **l'auteur remet au centre de la création de richesse l'ingénieur qui transforme la science en technique et l'entrepreneur qui ose investir**. Il insiste également sur l'impact de la démographie, rappelant que le 18ème siècle amorce la baisse de la mortalité. Il n'oublie, certes, ni les économistes dont il décrit les grandes idées, tout en montrant combien celles-ci sont marquées par l'époque où elles sont écrites et donc souvent difficilement transposables aux époques qui suivent, ni le rôle de la politique économique ; mais il sait les mettre en perspective. Sa démarche intellectuelle s'inscrit dans la tradition du **saint-simonisme**, cette forme de pensée socialiste faisant confiance au progrès. Il rend aussi hommage à **Schumpeter**, cet économiste autrichien que le foisonnement keynésien des années 60 avait relégué à tort dans l'oubli. Au sortir de ce livre très instructif et bien écrit, on ne peut que rappeler aux économistes, qui n'ont pas la possibilité comme les physiciens de faire des expériences, que c'est l'histoire qui doit valider leurs théories plus que leur capacité à les formuler dans un langage mathématique impeccable. On retiendra aussi qu'Yves Carsalade tire des faits passés une explication des désordres économiques actuels : la faible coordination des politiques économiques, dont la traduction la plus nette est le désordre monétaire. On ne peut que le suivre dans sa **condamnation**, qui pourrait être encore plus radicale, **des changes flottants**. Les keynésiens nous les ont laissés en héritage de leur politique d'inflation et les monétaristes essaient de nous les faire prendre pour le système de change idéal. Mais les périodes de forte croissance furent marquées par un système monétaire stable, qui imposait une coordination implicite des politiques économiques.

Le Nouvel Économiste – n° 1111 – 18/09/98

Document 3 : L'économie socialiste

"Économie au sein de laquelle les mécanismes de marché sont remplacés par une allocation administrée des ressources et où la propriété des moyens de production est collective. On peut distinguer deux grandes familles de définition de l'économie socialiste : les définitions **marxistes** qui mettent principalement l'accent sur l'existence de rapports originaux de production fondés sur la forme étatique et l'utilisation collective des moyens de production, et sur la **répartition** du produit en **fonction du travail** fourni par chacun. Les définitions **non marxistes** insistent essentiellement sur le fait que ce sont des économies sans marché mais planifiées ; véritablement économies de commandement, elles fonctionnent sur la base de principes hiérarchiques et bureaucratiques.

Plus généralement, on peut repérer plusieurs critères susceptibles de définir l'orientation socialiste d'une économie. La **propriété étatique** de la plupart des entreprises industrielles et des banques, la collectivisation de l'agriculture, la **planification** centralisée et **directive** de l'économie, un développement basé sur l'**industrialisation** rapide avec une priorité donnée aux **industries lourdes** et un **parti unique** au pouvoir. Si, au milieu des années 80, une trentaine de pays satisfaisaient à la plupart de ces critères, leur nombre s'est considérablement réduit aujourd'hui."

Extraits du *Dictionnaire d'économie*, C. et M. Bialès, Foucher

Document 4 : L'économie socialiste

"Le socialisme, qui a d'abord été une protestation contre les inégalités et la paupérisation, c'est-à-dire l'appauvrissement d'une partie de la population lors de la révolution industrielle en Europe au 19ème siècle, est devenue une doctrine politique et sociale prônant une **société égalitaire**, **dans laquelle aucun groupe ne dominerait les autres** et où **l'intérêt collectif aurait la prééminence sur les intérêts individuels**. Le socialisme a donné naissance à de nombreux groupements politiques très différents dans la plupart des pays. Mais le mot socialiste est aussi le nom qui a été donné à un système économique qui a, pendant longtemps, dominé un ensemble de pays dont le plus important était l'Union soviétique. Le marxisme a d'ailleurs constitué l'idéologie officielle de la plupart de ces systèmes.

Plusieurs traits caractérisent ce système économique, la propriété collective des moyens de production. Cela signifie que tous les secteurs de l'économie appartiennent à l'État, qu'il s'agisse de l'industrie, des banques, des transports et du commerce. L'agriculture est, elle aussi, collectivisée, même si certains paysans peuvent détenir un petit lopin de terre. Le pouvoir est exercé par des fonctionnaires nommés en réalité par le parti communiste. On a ainsi appelé "**nomenklatura**" l'ensemble des personnes **occupant des postes de responsabilité dans l'État** et le système économique soviétique et **bénéficiant de privilèges** particuliers. D'autre part, la planification est centralisée et impérative. Depuis

les années 30, il existe les plans quinquennaux qui organisent toute la vie économique. Le plan concerne tous les secteurs de l'économie ; [...] La planification est obligatoire pour toutes les entreprises. Enfin, l'économie est contrôlée. L'activité des entreprises est entièrement sous le contrôle de l'État ; l'entreprise se voit ainsi imposes ses clients et ses fournisseurs. Le contrôle de l'économie réside aussi dans la **fixation autoritaire des prix**. Ceux-ci n'ont donc **rien à voir avec la situation de l'offre ou de la demande** des biens, mais résultent de la décision d'un organisme d'État. [...] Enfin, l'État a le monopole du commerce extérieur. Celui-ci est entièrement sous le contrôle de l'État, une autorisation du ministère du Commerce extérieur étant nécessaire pour toute opération réalisée avec l'étranger. [...]

Les révolutions d'Europe de l'Est en 1989 ont entraîné un bouleversement total de l'Union soviétique à partir d'août 1991 [...] et le projet économique des nouveaux dirigeants est l'avènement d'une économie de marché. **L'heure n'est donc plus aux réformes et au replâtrage du système hérité des années 20 mais à sa destruction pure et simple**."

Extraits du Dictionnaire *d'économie et de sciences sociales*,
Collection Initiale, J.Y. Capul, O. Garnier, Hatier 1996

Économie Socialiste

I

1- Ce n'est pas une "protestation contre les inégalités

lors de la Révolution Industrielle du 19ème siècle" ; c'est-à-dire un incident, accident de parcours de la Modernité ! Cela, c'est réglé par le réformisme, les **Acquis Sociaux**. Nos "P.C." en sont d'accord.

2- Ce n'est pas un "choix" arbitraire

d'**idéologues délirants**, Rêveurs utopistes mêlés à Démagogues Tyrans. Nécessité Historique.

•••

Ce n'est pas une "**erreur Historique monstrueuse**", dont on est revenu désormais, **à mettre dans les oubliettes** : "l'heure n'est plus au replâtrage d'un système des années 20, mais à sa destruction pure et simple" ! Cela est définitivement discrédité, par les expériences amères du **Totalitarisme Rouge**, Goulag, Pol Pot et compagnie.

- **Donc** : le Socialisme n'est … **RIEN** ! !
- **Or** : c'est la chose **la plus actuelle** et la plus urgente du monde ! Ce qui met à jour le répugnant endoctrinement scolaire et académique des "Dictionnaire d'Économie et de science Sociale" ! Bande de déchaînés haineux du Peuple, demi-démons.

II

Ce n'est pas à classer en "familles" Marxiste et Non-marxiste (qu'est-ce que cette anguille ? !).

1- Ils appellent modèle Marxiste … le Nazisme !

C'est-à-dire qu'ils appellent modèle Marxiste le "**capitalisme de guerre**" (exemple de la 1ère G.M. des Alliés contre les Pangermanistes) **en temps de paix**. C'est-à-dire **capitalisme d'État**.

Ce dont le système de la "Bourgeoisie Rouge", du **Khrouchtchévisme**-Nomenklatura (Kennedy-Khrouchtchev), fut une variante durant **35 ans** (1955/1990). Ceci n'alla pas jusqu'au bout, s'écroula sans guerre (≠ Hitler/Tojo Hideki).

C'est donc **votre système**, depuis Napoléon III/Bismarck (1850), de Capitalisme Parasitaire où les Guerres Mondiales prennent la place des Dépressions, comme "régulateur", "purge" cette fois de la crise chronique.

•••

Description :

• Propriété "**Étatique**" (caserne/jungle) des moyens de production : Industrie-Transport ; Banque-Commerce ; Agriculture.

• Économie "de **Commandement**", hiérarchique-bureaucratique. "Postes de responsabilité de l'État à la Nomenklatura bénéficiant de privilèges particuliers".

• **Production** : "Planification Impérative" (centralisée et directive).

"L'Entreprise se voit imposer ses clients et ses fournisseurs".

"Monopole du commerce Extérieur"

• **Échange** (circulation) : "rien à voir avec l'Offre et la Demande" ; contrôle de la gestion par "la fixation autoritaire des prix".

• **Répartition** : "Allocation administrée des ressources", "Distribution du Produit en Fonction du Travail fourni par chacun" (C'est-à-dire Rationnement et Tickets, pénurie répartie sur la masse).

• "**L'intérêt collectif** a la prééminence sur les intérêts individuels".

• "Programme d'Industrialisation rapide avec priorité donné à **l'industrie lourde**" (armement !).

• Superstructure… "Un **Parti Unique** au pouvoir".

Que deviennent les **Ménages** ?

Que deviennent les **Colonies** ? (Tiers-Monde ; Sud).

2- Ils appellent Non-Marxistes, quoi ?

En fait, ils n'en disent pas un mot ! ! !

Désignent par là les… "**Gouvernements de Gauche**" du Capitalisme Parasitaire **en temps de** "**paix**" : panacées "**Fiscales**", "**Nationalisations**" (Budget). C'est toujours leur système du diable !

III

Communisme

1- C'est : les Ménages qui se rendent maître de l'Entreprise.

Autrement dit,

• "**Travail Associé**", grande "**Coopérative Générale**" (à forme "nationale" d'abord ; qu'on parle de Nation Européenne ou Nation Humaine, avec "parlement" ONU transformé en Gouvernement, peu importe).

• "Congrès Syndical" et Associatif chasse le Parlement : c'est le problème politique du **Syndicalisme** au sens étroit, de la libre Association au sens large.

•••

Sans oublier les deux **conséquences**, les deux rétroactions :

a) **Le Ménage** dominant l'Entreprise, ou le Marché, la "famille" bouleversée et, avec elle, la position de **la Femme** (entre enfants et vieillards).

Et les "femmes" mondiales : **les Paysans** (au sens large : avec producteurs de marchandises "naturelles" : produits miniers, énergétique et matières premières en générale, métaux, produits "tropicaux"… (et Émigrés).

b) **L'État** bouleversé.

La propriété métamorphosée transfigure le citoyen : **Soviets** ; "congrès syndical" gouvernant (fin du régime policier, de "communes", représentation territoriale décisive). S'agissant de "l'Entreprise-France", ou "Entreprise-Europe", le Militarisme et **Colonialisme** frappés à mort.

Pour le Tiers-Monde, la question "politique", d'absence de Souveraineté, est directement "économique". Indépendances réelles (dettes, échanges inégaux, décollage industriel, émigration, prostitution touristique, monopoles nucléaires et autres technologies "sensibles", frontières "artificielles" et division/subversion interne, Élites vendues et traîtres "de couleurs"…)

2- C'est la suite légitime de toute la civilisation,

et la seule possible. Sauf autodestruction, **suicide de l'Humanité**.

Civilisation : 25 siècles contre la "barbarie primitive" : la Science (physique) et l'Industrie (technique) achève la primauté de **l'Homme** sur la Nature et du **Propriétaire** passif ; la Religion (spiritualisme, raison) et la Morale (politique) achève la primauté de l'**Intellectuel** passif (manuel) et du **citoyen** passif.

Sont ainsi rendus possibles et inévitables, de toute nécessité, l'abolition du **Patriarcat** (femme/enfants) et de l'**Hégémonie** (Chauvinisme et Colonialisme).

Ne pas s'y résoudre est sombrer dans une authentique (pas relative, celle-là) Barbarie Intégrale, que l'on connaît à présent.

IV

1- C'est tout autre chose

que leurs "**familles**" de **socialistes Nazis-Travaillistes** (outre "socialismes" à la Boumediene… ou de Kibboutz !)

• C'est la suite du Libéralisme (Ricardo) et très **précisément du Socialisme** "**Utopiste**" :

- Babeuf/Godwin (1795) ;

- Owen/Saint-Simon (1820).

• Il n'y a **qu'UN** "**Socialisme**", celui de **Marx**, qui commence en 1850 ; et voit "clairement" où mène la simple "généralisation" de Propriété-citoyenneté civilisée.

•••

On est loin de leur "Étatisme" !

On est loin de leur "Parti Unique" (parce que dictature de la masse sur la minorité renversée inévitable comme Transition !). Le Peuple au pouvoir a évidemment autant de "partis" que la Minorité de Décideurs en avaient !

2- C'est le Communisme comme fin de la Préhistoire humaine

• Vers **ni Argent, ni État** ; ni Entreprise ni Gouvernement (de l'homme sur l'homme : "administration des choses"). Donc nouvel Homme (homme Total, Polytechnique).

Fin du Travail-Survie (pour ne pas mourir) ; travail pour "vivre", c'est-à-dire "premier besoin vital".

• Ce n'est pas une affaire "étroitement" économique, mais la base de tout un nouveau monde, un **nouvel homme** : mentalité, cervelle ; Art, ménage-sexe ; nouvelle Physique… Fin de la "Préhistoire" humaine (Argent-Armes), une vraie Société, des hommes qui pensent vraiment (sans préjugé). Même "Dieu" change ; et la relation Humanité/Nature (Écologie) n'est plus la même.

———————

Passez la main !

L'exploitation

1- Responsables de plus en plus

Les exploiteurs : Maîtres, barons-seigneurs, capitalistes-patrons.

Et les exploités : esclaves, serfs, salariés.

Ensemble : car ce n'est pas le même exploiteur inchangé qui "allège" la tutelle, l'exploité étant traité en "enfant" ! Le maître devient "plus maître" au même degré que "son" personnel !

2- Aggravation par secousses

de l'exploitation, vers sa **forme intégrale**. Oui cela va ensemble !

•••

• **Au total** :

- "Passez la main" ! Libérez-vous TOUS exploités ET exploiteurs, de la Propriété…
- Mais sous direction inverse (masse/minorité) : car ceux qui ont le plus bénéficié du processus sont la masse !

• Le **Parasitisme** et son rejet y forceront !

F.M.

———————

Documents

Actualité

Sourire commercial

Au Japon, où l'on met un point d'honneur à bien servir le client, de plus en plus d'entreprises "envoient leur personnel suivre des cours pour apprendre à être plus aimable", selon ce que rapporte le quotidien *Asahi Evening News*. "Pour une entreprise, les sourires, le rire et l'humour sont des moyens économiques et efficaces de soutenir les ventes en cette période de récession persistante. Lors d'un de ces cours, les élèves sont assis devant des miroirs et s'entraînent à sourire, s'efforçant de trouver la mimique la plus agréable possible". On leur conseille de penser à la personne qu'ils aiment le plus. Les formateurs leur apprennent à se détendre afin de sourire naturellement. Outre ces cours, certaines entreprises envoient des employés travailler au comptoir dans la restauration rapide, un secteur où le personnel est formé à sourire continuellement. Le sourire fait-il vendre ? Selon le journal, une entreprise de produits de beauté a fait suivre des cours de sourire à plus de 3 000 de ses vendeurs et vendeuses ; ses ventes ont augmenté de 20 % au cours de l'année. Une employée a constaté que les cours ont également profité à l'ambiance dans les bureaux : "C'est agréable de travailler avec des responsables qui ont toujours le sourire aux lèvres."

Réveillez-vous (Témoins de Jéhovah) – 22 août 1999

Un analyste financier dresse le thème astral de la bourse de Paris

La bourse est irrationnelle par nature, donc pourquoi ne pas tenter d'anticiper sa tendance sur la base de critères astrologiques ? C'est ainsi que Jean-François Richard, licencié d'économie, analyste financier et journaliste, a consacré un livre à ce thème afin de tenter de "prévoir l'imprévisible". C'est ainsi que l'auteur "se permet d'indiquer sereinement que 1999 devrait être une année détestable pour les marchés d'actions". L'année devrait être marquée par trois périodes de baisse, la descente aux enfers étant annoncée pour le mois d'août et plus particulièrement autour du 7 août 1999…

14 janvier 1999

Masao Miyamoto

"Pourquoi les japonais doivent-ils être fatigués ?
Parce que, ainsi, ils n'ont pas la volonté de changer le système."

• Accablé par l'administration japonaise après quatre ans passés au ministère de la Santé, Masao Miyamoto[4] décide un jour d'"entrer en résistance" et de fustiger dans ses livres les travers de la société nippone.

• Désormais personnage médiatique, il assume tranquillement son rôle d'imprécateur national.

La scène se passe l'été dernier, lors de négociations commerciales entre Américains et Japonais. Au terme d'épuisantes discussions, un jeune Yankee lance, excédé : "*Vous me dites que vous allez considérer sérieusement la question. Je sais que cela signifie : "Je ne vais rien faire du tout." Je l'ai lu dans* Japon, société camisole de force*, de Masao Miyamoto…*"

Décoder le "tatemae" : Est-il crime plus grave que d'apprendre aux gaijin (étrangers) à décoder le ***tatemae***, ce niveau de langage dans lequel les Japonais se réfugient sans cesse, fait de plates formules d'où sont bannis tout sentiment ou trace de controverse. Il s'oppose au ***honne***, le parler vrai, réservé à l'intimité ou aux grandes occasions. Barbe consciencieusement négligée et cravates criardes, Masao Miyamoto n'est pas un Nippon comme les autres. Et il assume tranquillement son rôle d'imprécateur national : "*Je ne cesse de dénoncer toutes ces obligations qui font que la vie des Japonais est un enfer.*"

Son itinéraire démarre pourtant classiquement : né en 1948 à Tokyo, fils unique d'une famille aisée, il fait d'abord ses études de médecine, tradition familiale oblige. Diplômé de l'université, il part en 1975 pour les États-Unis se spécialiser en psychiatrie : "*Ça a été dur. Mais au moins, là-bas, j'ai appris à exprimer ma personnalité, à l'enrichir.*" Le retour au pays, dix ans plus tard, l'accable. Nommé directeur adjoint du département maladies mentales au ministère de la Santé, un très beau poste, il déprime face au quotidien de l'univers administratif : "*Il faut arriver très tôt, avant les heures d'ouverture officielles ; partir tard, installer son matelas dans les couloirs du ministère pendant les discussions budgétaires. L'important, c'est de montrer que le travail passe avant la vie privée.*"

Pendant quatre ans, Masao Miyamoto serre les dents, endure les railleries des collègues, jaloux de son anglais parfait ou de son goût pour les costumes voyants. Puis, un jour, il craque, entre en "résistance", dénonce les règlements stupides, les soûleries obligatoires au karaoké avec les collègues après le travail, les week-ends obligés aux thermes… Sa

[4] Naissance en 1948. Études de médecine. 1975 : départ pour les États-Unis. 1985 : retour des États-Unis et nomination au poste de directeur adjoint du département maladies mentales au ministère de la Santé. 1993 : Publication de *Japon, Société camisole de force.* Février 1995 : *Le processus de décision dans l'administration. Révocation de l'administration.*

hiérarchie, outrée par tant de franchise, l'exile au poste de directeur des services de quarantaine du port de Kobe. Il enfreint plus tard une règle non écrite en demandant deux semaines de vacances d'affilée. Son chef fulmine : "*Je n'ai pas pris un seul jour de congé depuis dix ans* ! Pour Miyamoto, le problème majeur qui mine la société japonaise est là : "*Le sacrifice de soi, pour l'empereur jusqu'à la guerre, pour l'entreprise depuis, a toujours été valorisé. Est bien vu un salarié qui fait des heures supplémentaires et prend peu de vacances, et non pas un employé efficace, possédant l'esprit d'initiative.*"

Miyamoto commence alors à dénoncer publiquement le système, dans la presse d'abord, puis dans des livres. Au menu : le procès de l'administration. Après "***Japon, la société camisole de force***" en 1993 (paru fin 1996 en France, aux éditions Picquier), il publie "***Le processus de décision dans l'administration***" en février 1995, le lendemain de sa **révocation** de l'administration sans indemnités, une mesure disciplinaire exceptionnelle.

Ce sera un formidable coup de publicité : 200 000 exemplaires vont s'arracher en quelques semaines. Un troisième livre, "**Le Japon, un monde de fonctionnaires géré par des fonctionnaires pour des fonctionnaires**", atteindra 600 000 exemplaires. Développant une "*théorie de la fatigue*", il s'interroge : "*Pourquoi les japonais doivent-ils obligatoirement être fatigués ? Parce que, ainsi, ils n'ont ni le temps, ni la volonté de réfléchir, donc de changer le système. Dès lors, la bureaucratie contrôle ce pays.*"

L'homme est désormais un personnage médiatique. Le récent scandale de corruption des fonctionnaires au ministère de la Santé ? "*Les bureaucrates protègent le statu-quo, et in fine, leur propre situation [...]. Ce scandale expose l'aboutissement du processus : leur avidité, leur seul souci de soi, et non celui du public.*" La réforme de l'administration ? "*Notre Premier ministre, Ryutaro Hashimoto, est l'exemple type de l'homme politique qui a fait sa carrière en s'attirant les bonnes grâces de la bureaucratie."* Mieux qu'une critique, un cri d'alarme.

Xavier Lambert, à Tokyo

Américains

John J. Robinson – 1989

•••

Dans une société toujours plus permissive et matérialiste, les notions de **morale** de **fierté** et d'**honneur** paraissent peut-être archaïques. En ce cas, il faut lancer une campagne pour les réhabiliter.

C'est là une nécessité, avant que la situation, déjà très perturbée, ne dégénère complètement, et que des hommes, chaque jour plus agressifs, essentiellement motivés par la recherche du succès matériel, se lancent dans des poursuites financières de plus en plus élaborées, s'appuyant sur une législation si complexe que nul ne pourrait la garder en mémoire, et encore moins la comprendre.

Les États-Unis connaissent chaque année trois millions huit de naissances, et huit millions de procès. Plus de soixante pour cent des habitants de la terre faisant appel à la justice résident aux États-Unis.

Conséquence logique de la **prolifération de litiges**, l'augmentation rapide du **prix de l'assurance sur la responsabilité civile** a affecté le coût, et même l'offre, de produits et services de première nécessité. Dans une communauté de Géorgie, les obstétriciens et gynécologues annoncèrent qu'ils n'accepteraient plus aucune patiente avocate, épouse d'avocat, ou employée dans un cabinet juridique : à juste titre, ils craignaient de plus en plus les procès pour faute médicale. Les infortunées futures mamans durent se rendre à Savannah, à une centaine de kilomètres, pour les visites prénatales et l'accouchement. Même les règles courtoises de l'hospitalité en souffrent : un propriétaire n'ose plus laisser voisins ou invités se baigner dans sa piscine, monter son cheval ou permettre à leurs enfants de grimper aux arbres dans son jardin.

Englués que nous sommes dans une **société où le gain de sommes substantielles modifie**, semble-t-il, **la notion de crime, tant aux plans moral que social**. Celui qui dérobe une voiture de cinq mille dollars est un escroc, un paria ; mais celui qui vole vingt millions est invité avec empressement à bien des cocktails. Un de mes amis dépensa trente dollars pour me convier à un dîner au cours duquel un ancien condamné très célèbre devait s'exprimer sur l'avenir de l'économie mondiale. Après sa conférence, l'assistance – composée pour une large part de banquiers, d'agents de change et d'hommes d'affaires – l'interrogea dans un climat d'attentif respect. Pour qui commet ses forfaits à Wall Street ou dans Pennsylvania Avenue, la prison ne constitue pas une terrible épreuve : il peut s'y occuper à écrire un livre, contre une confortable avance de son éditeur, et organiser avec son agent les conférences et émissions télévisées lucratives qui suivront la publication de l'ouvrage.

Pierre Botton ! Au parloir

"Je ne suis pas un innocent… Mais fallait-il que la peine soit si longue ?" Sorti de prison le 12 avril dernier, après 602 jours de détention, Pierre Botton est aujourd'hui en liberté conditionnelle. Mais les murs sont toujours là, dans sa tête et dans le regard des autres. On le disait "faiseur de maire" ; c'est aujourd'hui un homme défait par l'expérience carcérale. Une douloureuse métamorphose dont il témoigne devant Mireille Dumas qui, dans son émission *La Vie à l'Endroit*, diffusée mercredi 4 février, pose la question : "*la prison, et après ?*"

Stars du show-biz, grands noms des médias et de la politique, villégiatures et voitures de luxe : tel était l'univers de Pierre Botton du temps où il jouait sa vie comme dans un film, à l'abri de la réalité. Plus dure fut la chute. De la lumière où dansait la poussière d'étoiles, il est passé aux ténèbres carcérales : "*c'est l'horreur, la négation de la vie*" livre-t-il, au bord des sanglots. Et il en parle au présent, comme si une partie de lui-même était restée dedans.

Longuement Pierre Botton raconte, se raconte. Comme il le fait deux fois par semaine depuis sa libération, en se rendant à Sainte-Anne pour des séances de psychanalyse. C'est à deux pas de la Santé, mais il fait un détour car "*la prison, dit-il, je ne peux plus la voir* !" Littéralement.

La prison vous a-t-elle changé ou détruit ? interroge Mireille Dumas. "*Je ne suis pas en pleine forme*" ironise dans un rictus un Pierre Botton qui estime pourtant qu'aujourd'hui encore il est "*un privilégié, avec un emploi, un salaire, une famille*." Une nouvelle vie sur laquelle il reste vague, n'évoquant que discrètement "*ceux que l'on compte sur les doigts d'une main, quand tous les autres vous ont lâché…*"

"Je me bouffais de l'intérieur"

Les amis, les courtisans d'hier, n'ont pas voulu, ou pas su, franchir le fossé de la Santé ; mais là n'est pas le plus difficile pour celui qui dit "*l'horreur de l'enfermement, de la séparation d'avec les siens, les minutes qui durent des heures…*"

En incarcérant l'homme d'affaires indélicat, fallait-il également dépouiller l'être humain de toute identité ? Pierre Botton n'a pas supporté l'absence d'intimité, "*le courrier qui est ouvert et lu… les besoins naturels que l'on doit satisfaire devant les autres…*" Et encore moins les 400 jours passés à l'isolement, seul face à lui-même, à ses propres reproches quant à ses enfants : "*je me bouffais de l'intérieur* !"

Un matin de décembre, peu avant Noël, il apprend le rejet de sa demande de libération conditionnelle. Les enfants devront attendre. Lui n'en a plus la patience. Tentative de suicide. "*Un geste difficile à expliquer*" dit-il, avant d'ajouter "*il y a des limites à l'acharnement…*" Payer, Pierre Botton l'a accepté : "*j'avais totalement perdu pied avec la réalité, il y avait trop d'argent, trop de tout… Il fallait arrêter la spirale*." Pourtant, il estime qu'il a payé plus que d'autres. Pour d'autres ? "*Je me sentais au-dessus des lois, ça arrive à plein de gens qui ne vont pas en prison. J'ai payé plus cher que certains, qui ont contribué à creuser un trou de 130 milliards au Crédit Lyonnais…*"

Loin de se chercher des excuses, Pierre Botton constate que "*la durée est assassine*". Libre certes, mais mortellement touché en tant qu'homme et que citoyen : "*quand on met quelqu'un en prison, même en préventive, il est condamné ; c'est fini pour lui.*"

L'avenir ? Si sûr de lui autrefois, il n'est aujourd'hui plus sûr de rien : "*j'ai pris une telle gifle ! Je suis très pessimiste. Dans dix ans, je ne sais pas… Mais je sais qu'il est difficile aujourd'hui de s'appeler Pierre Botton…*"

Le temps qui tue

Et c'est dur pour tout le monde. Pierre Botton est le plus médiatique mais il n'est pas le seul à en témoigner. Enregistrée exceptionnellement dans un lieu neutre, cette édition de *La Vie à l'Endroit* ne montre que brièvement l'intérieur des prisons.

Les images exprimées par les ex-détenus sont autrement parlantes. Elles décrivent l'ennui au quotidien, l'attente, les espoirs déçus et les humiliations d'un règlement qui nie l'individu. Dehors on peut tuer le temps, dedans c'est le temps qui vous tue.

Condamné en col blanc, comme Pierre Botton, délinquant au long parcours de violence comme Daniel Morizeau, trafiquant de hasard comme l'ancien navigateur Gérard Villeminey, tous les interlocuteurs de Mireille Dumas tendent ici un sinistre miroir à la société. Ce n'est pas le droit de les juger qu'ils lui dénient, ni même de les condamner, mais ils dénoncent tous un système qui broie l'individu : "*la machine à fabriquer de la haine.*" Et qui fait qu'après la prison, il y a trop souvent… la prison.

Avec *La Vie à l'Endroit*, Mireille Dumas leur offre mercredi soir un parloir exceptionnel. Attention, les idées reçues n'en sortent pas indemnes.

Jean-jacques Billon – 3 février 1998

[Cf. "Le dernier empereur"… La Révolution leur rend service ! (F.M.)]

La Bourse et la Vie

"La Bourse ne connaît l'avenir que par quinzaine ou par mois, et au-delà c'est l'inconnu, un monde nouveau dont elle ne tient pas compte. Le spéculateur veut jouir tout de suite ; on a beau lui crier : casse-cou ! rien n'y fait ; l'avenir, pour lui, est borné par la "réponse des primes" et le "jour des règlements"."

Robert-Milles

•••

Le krach de 1929 : "La crise internationale, cataclysme si profond et si universel que, suivant la parole de Pie XI, on n'en a pas vu un de semblable depuis le déluge".

Cardinal Liénart : Semaines Sociales – 1932

•••

"Le boom et la crise sont dus à des influences planétaires. À la fin de 1929, la baisse est provoquée par un carré Uranus-Saturne qui reste intense jusqu'en 1932, et celle-ci est d'autant plus profonde qu'elle est aggravée par l'opposition (180°) de Saturne-Jupiter, entraînant les cours (à Wall Street) de 300 à 80".

"L'on pouvait également penser qu'un peuple jeune et impulsif (le peuple américain) doit être celui sur lequel on peut le plus facilement vérifier les influences planétaires."

R. Lagier : La Bourse subit-elle les influences planétaires ? – 1937

•••

Le "Châtiment de Babylone" : "Les trafiquants de la terre pleurent et se lamentent, parce que personne n'achète plus leur cargaison, cargaison d'or et d'argent."

"On ne verra plus chez toi briller la lumière d'une lampe ; parce que tes marchands étaient les maîtres du monde."

"Hélas, hélas ! disaient-ils, la Grande Ville, dont l'opulence a enrichi tous les armateurs, un moment a suffi pour la raser !"

"Gloire à notre Dieu, puisqu'il a exécuté la grande Prostituée qui corrompait la terre par sa débauche."

Nouveau Testament : Apocalypse.

•••

"Nul ne peut déterminer si le vieux capitalisme règnera demain sur le monde ou s'il devra faire place à des formes économiques moins anarchiques."

Étude sur "Le Marché à Terme et la Crise actuelle" – 1934.

•••

Extrait de *Bourse Terme* (Sagesse, La Bourse et la Vie), Freddy Malot – mai 1990

Utopistes

Hadith

Selon Ibn ‘Abbâs, lorsque le prophète (à lui bénédiction et salut) envoya Mouâdh au Yémen, il lui dit :

“Crains l’imprécation de l’opprimé,

car entre elle et Dieu, il n’y a pas d’écran”.

(46-9), Choix de Al-Hadith de El-Bokhari

_____

Luddites – 1812-1813

La Machine : auxiliaire ou ennemie du travail ?

En Grande-Bretagne, des troubles de ce genre avaient éclaté dès 1779 contre les machines d'Arkwright et de Cartwright. Le mouvement devait prendre une grande ampleur **au temps du Blocus Continental** où la difficulté croissante d'exporter multiplia le chômage. Les ouvriers parcourent alors le Nottinghamshire le visage couvert d'un crêpe noir ou de mouchoirs. Armés de pistolets, ils incendient les usines et brisent les machines. Le mouvement, bien loin d'être désordonné, paraît reposer sur une véritable organisation comportant des rites de société secrète et utilisant des agents provocateurs. Ils se donnent comme obéissant aux ordres d'un chef, **Nel Ludd**. Qui était-ce ? On ne sait au juste. Plusieurs interprétations ont été suggérées : un maniaque de destruction ? Un apprenti qui aurait voulu se venger d'avoir été fouetté ? A-t-il même existé ? Certains ont pu penser qu'il s'agissait d'un chef mythique, à la Robin Hood. Du Nottinghamshire, les troubles s'étendent aux deux régions textiles du Yorkshire – le comté de la laine – et du Lancashire – le comté du coton. Le nom de **Luddites**, donné aux émeutiers, fut sans doute rapporté en France par des émigrés établis en Angleterre, rentrant d'exil à la Restauration. Mais la chose existait auparavant.

L'industrie française pendant la Révolution se trouvait dans un état trop chaotique pour que les machines y fussent introduites en grand nombre. Il en est autrement avec l'administration napoléonienne qui pousse à leur emploi. Dès lors les troubles gagnent, sinon en nombre, du moins en étendue. On signale des incidents non seulement à Falaise – en Normandie – et à Sedan, mais aussi dans le Sud-Est, à Vienne et à Limoux. C'est sous l'Empire que se placent aussi les incidents provoqués à Lyon par le métier Jacquard.

Le mouvement ouvrier au début de la monarchie de Juillet (1830-1834)[5]

Les aspirations ouvrières, si vagues qu'elles fussent encore, trouvèrent, quelques semaines après Juillet, le moyen de s'exprimer d'une façon alors tout à fait nouvelle ; **quelques journaux proprement ouvriers apparurent** : *le Journal des ouvriers* (19 septembre)*, l'Artisan, journal de la classe ouvrière* (26 septembre)*, le Peuple, journal général des ouvriers, rédigé par eux-mêmes* (30 septembre). Ces feuilles présentent pour l'histoire du mouvement ouvrier d'autant plus d'intérêt que, les faits qui s'étaient produits depuis le 27 juillet y sont considérés au point de vue social. [...]

Le Peuple laissait voir sa désillusion des résultats de la Révolution : "Les trois journées de Juillet n'ont eu d'autre résultat qu'un changement de dynastie... Elles promettaient davantage !"

L'O*rganisateur*[6] critiqua vivement l'attitude que venait de prendre ainsi l'autorité : "Il n'y a pas un mois, lisait-on dans l'organe des Saint-Simoniens, que le peuple a vaincu pour les libéraux et les bourgeois, et le peuple subit toute l'ingratitude forcée que nous avions prévue. Pour les excès de la concurrence dont il se plaint, on lui refuse, au nom de la liberté, un remède. On proclame le peuple *héroïque* ; et, si ce titre ne suffit pas aux affamés, l'autorité leur défend de demander davantage, sous la réserve toutefois de leur faire appliquer ultérieurement par les gardes nationales et la troupe de ligne toutes les douceurs renfermées dans le Code pénal, la loi martiale, etc." On objecte, continuait le journal, que les partis d'opposition veulent exciter les ouvriers : c'est parce que les ouvriers ont faim qu'on le tente. D'ailleurs, le libéralisme est incapable de rien faire de plus.

Les coalitions (grèves) paraissent n'avoir eu que peu de résultats.

Il en fut de même, à ce moment du moins, du mouvement général d'opinion **contre l'emploi des machines**. En dehors de l'action des ouvriers imprimeurs de Paris contre les presses mécaniques, on ne trouve, dans le second trimestre de **1830**, que deux faits de **luddisme** : à la fin de septembre, les ouvriers des établissements textiles de Mulhouse voulurent briser et incendier les métiers mécaniques ; la garde nationale intervint à temps pour les en empêcher ; plusieurs arrestations furent opérées. À Nantes, au commencement de la seconde quinzaine d'octobre, des ouvriers, montés dans deux toues pavoisées de drapeaux tricolores, allèrent briser une machine qui servait à tirer du sable de la Loire.

Les ouvriers n'avaient aucun moyen pour améliorer leur situation, certainement misérable ; car **les autorités leur interdisaient d'agir par eux-mêmes, en même temps qu'elles se refusaient absolument à intervenir en leur faveur**. Aussi, ils ne pouvaient plus guère compter sur la sympathie d'un régime qu'ils avaient accueilli sans joie excessive, mais pourtant avec une certaine espérance, auquel ils étaient jusque-là

[5] Les "Trois Glorieuses" (27-29 Juillet 1830) installent le "roi bourgeois", rétablissent le drapeau tricolore. La grande bourgeoisie avait poussé les artisans et ouvriers dans la rue, les avait même armés, pour s'emparer du trône. (note de F.M.)

[6] Saint-simoniens. (note de F.M.)

restés fidèles en dépit des menées **carlistes** ou **républicaines**[7], mais qui, au fond, la chose devenait claire, ignorait et méprisait le peuple, en oubliant si vite les services rendus.

Quand finit l'année 1830, beaucoup de germes étaient déjà semés, dans les consciences ouvrières, d'une désaffection envers la monarchie de Juillet et d'une hostilité contre l'organisation sociale que Louis-Philippe, tout comme Charles X, s'efforçait de maintenir.

Le 1er et le 2 mars, des démonstrations d'ouvriers eurent lieu sur plusieurs points de Paris, notamment au Palais-Royal, démonstrations pacifiques, auxquelles la force armée mit fin sans rencontrer aucune résistance. Les manifestants disaient : "Le roi ne connaît pas notre position !" Ou encore, groupés derrière un drapeau tricolore, ils criaient : *Vive le roi ! Vive la liberté ! Du travail et du pain ou la mort !* Le Moniteur fit, à propos de ces incidents, la réflexion suivante : "Une foule de curieux encombrait les rues qui environnent le Palais-Royal. Les citoyens paisibles devraient comprendre qu'ils servent sans le savoir les projets des agitateurs." *Le Journal des débats* remarqua de son côté : "Il a été constaté que ces ouvriers n'étaient mus par d'autre désir que celui d'avoir de l'ouvrage et du pain."

L'opinion et la presse gouvernementales ne se refusaient pas à reconnaître la pénible situation des ouvriers ; mais elles revenaient avec complaisance sur celle idée, que ceux qui se plaignaient n'indiquaient jamais les remèdes par lesquels on eût pu essayer de les soulager.

Des remèdes ! Les ouvriers avaient souvent désigné ceux en lesquels ils avaient confiance : maintes fois ils avaient réclamé l'abandon des machines, l'augmentation des salaires, la réduction des heures de travail, le renvoi des ouvriers étrangers, etc. ; mais les autorités avaient repoussé ces demandes comme nuisibles, ou tout au moins comme illusoires ; et, d'autre part, les ouvriers ne pouvaient obtenir satisfaction directement des maîtres, une lutte étant à ce moment impossible faute d'organisation dans la grande majorité des corps d'état.

Dans leur désespoir, ils s'en prirent, quand ils le purent, aux machines ; et l'année **1831** est certainement parmi celles où les actes **luddisme** furent le plus nombreux.

À **Paris**, le 20 janvier, de cent cinquante à deux cents ouvriers tailleurs envahirent le domicile d'un maître tailleur en demandant de l'ouvrage et en menaçant de détruire une machine, nouvellement installée, qui servait à faire des vêtements sans couture. La police et la troupe durent intervenir ; soixante-quinze ouvriers furent écroués. Le 22 février, ils comparurent en police correctionnelle ; le procureur du roi leur montra, "par une statistique mise à leur portée, que l'invention des mécaniques était favorable à l'industrie, et par conséquent aux industriels". Des **soixante-quinze prévenus**, un seulement fut acquitté ; cinq furent condamnes à un mois de prison et soixante-neuf à huit jours.

---

[7] "Carlistes" : la monarchie "blanche", "légitimiste", renversée. Bien évidemment, on dit que les ouvriers "font le jeu de la droite", du parti-prêtre, de la réaction…

D'ailleurs, ce sont également des "paresseux", des "ivrognes", etc. (note de F.M.)

Marxistes

Engels – Extraits

Socialisme Utopique et Socialisme Scientifique

(Anti-Dühring) – 1878

L'utopisme anglais : Robert Owen

Tandis que l'ouragan de la Révolution balayait la France, une révolution moine bruyante, mais tout aussi puissante, s'accomplissait en Angleterre. La vapeur et la machine-outil transformèrent la manufacture en grande industrie et révolutionnèrent tous les fondements de la société bourgeoise. Le paresseux mouvement de la manufacture se changea en une orageuse période de production à haute pression. Avec une rapidité sans cesse croissante, la société se divisa en grands capitalistes et en prolétaires exploités ; la petite bourgeoisie, jusque-là la classe la plus stable de la société, se changea en une masse nomade d'artisans et de petits boutiquiers menant une existence tourmentée et formant la partie la plus fluctuante de la population. Cependant le nouveau mode de production n'était qu'au début de sa période ascendante, il était encore le mode de production normal, le seul possible vu les circonstances ; et néanmoins il avait déjà produit les plus criantes incongruités sociales : agglomération d'une population vagabonde dans les épouvantables bouges des grandes villes ; dissolution de tous les liens traditionnels de la subordination patriarcale et de la famille ; surtravail, principalement des femmes et des enfants, poussé à son extrême limite ; complète démoralisation des classes ouvrières jetées soudainement dans des conditions toutes nouvelles. C'est alors qu'apparut, comme réformateur, un fabricant de vingt-neuf ans, un homme qui alliait à une simplicité enfantine allant jusqu'au sublime, un pouvoir de diriger les hommes comme peu l'ont possédé. Robert Owen s'était approprié la doctrine des matérialistes du 18ème siècle : que le caractère de l'homme est le produit, d'un côté, de son organisation native, et, de l'autre, des circonstances qui l'environnent pendant sa vie et principalement pendant sa période de développement. Dans la révolution industrielle, la plupart des fabricants, ses contemporains, ne virent que confusion et chaos, bons à leur permettre de pêcher en eau trouble une rapide fortune. Il y vit l'occasion d'apporter l'ordre dans le chaos en mettant en pratique son théorème favori. Il en avait déjà fait un heureux essai à Manchester, dans une fabrique de 500 ouvriers dont il était le directeur. De 1800 à 1829, il appliqua ces mêmes principes, en sa qualité de directeur associé, dans la grande filature de New-Lanark, en Écosse, mais avec une plus grande liberté d'action et avec un succès qui lui valut une réputation européenne. Il transforma une population d'environ 2500 ouvriers, composée d'éléments divers et pour la plupart démoralisés, en une colonie-modèle où l'ivrognerie, la police, la prison, les procès, d'assistance publique et le besoin de charité privée étaient inconnus.

Et tout cela simplement parce que les ouvriers étaient placés dans des conditions plus dignes de l'homme, parce que la génération grandissante était soigneusement surveillée.

Owen fut le premier inventeur des crèches qu'il introduisit à New-Lanark. Dès l'âge de deux ans, les enfants étalent envoyés à l'école où ils s'amusaient tellement qu'on avait peine à les ramener à la maison. Tandis que ses concurrents travaillaient 13 et 14 heures, il avait réduit le travail dans sa fabrique à 10 heures et demie. Durant une crise cotonnière qui arrêta le travail pendant quatre mois, les ouvriers continuèrent à recevoir leur paie entière. Néanmoins la fabrique doubla, et au-delà, son capital d'établissement, et jusqu'au dernier moment donna aux propriétaires de riches profits.

Mais tout cela ne satisfit pas Owen. L'existence qu'il avait procurée à ses ouvriers était à ses yeux loin d'être digne de l'homme. "Ces hommes étaient mes esclaves." Les circonstances relativement favorables dans lesquelles il les avait placés étaient encore bien éloignées de pouvoir permettre un développement complet et rationnel des caractères et des intelligences et encore moins le libre exercice des facultés.

"Un petit groupe de 2500 hommes produisait plus de richesse réelle pour la société qu'une population de 600 000 hommes n'aurait pu le faire il y a un demi-siècle de cela. Je me demandais : qu'est devenue la différence entre la richesse consommée par ces 2500 hommes et celle qu'auraient consommée 600 000 ?"

La réponse était simple. Elle a été consacrée à payer aux propriétaires de l'établissement 5 % pour le capital engagé, outre un profit réalisé de sept millions et demi (300 000 livres sterling). Ce qui était vrai pour New-Lanark l'était à plus forte raison pour toutes les fabriques de l'Angleterre.

"Sans cette nouvelle richesse créée avec l'aide de la machine, on n'aurait pas pu soutenir les guerres contre Napoléon, pour le maintien des principes aristocratiques de la société. Et pourtant cette nouvelle puissance était l'œuvre de la classe ouvrière."

Elle devait donc lui appartenir. Les nouvelles forces productives, qui jusqu'alors n'avaient servi qu'à enrichir la minorité et à asservir les masses, devinrent pour Owen les bases de la réorganisation sociale ; elles étaient destinées à appartenir à la communauté et à n'être employées que pour le bien-être commun.

De cette manière pratique, conséquence pour ainsi dire du calcul commercial, naquit le communisme de Robert Owen. Il conserva toujours ce caractère pratique. Ainsi, en 1823, Owen proposa de guérir les misères irlandaises au moyen de colonies communistes. Il soumit tout un état détaillé des frais d'établissement, des dépenses annuelles et des revenus probables. Son plan définitif de réforme est étudié si minutieusement et avec une telle connaissance pratique que, si on lui concède sa méthode de réforme, on ne trouve pas d'objection à lui faire même au point de vue technique.

L'adhésion au communisme fut le moment critique de la vie d'Owen. Tant qu'il se contenta du rôle de philanthrope, il récolta richesse, renommée, honneurs, approbation. Il fut l'homme le plus populaire de l'Europe. Non seulement les bourgeois, mais les hommes d'État, les princes l'écoutaient et l'approuvaient. Mais quand il se fit l'apôtre du communisme, tout changea. D'après lui, trois grands obstacles empêchaient toute réforme sociale : la propriété individuelle, la religion, la forme actuelle du mariage. Il savait ce qui l'attendait s'il les attaquait : bannissement de la société officielle et perte de sa position sociale. Mais rien ne l'arrêta et tout ce qu'il avait prévu arriva. Il fut mis au ban de la société officielle ; la presse établit la conspiration du silence autour de lui, et pour comble, ses expériences communistes d'Amérique, dans lesquelles il sacrifia toute sa fortune, le

ruinèrent. Il s'adressa directement aux ouvriers et vécut, toujours actif, pendant trente ans au milieu d'eux. À tous les progrès réels, à tous les mouvements sociaux de l'Angleterre intéressant les classes ouvrières, se rattache le nom de Robert Owen. En 1819, après cinq ans d'efforts, il fit passer la première loi qui limitait le travail des femmes et des enfants dans les fabriques ; il présida le premier congrès où les trade-unions se réunirent dans une société générale de résistance ; il introduisit comme mesures transitoires, en attendant une organisation communiste de la société, d'un côté les sociétés coopératives de production et de consommation qui eurent au moins le mérite de prouver la complète inutilité des négociants et des manufacturiers, et de l'autre les *bazars du travail* pour l'échange des produits du travail, à l'aide d'un papier monnaie ayant pour unité de valeur l'heure de travail. Ces institutions échouèrent fatalement, mais elles anticipaient la *Banque d'échange* que Proudhon établit en 1848. Seulement le papier-monnaie d'Owen ne se présentait pas comme une panacée universelle de tous les maux sociaux, mais simplement comme le premier pas vers une révolution bien plus radicale de toute la société.

Association Internationale des Travailleurs

"Comme le travail esclave, comme le travail serf, le travail salarié n'est qu'une forme transitoire et inférieure, destinée à disparaître devant le travail associé exécuté avec entrain dans la joie et de bon gré.

L'assujettissement économique du travailleur au détenteur des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : de la misère sociale ; de l'avilissement intellectuel et de la dépendance politique. Par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but, auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen.

Pour affranchir les masses travailleuses, la coopération doit atteindre un développement national et, par conséquent, être soutenue et propagée par des moyens nationaux.

Les seigneurs de la terre et les seigneurs du capital se serviront toujours de leurs privilèges économiques. La conquête du pouvoir est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière.

Le parti des travailleurs possède un élément de succès : il a le nombre. Mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir.

L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre de travailleurs eux-mêmes. La lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière est une lutte pour l'abolition de toute domination de classe.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

Marx, 1ère Internationale – 1er novembre 1864

L'Esclave Salarié

La Concurrence

La concurrence a engendré la bourgeoisie, les grandes villes et l'industrie ; elle a donné naissance au prolétariat.

Le point essentiel est que la bourgeoisie a le monopole – protégé par le pouvoir d'État – de tous les moyens d'existence au sens le plus large du terme. Et si le prolétaire ne veut pas mourir de faim, il est obligé de travailler pour la bourgeoisie.

La société bourgeoise est le royaume de la concurrence, c'est-à-dire l'"ordre" où fait rage la guerre de tous contre tous : d'une part les capitalistes se font concurrence entre eux ; d'autre part la concurrence est l'arme la plus acérée de la bourgeoisie dans sa lutte contre le prolétariat.

Le salaire minimum

Il n'y a qu'une seule limite à la concurrence des travailleurs entre eux : aucun d'eux n'acceptera de travailler pour un salaire inférieur à celui qu'exige sa propre existence ; s'il doit un jour mourir de faim, il préférera mourir sans rien faire plutôt qu'en travaillant.

Certes, cette limite est toute relative : les uns ont plus de besoins que les autres. C'est tout l'intérêt de l'importation de main-d'œuvre étrangère, du Portugal ou du Sénégal, pour faire baisser les salaires.

De toute façon, tout travailleur préférera sacrifier le peu de luxe et de civilisation, auquel il était habitué, pour pouvoir simplement subsister. Il aimera mieux, en attendant des jours meilleurs, se contenter d'un demi-salaire, que de s'asseoir sans un mot dans la rue et de mourir devant tout le monde, comme l'a fait plus d'un indigent. Ce peu, ce mieux que rien, c'est donc le minimum de salaire.

Par suite, quand il y a plus de travailleurs que la bourgeoisie ne juge bon d'en occuper, lorsque par conséquent au terme de la lutte des concurrents, il reste encore un certain nombre de sans-travail, ceux-là précisément devront mourir de faim ; car le bourgeois ne leur donnera probablement pas de travail, s'il ne peut vendre avec profit les produits de leur travail.

Le salaire maximum

Le maximum du salaire, c'est cette fois la concurrence des bourgeois entre eux qui le fixe.

Le bourgeois a besoin du prolétaire, il ne faut pas perdre cela de vue. Il en a besoin non pas pour assurer sa propre existence immédiate – il pourrait vivre de son capital –, mais comme on a besoin d'un article de commerce ou d'une bête de somme : pour s'enrichir. Le prolétaire fabrique, pour le compte du bourgeois, des marchandises que celui-ci vend avec profit. Si donc la demande de ces marchandises s'accroît au point que les travailleurs qui se concurrencent soient tous occupés, et que même il en manque, la concurrence entre travailleurs cesse, et c'est au tour des bourgeois de se faire concurrence.

Le capitaliste à la recherche de travailleurs sait fort bien que l'augmentation des prix, due à l'accroissement de la demande, lui fait réaliser un plus grand bénéfice, et il aime mieux payer un salaire un peu plus élevé que de laisser échapper tout ce profit. Il veut bien risquer un œuf pour avoir un bœuf ; et s'il a le bœuf, il est prêt à abandonner l'œuf au prolétaire. C'est ainsi que les capitalistes s'arrachent alors le prolétaire et que le salaire monte.

Mais il y a une limite. Le capitaliste est prêt à sacrifier une fraction de son profit-extra, en aucune façon une partie de son bénéfice normal, moyen. Il se gardera bien de payer un salaire supérieur au salaire moyen.

Le salaire moyen

Dans les conditions de vie moyenne, c'est-à-dire lorsque ni les capitalistes ni les travailleurs n'ont respectivement de raisons de se concurrencer particulièrement, le nombre d'ouvriers disponibles est exactement celui qu'on peut employer pour fabriquer les marchandises demandées. Dans ce cas, le salaire sera un peu supérieur au minimum. Savoir de combien le salaire dépassera le minimum, dépend des besoins moyens et du niveau de vie des travailleurs. Si les travailleurs sont habitués à consommer de la viande plusieurs fois par semaine, les capitalistes devront bien accepter de verser aux travailleurs un salaire suffisant pour qu'ils puissent se procurer une telle nourriture. Ils ne pourront payer moins, puisque les travailleurs ne se font pas concurrence, et n'ont donc pas de raison de se contenter de moins. Mais les capitalistes ne paieront pas d'avantage, parce que le défaut de concurrence entre eux ne les incite nullement à attirer les travailleurs par des avantages exceptionnels.

Il faut considérer que la plupart des travaux industriels exigent une certaine habileté et une certaine régularité. Comme ces conditions préalables exigent un certain degré de civilisation, le salaire moyen doit être assez élevé – dans l'intérêt même de la bourgeoisie – pour inciter les ouvriers à acquérir cette habileté et à se plier à cette régularité dans le travail. C'est pourquoi le salaire des ouvriers d'usine est en moyenne plus élevé que celui

des simples débardeurs, journaliers, etc. ; il est plus élevé notamment que celui des travailleurs agricoles.

Il s'établit en définitive un salaire moyen, en vertu duquel une famille dont tous les membres travaillent ou font des heures supplémentaires, vit assez bien, tandis que celle qui compte moins de membres au travail vit assez mal.

Le travail-marchandise

Le travailleur est, en droit et en fait, l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie ; il en est l'esclave au point d'être vendu comme une marchandise. Si la demande des travailleurs augmente, leur prix monte ; si elle vient à baisser, leur prix diminue ; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne sont plus vendables et "restent en stock", ils sont laissés pour compte et, comme ce n'est pas une occupation qui fait vivre son homme, ils meurent de faim.

Toute la différence avec l'esclavage antique, pratiqué ouvertement, c'est que le travailleur actuel semble être libre. Cette illusion vient du fait que le travailleur actuel n'est pas vendu tout d'une pièce mais petit à petit, à l'heure, par jour, par mois ; et parce que ce n'est pas un propriétaire lui-même qui le vend à un autre, mais bien le salarié lui-même qui est obligé de se vendre ainsi. Le salarié n'est pas l'esclave d'un particulier, il est l'esclave d'une classe, celle des possédants ; c'est toute la différence. Au fond, pour lui, la chose n'a point changé.

Bien sûr, l'apparence de liberté du salarié lui donne nécessairement, d'un côté, une certaine liberté réelle. Mais il y a aussi un inconvénient : personne ne lui garantit plus sa subsistance, et il peut être congédié à tout moment par son maître, la bourgeoisie, et être condamné à mourir de faim dès que la bourgeoisie n'a plus d'intérêt à l'employer, à le faire vivre.

En revanche, la bourgeoisie se trouve beaucoup plus à l'aise dans le système du salariat que dans celui de l'esclavage antique ; elle peut congédier ses gens dès que l'envie l'en prend, sans perdre pour autant un capital investi – les esclaves coûtaient – ; de plus, la bourgeoisie obtient du travail à bien meilleur compte en employant des salariés, qu'on ne pouvait en obtenir de la part d'esclaves.

Extraits libres de Friedrich Engels :
La classe laborieuse en Angleterre – 1845,
par Freddy Malot – 15 mai 1995

Capital et Salaire

L'économie politique classique a reçu de la pratique industrielle l'idée courante, du fabricant, qu'il achète et paie le travail de ses ouvriers. Cette idée suffisait pour l'usage des affaires, pour la tenue des livres et pour le calcul des prix du fabricant. Transportée ingénument dans l'économie politique elle y a produit les erreurs et les confusions les plus étranges.

L'économie trouve déjà le fait que les prix de toutes les marchandises, y compris le prix de la marchandise qu'elle appelle "travail", changent incessamment ; qu'ils augmentent et diminuent par des circonstances très variées qui, souvent, n'offrent aucune corrélation avec la production de la marchandise elle-même, de telle sorte que le prix ordinairement semblent déterminés par le "pur hasard" :

Or, dès que l'économie se présenta comme une science, un de ses premiers problèmes fut de chercher la loi qui se cache derrière ce "hasard" dominant en apparence les prix des marchandises et qui en revanche le domine. Tous les prix des marchandises oscillant et sautant tantôt au delà tantôt en deçà elle chercha le centre fixe autour duquel s'effectuent ces oscillations et ces sauts. En un mot, elle partit des *prix* des marchandises pour chercher comme leur loi régulatrice la valeur des marchandises, *valeur* par laquelle devaient s'expliquer toutes les oscillations des prix et à laquelle ils devaient être tous finalement ramenés.

L'économie classique trouva ainsi que la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail en elle contenu, réclamé par sa production. Et nous aussi, nous pouvons pour l'instant nous en tenir là. Je rappellerai seulement, pour éviter tout malentendu, comment cette explication est insuffisante. Marx a le premier étudié à fond la nature du travail producteur de valeur, et dans cet examen il a trouvé que ce n'est pas toujours que tout travail, en apparence ou réellement nécessaire à la production d'une marchandise, ajoute à celle-ci une quantité de valeur correspondant à la quantité de travail employé. Quand nous disons, par suite, pour l'instant, avec les économistes comme Ricardo, que la valeur d'une marchandise se détermine par le travail nécessaire à sa production, nous sous-entendons toujours la réserve faite par Marx, et dont l'exposé se rencontre dans la *Critique de l'économie politique* et dans le premier volume du *Capital*.

Mais, à peine cette manière de déterminer la valeur par le travail fut-elle appliquée par les économistes à la valeur de la marchandise "travail" qu'ils tombèrent de contradiction en contradiction. En effet, comment se déterminera la valeur du "travail" ? Par le travail nécessaire qu'il contient. Mais combien de travail est contenu dans le travail d'un ouvrier pour un jour, pour une semaine, pour un mois, pour une année ? Le travail d'un jour, d'une semaine, d'un mois, d'une année. Si le travail est la mesure de toutes les valeurs, nous ne pouvons exprimer "la valeur du travail" autrement qu'en travail. Mais nous ne savons absolument rien sur la valeur d'une heure de travail, quand nous avons découvert qu'elle est égale à une heure de travail. Nous ne nous sommes pas rapprochés du but de l'épaisseur d'un cheveu ; nous ne faisons que tourner perpétuellement dans un cercle vicieux.

L'économie classique tenta alors une autre voie ; elle dit : la valeur d'une marchandise est égale à ses frais de production. Mais quels sont les frais de production du travail ? Pour résoudre ce problème, les économistes doivent faire quelque peu violence à la logique. Au lieu des frais de production du *travail*, qu'il est impossible de découvrir, ils recherchent quels sont les frais de production du *travailleur*. Ces frais-là peuvent se trouver. Ils changent selon le temps et les circonstances, mais pour un état social donné, pour une localité donnée, pour une branche donnée de la production, ils peuvent être considérés comme fixes, au moins dans des limites assez restreintes.

Nous vivons aujourd'hui sous le régime de la production capitaliste, dans lequel une nombreuse et toujours croissante classe de la population ne peut vivre qu'en travaillant à gage pour le possesseur des instruments de production – engins, machines, matières premières et moyens de subsistance. Étant donné ce mode de production les frais de production du travailleur consistent dans la somme de subsistance – ou dans le prix monétaire correspondant – nécessaire à le rendre et à le maintenir capable de travail et à le remplacer par un nouveau travailleur quand il se trouve atteint par la vieillesse, les infirmités ou la mort, c'est-à-dire à assurer la continuité de la classe travailleuse dans toute sa force nécessaire.

Supposons que le prix monétaire de ces subsistances soit en moyenne de 3 francs par jour[8]. Notre ouvrier reçoit donc du capitaliste qui l'occupe un salaire de 3 francs par jour. Le capitalise le fait travailler en échange 12 heures par jour.

Supposons que notre ouvrier – un mécanicien – doive travailler une pièce mécanique qu'il peut finir en une journée. La matière première – fer et cuivre dûment préparés – coûte 20 francs. La consommation de charbon par la machine à vapeur, l'usure de cette machine, du tour et des autres outils avec lesquels travaille notre ouvrier, représente pour une journée ou pour la partie correspondante à son travail la valeur d'un franc. Le salaire du travail pour une journée, d'après notre hypothèse, est de 3 francs. Ce qui donne 24 francs pour la dépense totale de notre pièce mécanique.

Or le capitaliste reçoit en moyenne, lors de la vente, 27 francs, soit 3 francs de plus que les dépenses faites.

D'où viennent ces 3 francs qu'il empoche ?

Selon l'affirmation de l'économie classique les marchandises sont vendues en moyenne à leur valeur, c'est-à-dire aux prix correspondant à la quantité de travail nécessaire qu'elles renferment. Ce prix moyen de notre pièce mécanique – 27 francs – serait par suite égal à sa valeur, égal au travail en elle contenu. Mais de ces 27 francs, 21 étaient déjà une valeur existante avant que notre mécanicien se mette au travail ; 20 francs représentaient la matière première et 1 franc le charbon consommé et les machines et engins employés dont la capacité de production a été réduite d'autant. Restent 6 francs qui ont été ajoutés à la valeur de la matière première. Mais ces 6 francs, toujours d'après l'hypothèse des mêmes économistes, ne proviennent que du travail ajouté à la matière première par notre ouvrier. Son travail de 12 heures a par suite créé une nouvelle valeur de 6 francs. La valeur de son travail de 12 heures serait par suite égale à 6 francs. Et nous aurions de la sorte finalement découvert quelle est "la valeur du travail".

[8] Trois marks, dit le texte allemand. Le mark vaut 1 fr 25.

"Halte-là !" clame notre mécanicien, "6 francs ? mais je n'en ai reçu que 3 ! Mon capitaliste jure sur son honneur que la valeur de mon travail de 12 heures n'est que de 3 francs. Et si je lui en demande 6, il m'enverra promener. Comment expliquer cela ?"

Si tout à l'heure avec notre valeur du travail nous nous trouvions dans un cercle sans issue, nous voici maintenant échoué sur une contradiction insoluble. Nous cherchions la valeur du travail et nous avons trouvé plus qu'il ne nous fallait. Pour l'ouvrier la valeur du travail de 12 heures est de 3 francs, elle est de 6 pour le capitaliste qui en paie 3 comme salaire à l'ouvrier et empoche les 3 autres. Le travail n'avait donc pas *une* valeur, mais *deux*, et très différentes par surplus !

La contradiction devient encore plus absurde pour peu que nous réduisions en temps de travail la valeur exprimée en argent. Dans les 12 heures de travail il s'est créé une nouvelle valeur de 6 francs. D'où en 6 heures 3 francs – la somme qu'a reçue l'ouvrier pour 12 heures de travail. L'ouvrier pour 12 heures de travail a reçu comme équivalent le produit de 6 heures de travail. Et par suite ou le travail a deux valeurs, dont l'une est le double de l'autre, ou 12 est égal à 6.

Un contresens dans les deux cas. Qu'on tourne et qu'on retourne, on ne sortira pas de cette contradiction tant que l'on parlera d'achat et de vente du travail et de la valeur du travail. C'est ce qui est arrivé aux économistes. La dernière branche de l'économie classique, l'école de Ricardo, s'effondra sur l'écueil de cette contradiction insoluble. L'économie classique aboutit à un cul de sac. Qui trouva l'issue fut Karl Marx.

Ce que les économistes avaient considéré comme les frais de production du travail était les frais de production non pas du travail, mais du travailleur vivant. Et ce que vendait ce travailleur au capitaliste, ce n'était pas son travail. "À peine en effet commence-t-il son travail – dit Marx – que son travail a déjà cessé de lui appartenir et il ne peut plus, par suite, le vendre." Tout au plus pourrait-il vendre son *travail futur*, c'est-à-dire s'engager à exécuter un travail dans un temps déterminé, mais de la sorte il ne vend pas son travail (qui devrait d'abord être exécuté) ; il met à la disposition du capitaliste, pour un temps déterminé (dans le salaire à la journée) ou pour exécuter un travail déterminé (dans le salaire aux pièces) sa force de travail contre un paiement déterminé ; ce qu'il loue ou vend, c'est sa *force de travail.*

Mais cette force de travail fait partie de sa personne et en est inséparable. Les frais de production de cette force de travail coïncident par suite avec ses propres forces. Ce que les économistes ont appelé les frais de production du travail sont précisément les frais de production du travailleur et par suite de la force de travail. Et ainsi nous pouvons retourner des frais de production de la force du travail à la valeur de la force du travail et déterminer la quantité de travail socialement nécessaire pour la production d'une force de travail de qualité déterminée, comme l'a fait Marx dans le chapitre de l'achat et de la vente de la force de travail (*Capital*, Vol. I, Chap. VI).

Qu'advient-il maintenant, après que le travailleur a vendu au capitaliste sa force de travail, c'est-à-dire après qu'il a mis à la disposition du capitaliste sa force de travail contre un salaire convenu, à la journée ou aux pièces ? Le capitaliste conduit le travailleur dans son atelier ou fabrique, où déjà se trouvent toutes les choses nécessaires au travail, matières premières, matières auxiliaires (charbon, substances colorantes, etc.), outils, machines.

Alors commence le travail de l'ouvrier. Supposons comme ci-dessus, son salaire journalier de 3 francs – qu'il les gagne à la journée ou aux pièces, peu importe. Supposons encore qu'en 12 heures il ajoute aux matières premières utilisées par son travail une nouvelle valeur de 6 francs, réalisée par le capitaliste dans la vente de l'article terminé. Il en paie 3 à l'ouvrier et garde pour lui les 3 autres. Si l'ouvrier en 12 heures a produit une valeur de 6 francs, en 6 heures il en a donc produit une de 3. Lors donc qu'il a travaillé 6 heures pour le capitaliste il lui a restitué l'équivalent des 3 francs reçus en salaire. Après six heures de travail ils sont quittes. Aucun ne doit à l'autre un centime.

"Halte là !" crie à son tour le capitaliste. "J'ai mobilisé l'ouvrier pour une journée entière, pour 12 heures. Et 6 heures ne sont qu'une demi-journée. Qu'il continue à travailler gaiement et jusqu'à ce que soient terminées les autres 6 heures – et alors, mais seulement alors nous serons quitte." – Et l'ouvrier doit en effet se conformer au contrat accepté "spontanément", d'après lequel il s'est obligé à travailler 12 heures entières pour un produit de travail qui coûte 6 heures de travail.

Avec le travail aux pièces il en est exactement de même. Supposons que notre ouvrier produise en 2 heures 12 articles. Chacun d'eux coûte en matière première et en usure de matériel 2 francs et il est vendu 2 fr. 50. Le capitaliste donnera à l'ouvrier, dans notre hypothèse, 25 centimes par article et, pour les 12,3 francs, que l'ouvrier ne gagnera qu'en travaillant 12 heures. Le capitaliste a reçu pour les 12 articles 30 francs : défalcation faite des 24 francs pour matière première et usure, restent 6 francs, dont 3 lui servent à payer le salaire du travail et dont les 3 autres sont par lui encaissés. Absolument comme dans l'autre cas. Ici encore l'ouvrier travaille 6 heures pour lui, c'est-à-dire en échange de son salaire (une demi-heure par chacune des 12 heures) et 6 heures pour le capitaliste.

La difficulté sur laquelle se sont brisés les meilleurs économistes, tant qu'ils sont partis de la valeur du "travail", s'évanouit dès que nous partons de la valeur de la "force du travail". La force du travail, dans la moderne société capitaliste, est une marchandise comme toutes les autres et cependant une marchandise tout à fait spéciale. C'est à dire qu'elle a la singulière propriété d'être une force créatrice de valeur, et précisément, dans des conditions opportunes, source d'une valeur plus grande que celle qu'elle possède elle-même. Dans la production moderne la force du travail humaine ; non seulement produit en un jour une valeur plus grande que celle qu'elle possède et coûte elle-même ; mais avec toute nouvelle découverte scientifique, avec toute nouvelle invention technique, elle augmente ce *surplus* de son produit journalier sur ses frais journaliers ; la partie de la journée de travail s'abrège dans laquelle l'ouvrier produit l'équivalent de son salaire, et l'autre partie se trouve d'autant allongée dans laquelle il lui faut faire don de son travail au capitaliste sans aucune compensation.

Tel est l'organisme économique de toute la société actuelle. C'est la classe travailleuse qui, seule, produit toutes les valeurs, puisque la valeur n'est qu'un synonyme de travail, l'expression par laquelle la moderne société capitaliste désigne la quantité de travail, socialement nécessaire, contenu dans une marchandise déterminée. Mais ces valeurs, produites par les ouvriers, n'appartiennent pas aux ouvriers. Elles appartiennent aux propriétaires des matières premières, des machines et instruments de travail et des capitaux de réserve qui permettent à ces propriétaires d'acheter la force de travail de la classe travailleuse. Celle-ci donc ne reçoit qu'une partie de la masse des produits qu'elle crée. L'autre partie, qui, comme nous l'avons vu, est retenue par la classe capitaliste et

partagée tout au plus par elle avec la classe des propriétaires fonciers, augmente à chaque nouvelle invention et découverte ; pendant que la partie attribuée à la classe travailleuse (dans l'ensemble de ses membres), ou n'augmente que très lentement et d'une façon insignifiante, ou n'augmente pas du tout et, dans certaines circonstances, peut même diminuer.

Mais ces inventions et découvertes qui se multiplient toujours plus rapidement, cette productivité du travail humain croissant de jour en jour dans des proportions inouïes, créent finalement un conflit dans lequel doit s'effondrer la présente économie capitaliste. D'un côté des richesses démesurées et une surabondance de produits qui ne peuvent trouver d'acheteurs. De l'autre, la grande masse de la société *prolétarisée*, transformée en travailleurs salariés et pour ce incapable de s'approprier cette masse de produits. La division de la société en une petite classe extraordinairement riche et en une grande classe de salariés ne possédant rien, aboutit à une société qui étouffe dans sa propre abondance, pendant que l'immense majorité de ses membres est à peine protégée – ou ne l'est pas du tout – contre l'extrême indigence.

Cette situation se fait chaque jour plus absurde et chaque jour plus inutile. Elle *doit* être éliminée et elle le *peut*. Une nouvelle assiette sociale est possible dans laquelle disparaissent les présentes différences de classe. En elle – peut-être après une courte période de transition, quelque peu critique, mais en tous cas très utile moralement– les immenses forces productives déjà existantes seront utilisées selon un plan rationnel et ultérieurement perfectionnées ; et la masse toujours croissante de tout ce qui sert à la vie, au bien-être, et à l'éducation et exercice de toutes les facultés physiques et psychiques de l'homme, sera mise proportionnellement à la disposition de tous les membres de la société, tous également tenus au tribut du travail.

Et que les travailleurs soient de plus en plus résolus à conquérir cette nouvelle assiette sociale, c'est ce qu'attestera des deux côtés de l'océan le 1er mai prochain.

F. Engels dans "le Socialiste", Londres, 30 avril 1891

Le droit à la paresse –1880

Paul Lafargue[9]

Les loisirs

Le 19ème siècle, qui a poussé à son maximum l'exploitation de l'homme par l'homme, qui a organisé le travail sous ses formes les plus inhumaines, qui a développé la production sur une grande échelle, qui a vu naître le mouvement ouvrier et le marxisme, a eu également ses théoriciens du loisir. Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, qui publie en juin 1880 *le Droit à la paresse*. Dans son ouvrage, il commence par considérer le travail comme un dogme désastreux :

"… Les prêtres, les économistes, les moralistes ont sacro-sanctifié le travail. Hommes aveugles et bornés, ils ont voulu être plus sages que leur Dieu ; hommes faibles et méprisables, ils ont voulu réhabiliter ce que leur Dieu avait maudit. Moi qui ne professe d'être chrétien, économiste et moral, j'en appelle de leur jugement à celui de leur Dieu ; des prédications de leur morale religieuse, économique, libre penseuse, aux épouvantables conséquences du travail dans la société capitaliste. Dans la société capitaliste, le travail est la cause de toute dégénérescence intellectuelle, de toute déformation organique."

Lafargue explique ensuite les bienfaits qui résulteront pour tous de la diminution des heures de travail :

"Si, en diminuant les heures de travail, on conquiert à la production sociale de nouvelles forces mécaniques, en obligeant les ouvriers à consommer leurs produits, on conquerra une immense armée de forces de travail. La bourgeoisie, déchargée alors de sa tâche de consommateur universel, s'empressera de licencier la cohue de soldats, de magistrats, de figaristes, de proxénètes, etc., qu'elle a retirée du travail utile pour l'aider à consommer et à gaspiller. C'est alors que le marché du travail sera débordant, c'est alors qu'il faudra une loi de fer pour mettre l'interdit sur le travail : il sera impossible de trouver de la besogne pour cette nuée de ci-devant improductifs, plus nombreux que les poux des bois. Et après eux il faudra songer à tous ceux qui pourvoyaient à leurs besoins en goûts futiles et dispendieux. Quand il n'y aura plus de laquais et de généraux à galonner, plus de prostituées libres et mariées à couvrir de dentelles, plus de canons à forer, plus de palais à bâtir, il faudra, par des lois sévères, imposer aux ouvrières et ouvriers en passementeries, en dentelles, en fer, en bâtiment, du canotage hygiénique et des exercices chorégraphiques pour le rétablissement de leur santé et le perfectionnement de la race. Du moment que les

9 Lafargue (Paul). Né le 15 janvier 1842 à Santiago (Cuba). Étudie à Bordeaux, Toulouse, Paris. Épouse à Londres le 2 avril 1868 Laura, la fille de Karl Marx. Lutte en France contre l'Empire. Après la Commune, se réfugie en Espagne et s'occupe de l'Internationale. Rentre en France en 1882. Député, il fonde avec Jules Guesde *la Revue socialiste*. Le 26 novembre 1911, il se donne la mort, entraînant avec lui sa femme Laura. Lafargue a choisi son heure et son âge : soixante-dix ans.

produits européens consommés sur place ne seront pas transportés au diable, il faudra bien que les marins, les hommes d'équipe, les camionneurs s'assoient et apprennent à se tourner les pouces. Les bienheureux Polynésiens pourront alors se livrer à l'amour libre sans craindre les coups de pied de la Vénus civilisée et les sermons de la morale européenne."

Lafargue s'insurge contre le droit au travail :

"Si, déracinant de son cœur le vice qui la domine et avilit sa nature, la classe ouvrière se levait dans sa force terrible, non pour réclamer les droits de l'homme, qui ne sont que les droits de l'exploitation capitaliste, non pour réclamer le droit au travail qui n'est que le droit à la misère, mais pour forger une loi d'airain défendant à tout homme de travailler plus de trois heures par jour, la terre, la vieille terre, frémissant d'allégresse, sentirait bondir en elle un nouvel univers...

... Les enfants du prolétariat gravissent péniblement depuis un siècle le dur calvaire de la douleur : depuis un siècle, le travail forcé brise leurs os, meurtrit leurs chairs, tenaille leurs nerfs ; depuis un siècle, la faim tord leurs entrailles et hallucine leurs cerveaux ! Ô Paresse, mère des arts et des nobles vertus, sois le baume des angoisses humaines !"

Paul Lafargue explique ce que sera le loisir en régime de paresse :

"En régime de paresse, pour tuer le temps qui nous tue seconde par seconde, il y aura des spectacles et des représentations théâtrales toujours et toujours."

———————

Le lendemain de la Révolution

Paul Lafargue

•••

“Le Socialiste” – 1887-1888

Dans le beau pays de France, si ami du progrès, rien ne se fait que par des coups de force, par des révolutions ; il a fallu la menace d’une émeute à Paris pour écarter le Tonkinois de la présidence ; il a fallu un autodafé de plus de 200 personnes pour introduire la lumière électrique dans les théâtres.

L’arrivée au pouvoir de la classe bourgeoise qui s’est accomplie insensiblement et sans perturbations sociales dans de grands pays européens, a été l’occasion en France d’une des plus terribles révolutions de l’histoire humaine.

La classe gouvernante française est si réactionnaire qu’il faut lui mettre l’épée dans les reins pour obtenir le moindre progrès. Depuis 1815 la France est gouvernée parlementairement sous différentes étiquettes, et cependant, pour réaliser certaines réformes parlementaires, comme par exemple les libertés de la presse et des réunions, le suffrage universel etc., il a fallu recourir à des révolutions, qui depuis lors reviennent avec la régularité d’un mouvement sidéral. Une échéance révolutionnaire sera bientôt due ; il est donc utile de s’occuper de ce que les socialistes feront le lendemain de la révolution.

En 1871, le pouvoir est tombé entre des mains populaires non préparées pour le recevoir. S’emparer du pouvoir en période révolutionnaire est chose relativement aisée, mais le garder et surtout s’en servir sont choses autrement difficiles.

La Commune, maîtresse de Paris, n’a su prendre aucune mesure vraiment socialiste : il existe des causes nombreuses pour expliquer cette incapacité socialiste, mais ce n’est pas le moment de les rechercher. Que les bourgeois ne se réjouissent pas des fautes de la Commune ; ils peuvent être convaincus que si jamais les évènements portaient les socialistes au pouvoir, ils prendraient des mesures immédiates si radicales que la réaction triomphante ne pourrait remettre les choses en l’état où elles étaient avant la révolution.

I

Le lendemain de la révolution, les socialistes auront trois grandes tâches :

1- Organiser le pouvoir révolutionnaire et pourvoir à sa défense ;

2- Satisfaire immédiatement les besoins populaires ;

3- Bouleverser l’ordre capitaliste et poser les bases de l’ordre socialiste.

Le parti révolutionnaire se trouvera en présence de trois classes avec des intérêts différents, et même opposés, qui sont la classe ouvrière de la grande industrie, la classe paysanne et la classe capitaliste avec son annexe, la petite bourgeoisie industrielle et commerciale.

La classe ouvrière sera maîtresse dans les villes industrielles, qui deviendront autant de centres révolutionnaires, se fédérant, afin de gagner les campagnes à la révolution et afin de vaincre la résistance qui s'organisera dans les villes commerciales et maritimes, comme le Havre, Bordeaux, Marseille, etc.

Dans les villes industrielles, les socialistes auront à s'emparer des pouvoirs locaux, à armer et à organiser militairement les ouvriers ; *qui a des armes, a du pain*, disait Blanqui. Ils ouvriront les portes des prisons, pour lâcher les petits voleurs, et mettre sous clef les grands voleurs, tels que banquiers, financiers, grands industriels, grands propriétaires, etc. On ne leur fera pas de mal ; mais on les considérera comme otages, responsables de la bonne conduite de leur classe.

Le pouvoir révolutionnaire se constituera par simple prise de possession et ce n'est que lorsqu'il sera maître de la situation que les socialistes songeront à faire ratifier ses actes par le suffrage dit universel. Les bourgeois ont pendant tant d'années écarté des urnes électorales les classes non propriétaires qu'ils ne devront pas être trop étonnés si l'on frappe d'incapacité politique tous les ex-capitalistes, jusqu'à ce que la partie révolutionnaire soit gagnée.

Dans ce siècle, Paris a non seulement donné le mot d'ordre révolutionnaire, mais il a fait la révolution pour toute la France. Cette concentration du mouvement révolutionnaire n'était possible que parce que les révolutions de ce siècle étaient non de vraies révolutions, mais de simples crises parlementaires, avec accompagnement de barricades, de coups de fusil et de pompeuses déclamations sur les grands principes, sur la liberté, la justice et autres balivernes. Les Parisiens, ces incorrigibles gobeurs, aiment les représentations mélodramatiques ; les hommes politiques leur en donnaient en veux-tu, en voilà : mais pendant que le drame des rues se jouait, les Ledru-Rollin, Louis Blanc, Jules Favre et Jules Ferry de l'opposition, se glissaient dans les places toutes chaudes de leurs devanciers, que l'on venait de culbuter, et les choses économiques continuaient leur cours ordinaire.

Mais la prochaine révolution, devant être économique et non un simple changement du personnel gouvernemental, éclatera spontanément à Paris et dans tous les centres industriels. Les pouvoirs révolutionnaires locaux une fois constitués, ils devront organiser par voie de délégation ou autrement le pouvoir central, chargé de prendre les mesures générales dans l'intérêt de la révolution et d'empêcher la formation du parti réactionnaire.

Mais pour que les pouvoirs révolutionnaires locaux et central soient soutenus par la masse des travailleurs et pour que la révolution, même vaincue, laisse après elle une œuvre qu'aucune réaction ne pourra détruire, il faut qu'immédiatement on donne satisfaction aux besoins des travailleurs des Villes et des campagnes, qu'on bouleverse de fond en comble l'ordre bourgeois, et qu'on commence la transformation de la propriété capitaliste.

Dans le prochain article je parlerai des mesures à prendre immédiatement.

Paul Lafargue

II

Le pouvoir révolutionnaire ne pourra résister aux attaques violentes et perfides de la réaction que s'il est soutenu par les masses ouvrières : il aura donc à gagner les travailleurs par des mesures immédiates donnant satisfaction à leurs besoins les plus urgents.

Il faudra réintroduire en pleine civilisation la conception primitive de la société et considérer toutes les citoyennes et tous les citoyens de la nation comme faisant partie d'une immense famille, où il n'y aurait pas de droit d'aînesse ; le pouvoir révolutionnaire devra pourvoir aux premiers besoins de leur vie en attendant que l'on puisse établir une répartition égalitaire de tous les produits.

La pouvoir révolutionnaire constitué dans chaque ville, aura donc à loger, vêtir et nourrir tous les habitants.

Pour cela, il décrétera propriété nationale toute la propriété bâtie, il fera le recensement des appartements, chassera les riches oisifs de leurs hôtels pour y installer des travailleurs, réservant les maisons les mieux situées pour les familles chargées d'enfants. À Paris et dans les grandes villes où il existe des maisons de six et sept étages, il réservera les premiers étages pour les femmes enceintes et reléguera aux cinquièmes et sixièmes les ventrus du capitalisme, pour les dégraisser par l'exercice de l'escalier. Les taudis malsains où la misère entasse les ouvriers seront démolis et assainis par les flammes : pour aller plus vite en besogne, on les fera sauter avec la dynamite. Ce n'est pas dans les châteaux que l'on portera la torche, comme disent les anarchistes, mais dans les galetas et les chaumières ; il est temps que la classe ouvrière habite les palais et les hôtels qu'elle a bâtis.

Le pouvoir révolutionnaire nationalisera les grands magasins, tels que le Bon Marché, le Louvre, le Printemps, etc., et traitera en voleurs leurs ex-propriétaires, s'ils osent en détourner même une bobine de fil. Des commissions organisées par quartiers et par rues, seront chargées d'en distribuer le contenu entre les travailleurs, qui pour la première fois seront vêtus avec les belles et bonnes étoffes qu'ils ont ouvrées.

Avant de loger et de vêtir la population travailleuse, il faudra songer à la nourrir. Le pouvoir révolutionnaire créera dans les quartiers de grands restaurants communistes, où un minimum de nourriture substantielle sera donné tous les jours aux habitants, sans distinction de fainéants ou de laborieux. La cuisine sera faite en commun, et ceux qui désireront manger chez eux, emporteront leurs portions ; mais l'on devra encourager le repas pris en commun, afin de développer la fraternité et l'égalité : c'est à table que l'homme est le plus sociable. Pendant la révolution du siècle dernier, la Commune de Paris avait organisé ces repas fraternitaires ; des tables étaient placées an milieu des rues et chaque habitant y apportait ses provisions, qui étaient en commun.

Afin de pouvoir nourrir gratuitement la population, le pouvoir révolutionnaire saisira les magasins de vivres, les entrepôts de vin, les caves des châteaux, des hôtels, les brasseries, etc. et organisera immédiatement un service minimum d'approvisionnement, qui entrera en rapport avec les maraîchers et les petits paysans d'alentour. Ce service, qui supprimera les intermédiaires, volant le producteur et le consommateur, permettra aux paysans d'obtenir un prix plus rémunérateur de leurs produits.

Gagner le paysan à la cause révolutionnaire est, en France, un des grands devoirs du parti socialiste ; il y aura à prendre en sa faveur des mesures générales telles que l'abolition des Hypothèques et des dettes de toute nature, suppression des impôts, de la conscription, etc. Mais il ne faudra pas hésiter à augmenter ses profits et à lui faciliter son travail par l'avance de semences et d'engrais de première qualité, ainsi que de machines perfectionnées, qu'il remboursera en produits agricoles.

Les ouvriers de 1848, pour permettre aux Ledru-Rollin, Louis Blanc et autres bourgeois du gouvernement provisoire de fonder la République "mirent trois mois de misère à leur service". Quand à l'échéance, en juin, ils vinrent réclamer l'exécution de leurs promesses, la réaction bourgeoise, puissante et maîtresse de la situation, paya sa dette avec de la mitraille. La pouvoir révolutionnaire pour fonder la République sociale commencera par mettre trois mois de bien-être au service des travailleurs.

Le pouvoir qui, le lendemain de la révolution, prendra ces quelques mesures socialistes sera invincible, il sera soutenu par la masse des travailleurs étonnés et enthousiasmés de trouver enfin un gouvernement qui s'occupe de satisfaire leurs besoins.

Paul Lafargue

III

Une grande idée, dominant les querelles personnelles et les ambitions de groupes, s'est emparée des têtes socialistes : et cette idée est *la suppression de la propriété individuelle*. Les anarchistes eux-mêmes, qui sont les représentants, sans le savoir, du *laisser faire*, *laisser passer* propriétaires ; les Brousse et les Joffrin du possibilisme, qui sont des défenseurs éhontés des intérêts bourgeois, sont entraînés par le courant. L'idée de la suppression de la propriété individuelle n'a pas germé spontanément dans la cervelle humaine, elle est le reflet intellectuel des phénomènes économiques, qui évoluent dans le monde capitaliste.

Quelle est la véritable caractéristique de la propriété individuelle ? – C'est que le propriétaire travaille lui-même sa propriété : – ceci est tellement vrai que le paysan, l'animal propriétaire, par excellence, quand l'âge l'empêche de cultiver sa terre, plutôt que de la voir labourée et ensemencée par des mercenaires, la divise entre ses enfants, bien que l'abandon de sa terre, son unique amour, lui soit aussi douloureux que le déchirement de ses entrailles. Le vieux proverbe français, *la propriété est le fruit du travail*, exprime bien le fait. Donc, est seul vraiment propriétaire, dans le sens antique du mot, le paysan qui cultive sa terre, le propriétaire qui habite et répare sa maisonnette, le boutiquier qui achète et vend les marchandises de sa boutique, le menuisier qui se sert lui-même de sa scie et de son rabot. Tout ce que possèdent ces propriétaires leur appartient en toute justice, puisque leurs biens sont le fruit de leur travail et non de celui des autres, car aucun salarié n'a travaillé leur propriété.

Mais est-ce que la propriété capitaliste présente ces caractères ? – Est-ce que les porteurs des actions et obligations des mines, chemins de fer et des canaux, les propriétaires de centaines et de milliers d'hectares sont de véritables propriétaires ? –

Ont-ils jamais travaillé leur propriété ? – Ils ne les connaissent que par les rentes qu'elle leur rapporte : ce sont des salariés, des non-propriétaires qui ont travaillé leur propriété. Dans le monde capitaliste on doit corriger l'antique proverbe et dire : *La propriété est le fruit du travail et la récompense de la fainéantise*.

Les capitalistes en ne travaillant pas leur propriété, mais en s'en servant pour accaparer les fruits du travail d'autrui, ont détruit le caractère essentiel de la propriété individuelle.

Le propriétaire capitaliste est un être absolument inutile dans la propriété ; tous les actionnaires et obligataires des chemins de fer pourraient être noyés dans la Manche et la Méditerranée que les chemins de fer d'Europe continueraient à transporter des nommes et des marchandises, comme par le passé. Le propriétaire capitaliste est une touche inutile, qui consomme terriblement. Tout ce que mangent un riche et les domestiques et autres gens qui le servent et satisfont ses goûts et ses besoins, est consommé en pure perte : c'est comme si, au lieu de brûler du charbon dans une machine pour transformer sa chaleur en force motrice, on le brûlait en plein champ. Le capitaliste étant inutile doit être supprimé pour diminuer les frais de la production sociale. La révolution sociale est chargée d'accomplir cette œuvre d'économie : elle ne détruira pas la propriété, comme le demandent inconsidérément les anarchistes, elle la débarrassera de ses parasites.

Le jour de la révolution, le premier décret que prendra le pouvoir révolutionnaire sera la confiscation de la propriété capitaliste (mines, filatures, banques, hauts-fourneaux, chemins de fer, etc.) et sa transformation en propriété nationale.

Paul Lafargue

IV

Des socialistes utopistes, comme le citoyen B. Malon et les Collinsiens, pensent que l'État peut se substituer aux lieu et place des propriétaires capitalistes et faire exploiter à son profit les grands instruments de travail (chemins de fer, mines, hauts-fourneaux, filatures, etc.), par des **syndicats ouvriers transformés en compagnies fermières créditées par l'État** ; d'autres socialistes voudraient voir l'État continuer l'exploitation des grands instruments de travail comme par le passé, mais en apportant certaines améliorations dans le sort des travailleurs, telles que réduction des heures de travail, augmentation de salaire, etc. ; leur idéal est le **perfectionnement du service public capitaliste**.

Nous croyons, nous, que, par le fait même de la constitution du pouvoir révolutionnaire, l'État, avec ses services publics (postes et télégraphes, police, magistrature, armée, dette publique, etc.), disparaît.

L'État est une machine savamment organisée pour servir les intérêts capitalistes et pour réprimer et assortir la masse prolétarienne. Le pouvoir révolutionnaire qui le remplacera temporairement aura à désorganiser la machine bourgeoise, à tirer toute sa force de la masse prolétarienne socialistement organisée, et à jeter les premières bases de l'ordre nouveau.

Au lieu que ce soit l'État qui reste entrepreneur des postes et télégraphes, frappeur de monnaies, directeur de chemins de fer comme il l'est déjà dans presque tous les pays capitalistes ; au lieu que ce soit l'État qui devienne entrepreneur de filature, de tissage, directeur des usines, etc., comme le désirait **Lassalle**, le pouvoir révolutionnaire devra faire en sorte que ce soient les travailleurs qui deviennent leurs propres patrons et employeurs, leurs propres directeurs.

Le pouvoir révolutionnaire n'aura pas à imposer aux facteurs, aux employés des télégraphes et des chemins de fer, aux ouvriers des mines, des fonderies, etc., leurs directeurs, leurs règlements de travail et leur taux de salaires ; ce seront au contraire ces travailleurs qui s'entendront entre eux pour choisir leurs ingénieurs, leurs contremaîtres et pour se partager les bénéfices de l'exploitation. Je ne parle ici de bénéfices que parce que, le lendemain de la Révolution, il faudra maintenir la rémunération capitaliste du travail ; mais nous entrevoyons dans l'avenir une société communiste où le travailleur ne recevra ni salaire, ni bénéfice individuel, mais profitera égalitairement de toutes les richesses sociales.

Mais le lendemain de la Révolution la nation, représentée par les pouvoirs révolutionnaires, mettra au service des producteurs les instruments de travail ; des commissions spéciales seront chargées de dresser le cahier des charges, c'est-à-dire le taux à réclamer pour le service rendu, la somme à mettre de côté pour usure, réparation et perfectionnement de l'outillage, et la somme à verser, dans les caisses publiques, pour assurer à tous les membres de la société le vivre, le couvert et le vêtement.

Le lendemain de la révolution, l'œuvre à accomplir sera tellement colossale, qu'il ne faudrait pas l'augmenter en faisant du pouvoir révolutionnaire un directeur de filature ou un fabricant de chaussures ; au contraire, il faudra hâter dans les masses ouvrières l'éclosion de tous les organismes directeurs du travail social. Les capacités directrices existent, puisque ce sont des salariés qui aujourd'hui dirigent toute la production capitaliste ; il ne s'agit que de les grouper pour trouver les commissions qui seront chargées de régler scientifiquement la production et de répartir équitablement les produits.

Car le but de la révolution n'est pas le triomphe de la justice, de la morale, de la liberté et autres infernales blagues avec lesquelles on berce l'humanité depuis des siècles, mais *de travailler le moins possible et de jouir intellectuellement et physiquement le plus possible*. Et ce but vraiment digne de l'homme ne sera atteint que par un perfectionnement continu de l'outillage mécanique, que par une savante division du travail social entre tous les membres de la société, que par une juste proportionnalité de la production aux besoins de la société.

Mais avant de parvenir à cette société communiste où travail et jouissance seront libres et en commun, il faudra passer par une période transitoire, où il faudra maintenir le salaire, sous sa forme monnaie, et le proportionner au service rendu et à l'effort donné ; nous croyons que les travailleurs ont plus de qualité pour se partager les heures de travail et les bénéfices d'une exploitation que les fonctionnaires d'un État quelconque.

D'ailleurs on ne peut formuler que des desiderata, ce seront les événements qui imposeront la marche à suivre et il est plus que probable que les différentes méthodes de transformation préconisées par les socialistes seront combinées en proportions diverses.

Le lendemain de la révolution, il faudra songer à s'amuser. Au siècle dernier, les paysans envahissaient les châteaux et les hôtels de ville, s'emparaient de toute la paperasse féodale et même bourgeoise ; ils en faisaient d'immense feux de joie, qu'ils couronnaient d'écriteaux portant : *Abolition des dîmes, Quittance finale des rentes, etc.* Il faudra recommencer ces fêtes publiques ; nous avons à brûler le grand-livre de la dette publique, les titres de propriété de toute nature, et puis les traités de morale, les bouquins de théologie et surtout le Code civil et criminel, ce livre épouvantable qui est la codification de l'iniquité bourgeoise et capitaliste ; nous avons encore à transformer en porcheries les palais de justice ; on ne trouvera pas d'animaux assez sales et assez dégoûtants pour les y loger. Au lieu de brûler les églises, comme le réclament les libres penseurs, on les transformera en restaurants, en salles de danse, les chapelles deviendront des cabinets particuliers où l'on boira, puis on rigolera chacun avec sa chacune.

Le lendemain de la révolution, les révolutionnaires auront à armer et à organiser militairement les salariés, à les loger, nourrir et vêtir gratuitement, à confisquer et à nationaliser la propriété capitaliste. La nation qui une fois aura goûté, quand ce ne serait que pendant un mois, de ce régime demi-communiste, sera à jamais acquise à la révolution sociale.

Paul Lafargue

Salaire, Prix et Profit

"La tendance générale de la production capitaliste n'est pas d'élever, mais d'**abaisser** le niveau moyen des salaires" ;

"Les Syndicats agissent utilement comme **centres de résistance** aux empiètements du capital" ;

"Ils échouent entièrement quand ils se livrent à une simple guérilla contre les **effets** du système actuel… au lieu de se faire un levier de toutes les forces organisées, pour l'émancipation finale de la classe ouvrière" ;

"Sur leur bannière, il faut [aux travailleurs] effacer cette devise conservatrice : "Un salaire équitable pour une journée de travail équitable", et inscrire le mot d'ordre révolutionnaire : "**abolition du salariat**" !"

Marx – 1865

Vive le syndicalisme de lutte de classe !

Chassons la domesticité

révisionniste des syndicats !

1- Nécessité historique des syndicats. Leurs buts :

l'action corporative et l'action politique

"La grande industrie agglomère dans un endroit une foule de gens inconnus les uns aux autres. La concurrence les divise d'intérêts. Mais le maintien du salaire, cet intérêt commun qu'ils ont contre leur maître, les réunit dans une même pensée de résistance : COALITION.

Ainsi la coalition a toujours un double but, celui de faire cesser entre eux la concurrence, pour pouvoir faire une concurrence générale au capitaliste."

Marx (Misère de la Philosophie)

"Les luttes pour des salaires normaux sont des incidents inséparables du système du salariat dans son ensemble et la nécessité de disputer le prix de la force de travail avec le capitaliste est en connexion avec la condition qui oblige la classe ouvrière à se vendre elle-même comme une marchandise...

Les ouvriers ne doivent pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiétements ininterrompus du capital où les variations du marché.

Il faut qu'ils comprennent que le régime actuel, avec toutes les misères dont il les accable, engendre en même temps les CONDITIONS MATÉRIELLES et les FORMES SOCIALES nécessaires pour la transformation économique de la société...

Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat."

Marx (Salaires, prix et profits)

"Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat, les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, etc. Mais nulle part au monde le développement du prolétariat ne s'est fait et ne pouvait se faire autrement que par les syndicats, par l'action réciproque des syndicats et du parti de la classe ouvrière.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat, est un immense pas en avant. Aussi le parti doit-il, PLUS ENCORE QUE PAR LE PASSÉ à la manière nouvelle et pas seulement à l'ancienne, éduquer les syndicats, les diriger, sans oublier toutefois qu'ils restent et resteront longtemps l'indispensable école du communisme et l'école préparatoire des prolétaires pour l'application de leur dictature".

Lénine (La maladie infantile…)

2- Les communistes doivent obligatoirement militer dans les syndicats et en chasser les chefs vendus

"Des millions d'ouvriers passent pour la première fois de l'inorganisation totale à la forme d'organisation élémentaire inférieure, la plus simple et la plus accessible, (pour ceux qui sont encore profondément imbus des préjugés démocratiques bourgeois) à savoir : aux syndicats.

Et les communistes de gauche, révolutionnaires mais peu raisonnables, sont là à crier : "la masse, la masse" et refusent de militer au sein des syndicats en prétextant leur esprit réactionnaire !

Toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre "de gauche" d'une puérile invention…

Il est hors de doute que MM. Séguy, Descamps, Bergeron, sont très reconnaissants à ces révolutionnaires "de gauche" de prêcher l'abandon des syndicats réactionnaires et de se refuser à y travailler…

Les mencheviks d'occident se sont bien plus solidement incrustés dans les syndicats et une ARISTOCRATIE OUVRIÈRE, CORPORATIVE, ÉTROITE, ÉGOÏSTE, SANS ENTRAILLES, CUPIDE, PHILISTINS, D'ESPRIT IMPÉRIALISTE, SOUDOYÉE ET CORROMPUE PAR L'IMPÉRIALISME, y est apparue bien plus puissante que chez nous.

La lutte contre les Séguy, Frachon, Descamps est beaucoup plus difficile que la lutte contre nos mencheviks …

Cette lutte doit être impitoyable et il faut absolument la pousser, comme nous l'avons fait, jusqu'à déshonorer complètement et faire chasser des syndicats tous les incorrigibles leaders de l'opportunisme et du social-chauvinisme.

Il est impossible de conquérir le pouvoir politique (et il ne faut pas essayer de prendre le pouvoir) aussi longtemps que cette lutte n'a pas été poussée jusqu'à un certain degré."

Lénine (La maladie infantile…)

3- La Stratégie générale

"Éduquer les ouvriers et accumuler les forces au moyen d'une lutte légale de longue durée et se préparer ainsi à renverser finalement le capitalisme sont les tâches du parti du prolétariat dans les pays capitalistes.

Là il s'agit de soutenir une longue lutte légale, de se servir de la tribune parlementaire, de recourir aux grèves économiques et politiques, d'organiser des syndicats et d'éduquer les ouvriers. Là les formes d'organisation sont légales, les formes de la lutte, non sanglantes.

Le parti communiste ne veut pas d'autre guerre que la guerre civile à laquelle il se prépare. Mais tant que la bourgeoisie n'est pas vraiment réduite à l'impuissance, tant que le prolétariat dans sa grande majorité n'est pas résolu à entreprendre l'insurrection armée et la guerre civile, tant que les masses paysannes n'en sont pas venues à aider volontairement le prolétariat, cette insurrection et cette guerre ne doivent pas être déclenchées."

Mao Tsé-Toung
(Problèmes de la guerre et de la stratégie)

ISR

5ème Congrès – 1930

...

Le caractère et les particularités du mouvement gréviste depuis le 4ème Congrès :

La lutte économique, de la classe ouvrière pendant la période écoulée depuis le 4ème Congrès s'est heurtée à une très forte résistance non seulement de la part de l'État bourgeois et des organisations patronales, mais aussi de la part des **organisations réformistes**. Au cours de toutes les grèves et de tous les conflits économiques, la classe ouvrière et le mouvement syndical révolutionnaire avaient toujours devant eux le front unique et compact de l'État bourgeois, du patronat et des **syndicats réformistes** qui, par des voies différentes (division du travail !) ont poursuivi, un seul et même but : empêcher la grève, ou, une fois qu'elle a éclaté, la briser aussi vite que possible.

La lutte de toutes les forces de réaction contre le mouvement gréviste a pris une acuité extraordinaire, ces dernières années, et l'un des principaux instruments de cette lutte fut l'avènement au pouvoir des gouvernements "ouvriers" qui, au moyen de promesses, de menaces, de l'arbitrage obligatoire, ou de franches violences, étranglaient la lutte économique du prolétariat C'est ce qui explique, dans une grande mesure, le fait que le mouvement gréviste de ces dernières années a suivi, dans sa progression, une ligne brisée et non une ligne montante d'une façon continue. Dans certains pays (Indes, Allemagne), le plus grand nombre de grèves a été enregistré en 1928 alors que dans d'autres (Angleterre, France, Chine etc.) on constate un important accroissement de grèves en 1929. Et enfin la première moitié de 1930 est caractérisée par un accroissement sensible du mouvement gréviste dans la plupart des pays (Allemagne, France, Angleterre, Amérique Latine, Chine, États-Unis, etc.), ce qui est la réponse des grandes masses ouvrières à l'aggravation continuelle de leur situation matérielle.

La crise économique mondiale a créé une situation nouvelle qui, d'une part, entrave le développement des luttes économiques (crainte du chômage) et de l'autre, étant donné un appauvrissement inouï des masses et les attaques incessantes contre les salaires et la journée de travail, pousse le prolétariat à lutter. Les droitiers essayent de se baser sur la diminution du nombre des grèves, dans plusieurs pays, en 1929, pour conclure qu'il n'y a pas eu radicalisation des masses. Mais c'est là une tentative faite avec des moyens inopérants, car la grève, si elle représente un indice important, n'est cependant pas le seul indice du mécontentement et de la radicalisation des masses. Les nouvelles difficultés

surgies en liaison avec la crise, et l'offensive méthodiquement organisée de la bourgeoisie contre la classe ouvrière donnent aux luttes économiques de la période écoulée les traits particuliers suivants :

1- Chaque grève acquiert un caractère particulièrement acharné de part et d'autre.

2- Toutes les forces de la réaction (à commencer par la police et à finir par la bureaucratie syndicale réformiste) sont mobilisées immédiatement pour briser le mouvement commencé.

3- Seuls le mouvement syndical révolutionnaire et le Parti communiste dirigent la lutte économique du prolétariat.

4- Toutes les grèves ont une signification profondément politique.

Le caractère extrêmement aigu de la lutte gréviste a trouvé son expression dans de nombreuses grèves : en Allemagne (métallurgistes de la Ruhr, plombiers, dockers de Hambourg, métallurgistes de Hoennigsdorf et de Mansfeld, etc.), en France (textiles d'Halluin, métallurgistes du Boucau, mineurs, dockers, etc.), en Angleterre (grève des métallurgistes d'Austin, des mineurs de Dewden, des travailleurs de la laine de Bredford, etc.), au Japon (traminots de Tokyo, textiles de Kanogafuti, etc.), dans l'Inde (les doux grèves du textile de Bombay, la grève des cheminots, celle des ouvriers du jute, etc.), en Australie (mineurs et ouvriers du bois), aux États-Unis (textiles de Gastonia, mineurs d'Illinois, traminots de Nouvelle Orléans), en Chine (traminots et coolies de Pékin, textiles de Shanghai, etc.), en Italie (usines Fiat) et dans de nombreuses grèves dans la péninsule Balkanique, en Scandinavie, en Amérique Latine, dans les pays arabes et dans tous les pays du continent africain. L'énumération des grèves, lock-out, l'exposé des causes qui les ont produits, pour ces deux années et demie, me prendraient plusieurs heures.

On peut noter ce qui suit : si 1928 est caractérisée par un nombre énorme de grèves et de participants, 1929 est caractérisée par la qualité et l'intensité des grèves. Chaque grève prend un caractère extrêmement aigu, elle a une durée plus longue que d'habitude, il se produit plus souvent des collisions sanglantes entre les ouvriers et les bandes fascistes et social fascistes, qui agissent sous le manteau de la police. Les ouvriers réagissent plus vite et plus violemment à toutes les attaques patronales et répondent à l'offensive par une contre-offensive. Il n'y a presque pas eu de grèves pacifiques pendant cette période. Dans tous les pays, y compris ceux appelés "pays démocratiques", toutes les forces gouvernantes étaient mises en mouvement pour écraser la résistance ouvrière. La bourgeoisie a toujours envoyé sur les lieux la police et la troupe, procédé à des arrestations en masse, fait assassiner ouvertement ou secrètement les dirigeants, fusillé les ouvriers prenant part aux piquets, transporté dans les automobiles de police les **jaunes** aux entreprises en grève : elle a cherché, en organisant des bandes spéciales de mercenaires, en promulguant des lois anti-grévistes, en établissant le piège de l'arbitrage obligatoire, à écraser le mouvement gréviste.

Il suffira de suivre n'importe quel conflit économique dans n'importe quel pays, de ses origines à sa fin, pour voir la confirmation de ce que je dis : en présence d'une violente concurrence pour les débouchés, d'une crise, du chômage, la bourgeoisie a transformé toute grève en une compétition de forces en cherchant à désorganiser la classe ouvrière et ses organisations révolutionnaires par un coup violent et bref sur n'importe quel secteur du front de classe. Si nous remettons en mémoire des grèves des plombiers de Berlin, des

métallurgistes de Hoennigsdorf de Mansfeld, du Boucau, des textiles d'Halluin etc., et si nous étudions attentivement la situation, nous verrons que la bourgeoisie attribue une portée énorme à ces conflits en estimant qu'en perdant une telle grève elle éprouverait une grave défaite à répercussion généralisée.

La tactique Jaune des réformistes et les causes de son succès :

La bureaucratie social-fasciste joue un rôle particulièrement ignoble dans cet écrasement du mouvement gréviste : elle a élaboré un système compliqué de sabotage des grèves, de dévastation du mouvement gréviste. Et d'abord, les bureaucrates syndicaux réactionnaires agissent sur les ouvriers par l'intermédiaire de leur armature ramifiée, et de tous leurs partisans dans les entreprises pour éteindre le mécontentement des masses et orienter leur attention vers les démarches et les pétitions au lieu de la lutte, en cherchant à prouver aux ouvriers que, si l'on se trouve dans une période d'essor, la grève lèse les intérêts de la société et mine la capacité de concurrence à l'extérieur : et si l'on se trouve en période de crise, que toute grève est vouée à l'échec et que les intérêts de l'industrie nationale exigent qu'on accepte de bon gré la réduction des salaires.

Tout au long de ces deux années et demie il n'y a pas eu un seul conflit économique que les réformistes n'aient essayé d'ajourner, d'escamoter, et pendant lequel ils n'aient voulu refroidir l'ardeur des ouvriers, étouffer leur esprit de combat. Souvenez-vous, camarades, de ce qui s'est passé au cours de ces années aux États-Unis, en France, en Angleterre, en Allemagne et dans les autres pays : celui qui pourra citer, ne serait-ce qu'un seul exemple opposé, mérite une prime.

Les formes et méthodes de sabotage des grèves :

Si le mécontentement des ouvriers prend un caractère mouvementé, la bureaucratie syndicale réformiste commence à faire pendant des mois un référendum tout en continuant l'agitation et la propagande contre la grève et pour l'adoption des exigences du patronat et des instances arbitrales.

Si le référendum n'est pas en faveur de la capitulation, les chefs réformistes proposent d'ajourner la lutte jusqu'à ce qu'on ait une meilleure situation économique, et en même temps, dans la coulisse, ils négocient avec le patronat pour briser en commun le mouvement qui se prépare.

C'est aussi en commun avec les employeurs que, pour désorganiser les masses ouvrières, les social-fascistes font chasser des usines les ouvriers les plus actifs qui réclament la grève, ils tâchent de décapiter le mouvement avant même qu'il n'ait commencé.

Si les ouvriers défendent quand même les revendications posées et les camarades expulsés, on dénonce la grève comme "sauvage", et tous ces syndiqués qui ont cotisé

durant de longues années se voient refuser les secours de grèves. Mais, si ces mesures demeurent inopérantes, à leur tour, les bureaucrates syndicaux appellent leurs adhérents à se conduire littéralement en briseurs de grèves en recrutant ouvertement de nouveaux ouvriers pour remplacer les grévistes. Et en même temps, d'accord avec la police, on entreprend des arrestations, on dispersa violemment les piquets de grève, on met démonstrativement les jaunes sous la protection de l'armée et de la police. En vue de désorganiser plus rapidement les grévistes, les réformistes lancent sur les travailleurs leurs gardes organisés qui d'accord avec les gardes fascistes, terrorisent la population ouvrière.

Pendant que la police et les gardes volontaires, fascistes ou social-fascistes écrasent la grève, les bureaucrates syndicaux font antichambre dans les ministères, organisent des conférences avec le patronat, s'adressent à l'État en le priant de liquider "impartialement" la grève par voie d'arbitrage. L'état bourgeois décide que les salaires seront réduits coercitivement, et les bureaucrates syndicaux acceptent les suggestions élaborées avec leur concours au nom des ouvriers, et déclarent que la grève est finie.

Si les ouvriers sont assez conscients pour ne pas se laisser prendre à ces manœuvres on commence à décomposer les rangs des grévistes en procédant à d'interminables scrutins ; et s'ils s'obstinent, ils sont l'objet de toute une avalanche de persécutions.

Quand il s'agit de briser une grève, les réformistes ne ménagent pas les finances syndicales. C'est ainsi qu'ont été écrasées de nombreuses grèves, en tous pays, au-cours de la période écoulée. Je ne puis vous donner le répertoire complet des grèves brisées de cette façon, mais voici quelques exemples :

En Angleterre, lock-out de 500 000 ouvriers de l'industrie cotonnière. Résultat des manœuvres réformistes : réduction des salaires de 6 ¼ %. Les mêmes faits se sont produits dans la grève des mineurs de Dayden. Grève des industries de la laine : réduction des salaires de 9 1/4 % etc.

En Allemagne, pendant tous les lock-out et grèves : lock out des métallurgistes ruhrois, grève de Munich Gladbach, grève des dockers de Hambourg, grève de Hoennigsdorf, grève des mineurs de Balenbur (Silésie), lock out des textiles de Silésie, grève des métallurgistes des usines Pharmasit, Terma et Ramasch, grève de Mansfeld, grève des dockers et constructions navales de Hambourg, etc. Partout, on a appliqué les méthodes de sabotage des grèves combinées ; des exhortations à l'expulsion des chefs et au recrutement des jaunes. Résultat : réduction des salaires.

En France, grève des dockers de Bordeaux, grèves des mineurs de la Loire, de Saint-Étienne, de l'Aveyron, grève de la Basse-Seine, de Belfort, du Boucau ; grève des dockers de Nantes, grève de la chaussure à Piennes, etc., etc. Ici encore même système compliqué de sabotage de la lutte, de l'agitation faite dans la coulisse, des conciliabules secrets avec le patronat, aux tentatives non déguisées de briser les grèves au moyen des forces coalisées des réformistes et de la police.

Dans l'Inde, pendant les deux grèves du textile de Bombay, pendant les grèves des cheminots, des ouvriers de la jute, les syndicats réformistes ont toujours, saboté le mouvement par tous les moyens. Résultats : réduction des salaires et licenciement de dizaines de milliers d'ouvriers.

Au Japon, pendant la grève de l'usine Général Motors, les réformistes de gauche ont exclu les éléments les plus actifs, retardé l'édition du bulletin de grève, dévasté le comité

de grève. Résultat : grève perdue, 300 ouvriers congédiés. Pendant la grève des 40 000 ouvriers des usines textiles de Kanagaluti, les réformistes ont aidé le patronat, une fois de plus.

En Amérique Latine, en Chine, aux Philippines, en Australie, au Canada, partout, même tactique, avec cette différence qu'en Espagne et dans certains pays d'Amérique Latine (Argentine et Mexique), les anarchistes agissent conjointement avec les réformistes en faveur du patronat ; d'ailleurs, le résultat est toujours le même écrasement des grèves, réduction des salaires, aggravation des conditions de travail. Nous voyons qu'il ne s'agit pas là de cas isolés d'activité jaune de "mauvais réformistes".

Non, nous nous trouvons en présence d'une ligne politique de tout le mouvement syndical réformiste, ligne conduisant à saboter la lutte et à asservir la classe ouvrière. Ceux qui s'imaginent que le sabotage des grèves est un épisode occasionnel et qu'on peut "POUSSER" les bureaucrates syndicaux vers la lutte, sont d'incurables crétins[10].

Les chefs réformistes savent se masquer pour trahir :

La tactique des social-fascistes n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire, à première vue. Au lieu de briser ouvertement et brutalement les grèves, désireux de garder leur influence sur les masses, ils aiment mieux recourir à des formes et méthodes de sabotage des grèves plus ingénieuses, moins visibles, et c'est seulement dans des cas extrêmes qu'ils se conduisent franchement comme briseurs de grèves. Quelquefois, quand ils voient qu'en refusant de faire grève ils perdront toute influence, les social-fascistes se mettent à la tête du mouvement commencé et s'orientent tout de suite vers la défaite, pour ôter à l'ouvrier l'envie de retomber dans cette "fièvre gréviste". Afin de conduire rapidement les choses à une défaite, les social-fascistes nomment un soi-disant comité de grève, invitent les ouvriers à rester à la maison tant qu'on, ne les aura pas appelés, et en même temps, ils poursuivent, fébrilement des pourparlers sur l'arbitrage, sur la conclusion d'un nouveau contrat collectif, etc. Après avoir, conclu un accord dans la coulisse, ils annoncent, au nom du syndicat, que la grève est finie. Là où il existe des syndicats révolutionnaires (États-Unis, France, etc.) quelquefois, les réformistes de mèche avec le patronat, déclenchent une fausse grève à seule fin de conclure un contrat collectif au bout d'un ou de deux jours, en dehors du syndicat révolutionnaire et contre lui, et de chasser ses membres des entreprises : un exemple caractéristique nous est offert par la grève provocatrice du vêtement, à New York, organisée par le syndicat Schlesinger, d'accord avec le patronat. Nos camarades furent pris au dépourvu par cette tactique et perdirent de nombreuses positions. Cela prouve une fois de plus que la méthode de brutal sabotage des grèves n'est pas la seule employée par les social-fascistes. Souvent, ils brisent une grève en la déclenchant eux-mêmes, en choisissant pour cela des conditions particulièrement favorables au patronat, (morte-saison, accumulation de grands stocks de marchandises par le patronat, mauvaise préparation des ouvriers, etc.).

Je ne vais pas m'appesantir sur les détails pour ce qui concerne la manière dont usent les bureaucrates-syndicaux réactionnaires pour briser les grèves. Chacun de vous pourrait citer des dizaines d'exemples. Mais il y a un fait qui est clair : nous sommes en présence

[10] Prenez-le pour vous messieurs de la LCR (trotskiste) NDLR.

d'une **tactique jaune** élaborée en détail, et qui a conduit le prolétariat international à de nombreuses défaites.

Il ne nous suffit pas de constater que les réformistes sont des jaunes, nous devons voir en détail la cause et l'efficacité de leur tactique, qui leur permet de briser les luttes grandes et petites de la classe ouvrière. Quand on aura compris cela on aura trouvé la voie de la suppression de cette plaie qui ronge le mouvement ouvrier mondial. Tâchons donc de nous reconnaître dans cette question.

a- Les gens d'Amsterdam s'appuient sur tout le mécanisme de l'État bourgeois :

Dans les pays tels que la Chine, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Pologne, la Grèce, etc., les gens d'Amsterdam ne tiennent que grâce aux féroces persécutions subies par les ouvriers révolutionnaires du mouvement ouvrier. Unis à la police, ils sont plus forts que l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier. Dès que les ouvriers réussissent à renverser les lisières policières, les gens du Kuomintang et d'Amsterdam se trouvent refoulés. La répression joue également un rôle très grand dans les autres pays (Allemagne, Japon, États-Unis) et le mécanisme étatique commence à fonctionner d'une façon particulièrement énergique quand il s'agit d'écraser une grève. L'État (surtout si c'est un État démocratique) n'agit pas seulement par la violence, mais aussi par la corruption en tâchant de détacher du mouvement ouvrier ses éléments énergiques.

b- Les gens d'Amsterdam disposent d'un réseau ramifié d'organes syndicaux en marge et à l'intérieur des entreprises :

Dans les pays tels que l'Allemagne, L'Angleterre, l'Autriche, les États-Unis, la bureaucratie syndicale a une armature de fonctionnaires salariés et élus très bien dressés, et, dans les entreprises un grand nombre d'hommes directement liés à cette armature (collecteurs, délégués, membres de comités d'usine et autres fonctionnaires syndicaux du degré moyen et de base). Ce mécanisme fonctionne parfaitement en concentrant dans les mains des bureaucrates syndicaux toutes les relations avec le patronat portant sur le problème des salaires, les conditions de travail, etc. Ce système est une arme politique importante aux mains du social-fascisme.

c- Les amsterdamiens attirent une partie des ouvriers par des promesses de salaires fixes :

Les gens d'Amsterdam exploitent leur influence politique et organique pour garantir aux partisans les plus ardents de leur politique les meilleurs postes et de meilleurs salaires. Comme leur ligne de concours politique et technique s'affirme ouvertement au patronat, il leur est facile d'obtenir des privilèges pour leurs adhérents actifs On est cependant loin du point de vue que développe le camarade Varga disant que seuls les contre-révolutionnaires et les espions bénéficient actuellement d'un emploi permanent : la majorité des ouvriers, malgré le chômage massif, est occupée à la fabrication. À quoi servent alors de pareilles formules ? Ne faut-il pas mieux réfléchir d'abord, écrire ensuite, au lieu que ce soit l'inverse ?

d- Les amsterdamiens exploitent les intérêts corporatifs des différents groupes des ouvriers au détriment de la masse ouvrière :

Le syndicat réformiste, même s'il compte dans son sein des ouvriers non qualifiés, représente toujours et défend les intérêts des ouvriers qualifiés, au premier chef. Lors de l'élaboration des tarifs, de la conclusion des contrats collectifs, l'attention principale est aiguillée sur les intérêts corporatifs d'insignifiants groupes d'ouvriers au détriment de la majorité des ouvriers non qualifiés, des femmes et des jeunes. Ceux d'Amsterdam se cramponnent solidement aux traditions corporatives (souvenons-nous des trade-unions britanniques !), attirant ainsi à leurs côtés tous ceux à qui ces traditions sont matériellement profitables.

e- Les amsterdamiens sont les porte-parole et les défenseurs des intérêts de l'aristocratie ouvrière, qu'ils dressent contre la majorité :

Ici encore c'est la même politique que pour la défense des traditions corporatives. L'aristocratie ouvrière est la partie la plus hautement rétribuée des ouvriers qualifiés et les gens d'Amsterdam, au lieu de combattre les tendances intéressées et égoïstes de certains groupes corrompus par l'impérialisme, encouragent ces tendances et enfoncent un coin dans les masses ouvrières.

Il ne faudra pas conclure, de ce fait, que tous les ouvriers qualifiés sont inutilisables pour la cause de la révolution (Tchécoslovaquie) ou affirmer qu'il n'y a plus d'aristocratie ouvrière dans les entreprises et que, par conséquent, la bourgeoisie n'y possède aucun point d'appui.

Lénine a parlé maintes fois de "l'intégration économique de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie". Bien que la base de l'aristocratie ouvrière, du fait de la rationalisation capitaliste, soit rétrécie, cette couche, quoique peu nombreuse, se trouve aux entreprises (en marge de celles-ci se trouve non l'aristocratie ouvrière, mais la bureaucratie ouvrière.) ; elle joue un très grand rôle formant la force motrice de la politique et tactique des réformistes.

f- Les amsterdamiens, pendant les grèves excitent un groupe d'ouvriers contre l'autre :

Cela se fait d'ordinaire, comme suit : les amsterdamiens, en négociant, recommandent eux-mêmes aux patrons de ne satisfaire que les revendications d'un petit groupe d'ouvriers jouant un rôle déterminant à la fabrication. La satisfaction des revendications de ce groupe d'ouvriers marque le début d'un désaccord parmi les grévistes.

Les ouvriers satisfaits, forts de l'appui du syndicat et, souvent, sans l'assentiment de ce dernier, réintègrent l'usine, et c'est ainsi que la grève se trouve brisée. La vieille maxime : "diviser pour régner" est souvent exploitée par la bureaucratie syndicale en cours de grève, qui divise le front unique des grévistes par petits groupes défendant leurs intérêts étroitement corporatifs.

g- Les bureaucrates syndicaux, sortis des milieux ouvriers, connaissent les côtés faibles du mouvement : aussi leur est-il plus facile de le désagréger :

L'ennemi le plus dangereux est celui qui se trouve au sein de la classe ouvrière. Ce n'est pas sans raison que la bourgeoisie apprécie les "ci-devant" et verse des sommes exorbitantes à tous ces Jouhaux, Leipart, Green et autres Citrine. L'état-major politique de **Mussolini** est constitué d'anciens socialistes, anarchistes et anarcho-syndicalistes. Les renégats sont hautement cotés à la bourse européenne-américaine. La bourgeoisie exploite jusqu'au bout la confiance qu'ont accumulés les ex-ouvriers pour tenir en respect la masse ouvrière. Lorsque tout le fonds de fonds de confiance est utilisé, ces messieurs entrent au service des organisations patronales (Frank Hodges, Farrington, etc.).

h- L'action jaune est organisée sous le drapeau socialiste et au nom du syndicat dont les ouvriers ont pris conscience comme d'un organe assurant la défense de leurs intérêts :

L'immense majorité des ouvriers ont une haine consciente, souvent même instinctive, des briseurs de grèves. Aussi les syndicats organisés par le patronat ont toujours compté un nombre d'adhérents restreint, manifestement corrompus et vendus. La masse ne peut aller dans ces syndicats.

À l'heure actuelle, les syndicats réformistes assurent des fonctions anti-grévistes, cela sous la bannière du socialisme.

Il y a dans chaque grève des hésitants, qui pensent bien plus à leurs propres intérêts qu'à ceux de l'ensemble. Ils ne se décident pas à faire ouvertement œuvre de jaunes, mais lorsque les syndicats ou le parti social-démocrate les invitent à reprendre le travail, ils ne manquent jamais d'y obtempérer.

Il est toujours plus aisé de désorganiser le mouvement que de l'organiser ; c'est pourquoi, dans chaque grève, lorsque la famine commence à sévir parmi les grévistes, les appels à réintégrer le travail exercent toujours une certaine action. Les syndicats réformistes ont adopté et recouvert du drapeau socialiste **la jaunisse**, et c'est là que réside un des **secrets** de la réussite du travail de désagrégation de certaines grèves.

i- Le réformisme exerce encore une influence sur des couches considérables d'ouvriers :

Ce serait vouloir simplifier les choses que de s'aviser de prétendre que les réformistes n'ont pas d'influence sur les masses. Si, ils en ont sur les couches d'ouvriers les plus retardataires au point de vue politique, auprès desquels ils exercent leur propagande, agitation, théorie et pratique.

Le réformisme promet à l'ouvrier d'améliorer sa situation par voie pacifique et sans effusion de sang. Il lui promet le socialisme sans révolution, la liberté sans coup férir et le bonheur intégral sans tribulations ni souffrances.

"Pense au présent, – déclare le réformisme à l'ouvrier – aie soin de tes intérêts, ne te propose pas d'objectifs et buts généraux, profite de l'occasion il n'en manquera pas dans ta vie."

Il se trouve des centaines de milliers et des millions d'ouvriers attentifs à la voix de ces "vieux militants notoires du mouvement ouvrier" et qui ne leur retirent la confiance que lorsqu'ils apprennent, d'expérience, ce qu'est leur socialisme sans révolution et leur liberté sans lutte. Il y a encore des millions d'ouvriers qui se trompent de bonne foi et que nous devons et pouvons conquérir.

Si nous ajoutons à toutes ces causes le réseau ramifié du secours mutuel dans les syndicats réformistes, chaque ouvrier tient naturellement à conserver les droits qu'il a acquis en cotisant de longues années durant, le rôle de l'arbitrage obligatoire dans le sens de l'intimidation d'une partie des ouvriers nous aurons tout un ensemble de motifs qui incitent souvent l'ouvrier à suivre la bureaucratie syndicale et qui explique pourquoi cette dernière réussit à torpiller systématiquement le mouvement gréviste dans la majorité des pays. La rationalisation capitaliste, la crise économique et l'offensive acharnée de la bourgeoisie, avec l'aide réformiste, contre le niveau de vie de toutes les couches et de tous les groupes d'ouvriers, dépouillent le réformisme de sa base.

C'est sur ce facteur objectif que nous nous appuyons dans notre lutte pour la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Mais outre les conditions objectives favorables, il faut qu'il y ait un facteur subjectif, et c'est ici que je passe à la dernière cause, non moins importante, la défaite de certaines batailles revendicatives.

Nos faiblesses et nos défauts en matière de direction des batailles économiques :

Une des causes de la réussite de la tactique traîtresse des réformistes réside dans nos propres faiblesses et défauts. Souvent, nous leur facilitons nous-même l'utilisation de nos faiblesses politiques et organiques aux fins anti-grévistes. Maintes fois, les social-fascistes ont réussi, au plus fort du mouvement, à discréditer les partisans de l'I.S.R, et, ne rencontrant pas de résistance suffisante, à jeter le désarroi et la désagrégation dans les masses, à faire avorter la grève. Je tiens à prévenir d'avance que je vais toucher ici une série de questions épineuses et que je proclamerai certaines vérités très amères sur la tactique gréviste des organismes dirigeants des sections de l'I.S.R.

Il n'est plus douteux, à présent, que l'I.S.R. a orienté toutes ses organisations "face à la direction des batailles économiques". La ligne du IV^{ème} Congrès préconisant le rôle indépendant des sections de l'I.S.R., dans les luttes économiques, s'est totalement vérifiée. L'expérience de la lutte gréviste, durant ces deux dernières années et demie (Ruhr Lodz, le Nord de la France, les grèves du textile et des mineurs des États-Unis, Shanghai, Bombay, etc.) montre que nous avons réalisé des progrès dans la direction des batailles économiques.

Los côtés positifs consistent en ce que les sections de l'I.S.R. :

a- ont vaincu la peur des grèves dont souffrent les opportunistes de tous les pays. Il est rare maintenant d'entendre, dans les sections de l'I.S.R., une critique ouvertement

affirmée de notre tactique gréviste. Tous ceux qui n'étaient pas d'accord se sont hâtés de se réfugier dans les bras des réformistes,

b- non seulement nous avons vaincu la peur des grèves, mais, dans bien des cas nous sommes à la tête du mouvement que nous menons à bonne fin,

c- nous avons réussi à soulever de nouvelles couches d'ouvriers, y compris les jeunes et les enfants, en formant le front unique de tous les ouvriers intéressés,

d- les sections de l'I.S.R. réussissent à dévoiler le rôle anti-gréviste de la bureaucratie syndicale social-fasciste au travers de la lutte économique,

e- dans bien des cas, nous avons réussi à battre en brèche le légalisme syndical et à conduire les grèves sans et contre les syndicats réformistes, et, enfin,

f- un grand pas en avant a été fait pour surmonter l'opportunisme de droite et le sectarisme gauchiste au cours des batailles économiques.

Mais nous commettrions une lourde erreur si nous fermions les yeux sur le grand nombre de fautes politiques, de faiblesses et de défauts organiques qui se sont fait jour dans notre tactique gréviste. Nous commettrions un crime si nous nous refusions à mettre à nu, sans crainte aucune, nos plaies.

Nos succès, si on les envisage sous l'angle de la situation d'avant le IV^{ème} Congrès, sont considérables, mais si on les examine sous l'angle de la quantité de grèves perdues et de l'exaspération croissante de la lutte économique, force nous sera de reconnaître que nous n'avons fait qu'un premier pas dans la voie tracée par le IV^{ème} Congrès de l'I.S.R.. Chaque grève, tant soit peu importante, se transforme, dans le cadre donné, en une bataille sérieuse, mais dans la majorité des cas, nous avons abordé des grèves à la mode ancienne, d'une façon routinière, sans rendre compte que les temps ne sont plus les mêmes et que les méthodes et la cadence sont divergentes.

(…)

Bund – 1897

Un mouvement révolutionnaire juif

La doctrine du Bund[11]

Aux États-Unis, *Di Fraye Arbeiter Shtime* (La Voix libre des travailleurs) bénéficiait d'une plus large audience et les principaux leaders anarchistes juifs et non juifs y écrivaient. Le journal qui, dans les années 1920, devint même hebdomadaire, parut jusqu'en 1978[12].

1918

La judaïcité ukrainienne, en grande partie attachée aux traditions religieuses et influencée par le sionisme qui se développait considérablement à la faveur de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917, demeurait méfiante envers le pouvoir quel qu'il fût.

Pour beaucoup, le pouvoir soviétique était la seule planche de salut et apparaissait comme un sauveur. On vit des Juifs religieux "prier avec ferveur, implorer de l'Éternel la protection des soldats bolcheviks".

---

[11] Né : 1897

[12] Cf. archives du Bund, un pastiche des quatre questions (*Ma nichtana*) que l'enfant pose à son père, selon le rite de la *Hagada* de *Pessa'h* : "En quoi cette nuit est-elle différente des autres nuits ?" devient "Pourquoi sommes-nous différents de Shmuel, le patron de l'usine, Meyer, le banquier, Zoyre'h, l'usurier, et Reb Todrès, le rabbin ?", cité par P. Avrich, *op. cit.*, n° 16, p. 40.

Les programmes successifs de la social-démocratie allemande

1- Programme des lassalliens (*Leipzig*, mai 1863)

Sous le nom d'Association générale des ouvriers allemands (*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*), les soussignés fondent, dans les États confédérés allemands, une association qui, partant de la conviction que, seul, le **suffrage universel** égal et direct peut assurer une représentation convenable des intérêts sociaux de la classe laborieuse allemande, ainsi que l'**élimination des antagonismes de classes**, poursuit le but d'agir, par la **voie pacifique et légale** et particulièrement **en gagnant à lui l'opinion publique**, pour l'établissement du suffrage universel égal et direct.

2- Programme des marxistes (*Eisenach*, août 1869)

I- Le Parti ouvrier social-démocrate poursuit l'**établissement de l'État populaire libre**.

II- Tout membre du Parti ouvrier social-démocrate s'engage à défendre de toutes ses forces les principes suivants :

1- Les conditions politiques et sociales présentes sont au plus haut degré injustes ; il convient donc de les combattre avec la plus grande énergie.

2- La lutte pour l'émancipation des classes laborieuses n'est pas une lutte en vue de privilèges et de monopoles, mais une lutte pour l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe.

3- La dépendance économique **vis-à-vis du capitaliste** constitue, pour le travailleur, la base de la servitude sous toutes ses formes, et la social-démocratie cherche à donner à chaque travailleur le **produit intégral de son travail**, par l'abolition du mode actuel de production (salariat) et par l'organisation du travail sur une base coopérative.

4- La liberté politique est la condition la plus indispensable de l'émancipation économique des classes laborieuses. La question sociale est donc inséparable de la question politique, la solution de la première est liée à la solution de la seconde, et elle n'est possible que dans un **État démocratique**.

5- Considérant que l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière n'est possible que si celle-ci engage solidairement et unitairement la lutte, le Parti ouvrier social-démocrate se donne une organisation uniforme, mais laisse à tous et à chacun la liberté de faire valoir son influence, pour le bien de la communauté.

6- Considérant que l'émancipation du travail n'est ni un problème local ni un problème national, mais un problème social embrassant tous les **pays civilisés**, le Parti social-démocrate déclare former, autant que les lois sur les associations le permettent, une branche de l'Association internationale des travailleurs, et déclare poursuivre le même but que celle-ci.

III- Au nombre des revendications les plus **urgentes** dont le Parti ouvrier social-démocrate doit faire l'objet d'une vive agitation, il faut citer les suivantes :

1- Suffrage universel, égal, direct et secret accordé à tous les hommes de vingt ans, pour les élections au Parlement, aux landtags, aux assemblées provinciales et municipales et à tous les autres corps représentatifs. Les représentants élus recevront des émoluments suffisants.

2- **Législation directe** (c'est-à-dire attribution au peuple du droit de proposer et de rejeter les lois).

3- Suppression de tous les privilèges de classe, de propriété, de naissance et de culte.

4- Substitution d'une **milice populaire** à l'armée permanente.

5- Séparation de l'Église et de l'État, et séparation de l'École et de l'Église.

6- Instruction obligatoire dans les écoles populaires et instruction gratuite dans tous les établissements d'instruction publique.

7- Indépendance des tribunaux, création du jury et de juridictions professionnelles pour chaque branche d'industrie, procédure publique et verbale ; gratuité de la justice.

8- Abrogation de toutes les lois sur la presse, sur le droit de réunion et de coalition ; introduction de la **journée de travail normale** ; limitation du travail des femmes, interdiction du travail des enfants.

9- Suppression des impôts indirects ; impôt direct unique et progressif sur le revenu et sur les héritages.

10- **Appui donné par l'État au mouvement coopératif**, crédits spéciaux affectés par l'État aux associations libres de production, sous certaines garanties démocratiques.

3- Programme de Gotha (mai 1875)

I- **Le travail est la source de toute richesse** et de toute culture, et comme en général le travail productif n'est possible que par la société, son produit intégral appartient à la société, c'est-à-dire à tous les membres de celle-ci, tous devant participer au travail, et cela en vertu d'un droit égal, chacun recevant selon ses besoins raisonnables.

Dans la société actuelle, les moyens de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; l'état de dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes.

L'affranchissement du travail exige la transformation des instruments de travail en patrimoine commun de la société et la réglementation, par la communauté, du travail collectif, avec affectation d'une partie du produit aux besoins généraux et partage équitable du reste.

L'affranchissement du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière, en face de laquelle toutes les autres classes ne forment qu'une masse réactionnaire.

II- Partant de ces principes, le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne s'efforce, par tous les moyens légaux de fonder l'**État libre** et la société socialiste, de briser la **loi d'airain des salaires** par la destruction du système du travail salarié, d'abolir l'exploitation sous toutes ses formes, d'éliminer toute inégalité sociale et politique.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, bien qu'il agisse tout d'abord dans le cadre national, a conscience du caractère international du mouvement ouvrier, et il est résolu à remplir tous les devoirs qui s'imposent de ce fait aux travailleurs en vue de réaliser la fraternité de tous les hommes.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, pour préparer les voies à la **solution de la question sociale**, l'établissement de sociétés ouvrières de production **avec l'aide de l'État**, sous le contrôle démocratique du peuple travailleur. Les sociétés de production doivent être suscitées dans l'industrie et l'agriculture avec une telle ampleur que l'organisation socialiste de l'ensemble du travail en résulte.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame comme base de l'État :

1- Suffrage universel égal, direct, secret et obligatoire pour tous les citoyens âgés d'au moins vingt ans et pour toutes les élections générales et communales. Le jour de l'élection sera un dimanche ou un jour férié.

2- Législation directe par le peuple. La guerre et la paix votées par le peuple.

3- Service militaire pour tous. Substitution de la milice populaire à l'armée permanente.

4- Suppression des lois d'exception, notamment des lois sur la presse, sur les réunions et les coalitions, et en général de toutes les lois restreignant la libre manifestation des opinions, la liberté de la pensée et de l'étude.

5- Justice rendue par le peuple. Gratuité de la justice.

6- Éducation générale et égale du peuple par l'État. Obligation scolaire. Gratuité de l'instruction dans tous les établissements scolaires. La religion déclarée chose privée.

Le Parti ouvrier socialiste d'Allemagne réclame, sous le régime social actuel :

1- La plus grande extension possible des droits et des libertés politiques dans le sens des revendications précitées.

2- Un impôt unique et progressif sur le revenu pour l'État et les communes, à la place de tous les impôts indirects, spécialement de ceux qui pèsent sur le peuple.

3- Droit illimité de coalition.

4- Journée de travail normale en rapport avec les besoins de la société. Défense de travailler le dimanche.

5- Interdiction du travail des enfants, ainsi que du travail des femmes qui porte préjudice à la santé et à la moralité.

6- Loi de protection de la vie et de la santé des travailleurs. Contrôle sanitaire des logements ouvriers. Surveillance du travail dans les usines, les fabriques et les ateliers, ainsi que du travail à domicile, par des fonctionnaires élus par les ouvriers. Loi punissant les infractions.

7- Réglementation du travail pénitentiaire.

8- Administration pleinement autonome de toutes les caisses ouvrières d'assistance et de secours mutuel.

4- Programme d'Erfurt (1891)

L'évolution économique de la société bourgeoise conduit, avec la nécessité des lois de la nature, à la ruine de la petite exploitation, dont le fondement est la propriété privée, que le travailleur possède de ses instruments de production. Elle sépare le travailleur de ses moyens de production et le transforme en un prolétaire ne possédant rien ; les moyens de production deviennent le monopole d'un nombre relativement petit de capitalistes et de grands propriétaires.

À cette monopolisation des moyens de production sont intimement liés l'élimination, par des exploitations colossales, des petites exploitations morcelées, la transformation de l'outil en machine, enfin un prodigieux accroissement du travail humain. Mais tous les avantages de cette transformation sont monopolisés par les capitalistes et les grands propriétaires fonciers. Pour le prolétariat et les couches intermédiaires submergées – petits bourgeois, paysans – elle signifie une augmentation croissante de l'insécurité de leur existence, de misère, d'oppression, d'asservissement, d'abaissement, d'exploitation.

Toujours plus grand devient le nombre des prolétaires, toujours plus considérable l'armée des ouvriers superflus, toujours plus profonde, l'opposition des exploiteurs et des exploités, toujours plus exaspérée la lutte de classe de la bourgeoisie et du prolétariat, lutte qui sépare la société moderne en deux camps hostiles et qui est la caractéristique commune de tous les pays industriels.

L'abîme qui sépare les possédants et les non-possédants est encore élargi par les crises qui ont leur principe dans l'essence du mode de production capitaliste, crises qui deviennent toujours plus étendues et plus dévastatrices, qui font de l'insécurité générale l'état normal de la société et fournissent la preuve que les forces productives de la société actuelle ont trop grandi pour cette société, que la propriété privée des moyens de production est devenue inconciliable avec un sage emploi et avec le plein développement de ces moyens de production.

La propriété privée des moyens de production, qui servait autrefois à assurer au producteur la propriété de son produit, sert aujourd'hui à exproprier les paysans, les artisans et les petits commerçants et à mettre les non-travailleurs, – capitalistes, grands propriétaires, – en possession du produit des travailleurs. Il n'y a que la transformation de la propriété privée capitaliste des moyens de production, – sol, mines, matières premières, outils, machines, moyens de transport, – en **propriété sociale**, et la transformation de la production de marchandises en production socialiste, en production effectuée pour et par la société, qui puisse faire que la grande exploitation et la productivité constamment croissante du travail social deviennent, pour les classes jusqu'ici exploitées, de sources de misère et d'oppression qu'elles sont aujourd'hui, sources du plus grand bien-être et d'un perfectionnement harmonieux et universel.

Cette transformation sociale signifie l'émancipation non seulement du prolétariat, mais de l'ensemble du genre humain qui souffre de l'état présent. Mais elle ne peut être que

l'œuvre de la classe ouvrière, parce que toutes les autres classes, malgré les querelles d'intérêt qui les divisent, sont placées sur le terrain de la propriété privée des moyens de production et ont pour but commun le maintien des fondements de la société actuelle.

La lutte de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste est nécessairement une lutte politique. La classe ouvrière ne peut pas mener ses luttes économiques et ne peut pas développer son organisation économique sans droits politiques. Elle ne peut pas réaliser le passage des moyens de production en la possession de la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique.

Rendre cette lutte de la classe ouvrière **consciente** et **unitaire** et lui montrer son but nécessaire, telle est la tâche du Parti social-démocrate.

Les intérêts de la classe ouvrière sont les mêmes dans tous les pays où existe le mode de production capitaliste. À mesure que s'étend le commerce international et que se développe la production pour le marché du monde, la situation des ouvriers d'un pays dépend toujours davantage de la situation des ouvriers des autres pays. L'émancipation de la classe ouvrière est donc une œuvre à laquelle sont également intéressés les ouvriers de tous les **pays civilisés**. En connaissance de ce fait, le Parti social-démocrate d'Allemagne se déclare en parfaite union avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont conscience de leur classe.

Le Parti social-démocrate d'Allemagne ne lutte donc pas pour de nouveaux privilèges de classe, mais pour la suppression de la domination de classe et des classes elles-mêmes, et pour des droits égaux et des devoirs égaux de tous **sans exception de sexe ni de race**. Partant de ces idées, il combat dans la société présente non seulement l'exploitation et l'oppression des travailleurs salariés, mais toute espèce d'exploitation et d'oppression, qu'elle soit dirigée contre une classe, un parti, un sexe ou une race.

Partant de ces principes, le Parti social-démocrate d'Allemagne réclame tout d'abord :

1- Le **suffrage universel** égal, direct et le scrutin secret pour tous les membres de l'Empire âgés de plus de 20 ans, sans distinction de sexe, dans toutes les élections et tous les votes. Système de représentation proportionnelle et, jusqu'à ce qu'il soit établi, nouveau remaniement légal des circonscriptions électorales après chaque recensement. Périodes législatives d'une durée de deux ans. Jours d'élections et de votes fixés au jour de repos légal. Indemnité pour les représentants élus. Suppression de toute limitation des droits politiques, sauf pour les personnes frappées d'interdiction.

2- La législation par le peuple au moyen du droit d'initiative et de *veto*. Autonomie administrative du peuple dans l'Empire, l'État, la province et la commune. Élection des fonctionnaires par le peuple ; responsabilité pénale de ces derniers.

3- Éducation pour le service, militaire pour tous, Milices à la place des armées permanentes. La représentation populaire seule appelée à décider de la guerre et de la paix. Règlement de tous les conflits internationaux par voie d'arbitrage.

4- Abolition de toutes les lois qui limitent ou suppriment la libre expression de l'opinion et le droit d'association et de réunion.

5- Abolition de toutes les lois qui, au point de vue du droit public et privé, mettent la femme en état d'infériorité vis-à-vis de l'homme.

6- La religion déclarée chose privée. Suppression de toutes les dépenses faites au moyen des fonds publics pour des buts ecclésiastiques et religieux. Les communautés

ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées qui règlent leurs affaires en pleine indépendance.

7- Laïcité de l'école. Fréquentation obligatoire des écoles populaires publiques. Gratuité de l'enseignement, des fournitures scolaires et de l'entretien dans les écoles populaires publiques, ainsi que dans les établissements d'instruction supérieure pour ceux des écoliers et des écolières qui, en vertu de leurs capacités, sont jugés propres à recevoir une instruction plus élevée.

8- Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire. Justice rendue par des juges élus par le peuple. Appel en matière pénale. Indemnités pour les personnes accusées, arrêtées et condamnées reconnues innocentes. Suppression de la peine de mort.

9- Gratuité des soins médicaux y compris les accouchements et les remèdes. Gratuité des enterrements.

10- Impôt progressif sur le revenu et la fortune pour couvrir toutes les dépenses publiques, dans la mesure où elles doivent être couvertes par des impôts. Déclaration obligatoire des revenus. Impôt progressif sur les successions, d'après l'importance de l'héritage et d'après le degré de parenté. Abolition de tous les impôts indirects, douanes et autres mesures économiques qui sacrifient les intérêts de la collectivité aux intérêts d'une minorité privilégiée.

Pour la protection de la classe ouvrière, le Parti social-démocrate d'Allemagne réclame tout d'abord :

1- Une législation protectrice du travail efficace, nationale et internationale, sur les bases suivantes :

a- Fixation d'une journée de travail normale de huit heures au maximum.

b- Interdiction du travail industriel pour les enfants au-dessous de quatorze ans.

c- Interdiction du travail de nuit, sauf pour les branches d'industrie qui, en vertu de leur nature, soit pour des raisons techniques, soit pour des raisons de bien-être général, exigent le travail de nuit.

d- Un intervalle de repos ininterrompu d'au moins trente-six heures, une fois par semaine, pour chaque ouvrier.

e- Interdiction du truck-système (payement des ouvriers en marchandises).

2- Surveillance de toutes les exploitations industrielles, enquêtes sur les conditions du travail à la ville et à la campagne, et réglementation des conditions du travail par un office impérial du travail, des offices du travail de district et des chambres de travail ; hygiène industrielle rigoureusement observée.

3- Même situation pour les ouvriers agricoles et les domestiques et pour les travailleurs industriels ; suppression des règlements concernant les domestiques.

4- Le droit de coalition assuré.

5- L'assurance ouvrière tout entière à la charge de l'Empire, avec participation déterminante des ouvriers à son administration.

La C.G.T. contre les “Retraites ouvrières et paysannes”

Que la C.G.T. ait été résolument hostile à la loi en 1910 comme en 1901, c’est ce qui ne fait pas le moindre doute. La fin de l’année 1909 et le début de l’année 1910 qui voient l’achèvement des travaux parlementaires relatifs aux R.O.P. voient en même temps se développer une **campagne syndicale contre la loi** : circulaire invitant les organisations confédérées à se prononcer contre le projet de loi ; affiches et tracts ; meetings de protestation organisés dans plus de soixante-dix villes ; numéros spéciaux de *La Voix du peuple* ; affiche dessinée par Grandjouan et éditée ensuite sous forme de carte postale, etc.

Voici le texte de la seconde affiche :

Affiche :

Confédération Générale du Travail

L’ESCROQUERIE DES RETRAITES

De nouveau la classe ouvrière est menacée **sous le prétexte des Retraites Ouvrières d’une formidable escroquerie**.

Nos dirigeants veulent, par la loi actuellement en discussion au Parlement, frapper tous les travailleurs d’un **impôt nouveau**.

•••

En effet, le projet, basé sur la capitalisation, consiste en une cotisation annuelle de 9 francs pour les hommes, 6 francs pour les femmes et 4,50 francs pour les jeunes ouvriers. Les patrons seront taxés d’une cotisation identique ; cette taxe patronale sera encore fournie par le travail exploité.

À l’aide de ces versements, l’État capitalisera annuellement :

- versements ouvriers : 80 000 000 de francs
- versements patronaux : 80 000 000 de francs
- au total : 160 000 000 de francs

qui par intérêts composés constitueront au bout de 40 années un capital de 11 milliards 500 millions de francs environ ; en 80 années, 15 milliards.

•••

Que fera-t-on de cet argent ?

Cette capitalisation est pour nos gouvernements une bonne affaire financière. Elle leur permettra, **en cas de conflagration internationale, de trouver les fonds nécessaires pour soutenir la guerre**. L'exemple de la Caisse des Inscrits maritimes est là pour nous ouvrir les yeux.

Par six prélèvements successifs, les six gouvernements qui se sont succédés de 1740 à 1870 ont soustrait à cette caisse une somme globale de 342 000 000 de francs.

C'est encore à l'aide de cette capitalisation que l'État comblerait les vides creusés tous les ans dans le trésor public par l'augmentation croissante des budgets de la guerre et de la marine – œuvre essentielle de mort.

Où placera-t-on cet argent ?

Dans les exploitations capitalistes, comme le démontre la démarche faite auprès du Président du Conseil par le Crédit commercial et industriel.

L'argent des ouvriers servira à leur exploitation !

•••

Devons-nous accepter ce projet ?

Après trente années de versements, il ne nous réserve qu'une rente de 300 à 400 francs par an, alors que sans aucun prélèvement l'État accorde aux militaires – gens oisifs par excellence – ayant accompli 15 ans de service, des retraites variant entre 700 et 1100 francs.

Combien de nous arriveront au terme exigé par la loi 65 ans ?

Pas même 600 000 sur 11 millions de travailleurs. Pas même 5 pour cent !

Ainsi, pendant treize (sic) ans nous paierons un impôt nouveau sous la forme de cotisations annuelles. Nous prélèverons sur notre budget déjà si maigre des sommes qui ne serviront même pas à procurer à nos vieux camarades d'atelier les moyens de vivre.

L'État n'assurera pendant les trente premières années, que des allocations ridicules, allant de 60 à 120 francs par an !

•••

Nous devons protester énergiquement ! contre cette formidable duperie !

Il faut que nos clameurs d'indignation fassent reculer tous les parlementaires devant l'accomplissement de cette hypocrite et monstrueuse escroquerie.

Toute la classe ouvrière se doit d'assister aux meetings que la C.G.T. organise pour le samedi 12 et dimanche 13 février (…).

Dans ces meetings vous direz, travailleurs, que vous voulez des retraites, mais que vous les voulez justes, équitables et humaines.

Avec nous vous protesterez : contre les versements obligatoires, contre l'âge trop avancé de l'entrée en jouissance, contre le taux dérisoire de cette retraite. Avec nous, vous affirmerez votre volonté d'obtenir des retraites sur la base de la "Répartition".

Parce que seule la répartition est susceptible de nous donner satisfaction ;

Parce que seule et contrairement à la capitalisation, la répartition ne constitue pas un danger pour notre avenir d'émancipation.

Affirmons-nous :

Contre la Capitalisation !

Pour la Répartition !

Le Comité Confédéral

Congrès national à Toulouse, 1911 :

Confédération générale du Travail, 17ème congrès national corporatif et 4ème conférence des bourses du travail, tenu à Toulouse du 3 au 10 octobre 1910, Compte rendu des travaux p. 17 et 18, Imprimerie ouvrière, Toulouse, 1911.

Motion Jouhaux :

Le congrès, soucieux de poursuivre l'action engagée par le comité confédéral en ce qui concerne les **retraites ouvrières et paysannes**, considère qu'il y a lieu pour les organisations ouvrières d'accentuer leur opposition à l'application de la loi au moment où elle entrera en application ;

Signale les projets patronaux prétendant faire servir à leur profit les cotisations ouvrières contrairement aux intérêts de la classe des producteurs ;

Le congrès signale comme moyen l'opposition à toutes retenues sur les salaires opérées pour le fonctionnement de la loi tant qu'il ne sera pas apporté à cette dernière des modifications devant assurer aux producteurs une retraite normale à un âge moins reculé ;

Le congrès ajoute qu'il ne saurait se résoudre à accepter le principe du versement que si la loi reposait sur le système de la répartition ;

Compte sur les organisations ouvrières et les militants ouvriers pour exercer tous leurs efforts à l'effet d'empêcher l'application d'une loi utile dans son principe, contraire à nos intérêts dans ses dispositions.

Motion Niel :

Considérant que l'établissement de conditions ayant pour but d'assurer la vie aux travailleurs durant leur vieillesse et de détruire ainsi une des plus cruelles angoisses qui les étreignent, constitue un problème intéressant au plus haut point la classe ouvrière.

Considérant que dans l'état actuel de nos mœurs et du progrès social ce problème ne peut pas recevoir la solution la moins imparfaite qu'avec le concours de la loi ;

Considérant qu'en régime capitaliste les lois sociales arrachées au patronat gouvernant ne donnent et ne peuvent jamais donner pleine satisfaction à la classe ouvrière ; que si la loi votée avait été meilleure qu'elle n'est, des travailleurs l'eussent sans doute trouvée encore trop mauvaise pour l'accepter ;

Considérant que les lois comme les règlements les statuts et les idées ne sont pas immuables et qu'elles sont toutes susceptibles de recevoir les perfectionnements que notre conscience, notre volonté et notre action peuvent leur faire subir.

Le congrès déclare que la situation créée par la loi des retraites est préférable à celle qui résulterait de l'absence de toute loi.

Mais convaincu des vices nombreux contenus dans cette loi et résolu à les détruire, le congrès décide qu'une vaste, incessante et énergique agitation sera entreprise par toutes les organisations confédérées dans le but :

1- de faire abaisser la limite d'âge des ayant-droit au moins jusqu'à 55 ans ;

2- de faire élever le taux de la retraite au moins jusqu'à 2 francs par jour ;

3- de faire étendre le bénéfice de la loi à tous les travailleurs résidant en France sans distinction de nationalité ;

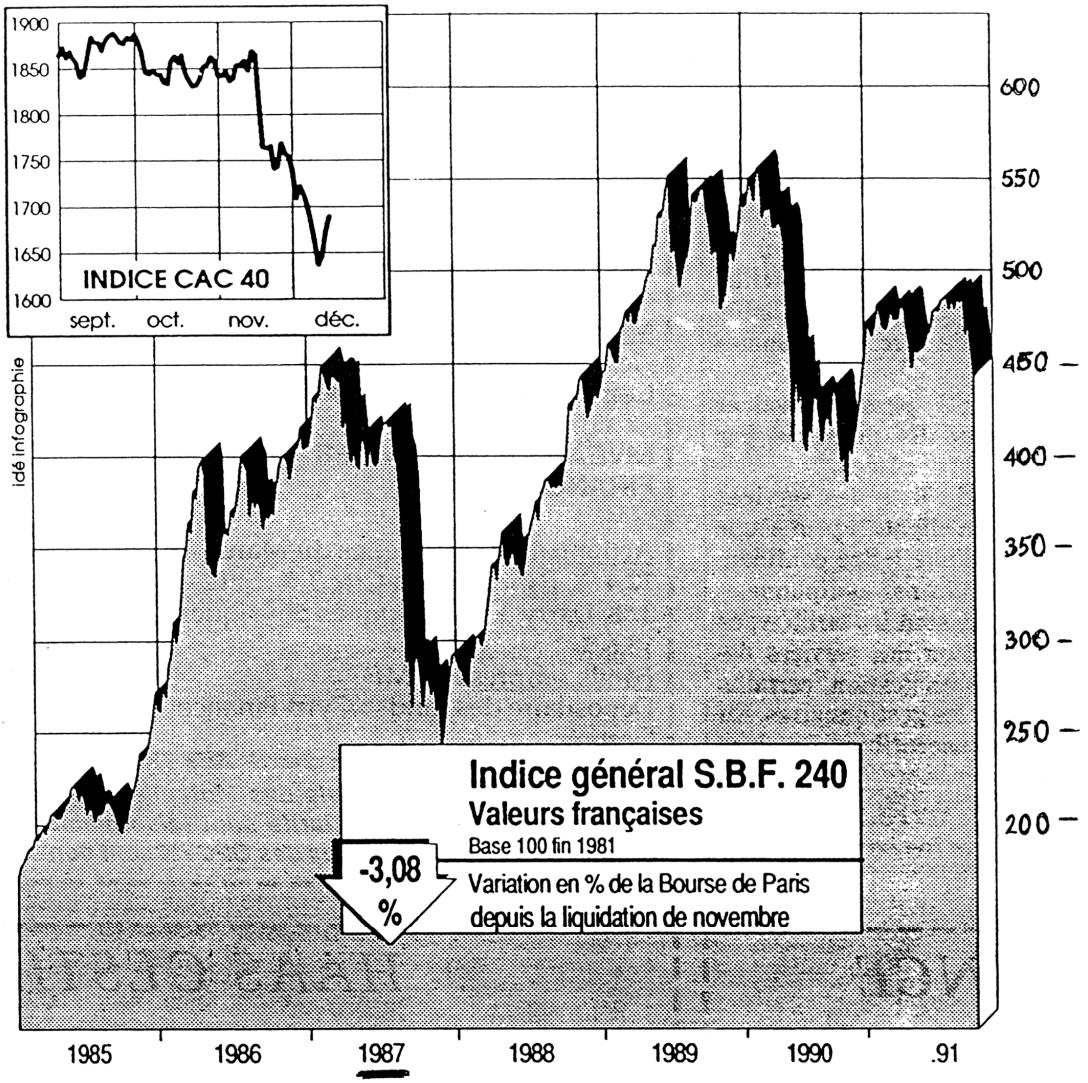
4- d'associer la classe ouvrière au contrôle et à la gestion de la caisse des retraites ;

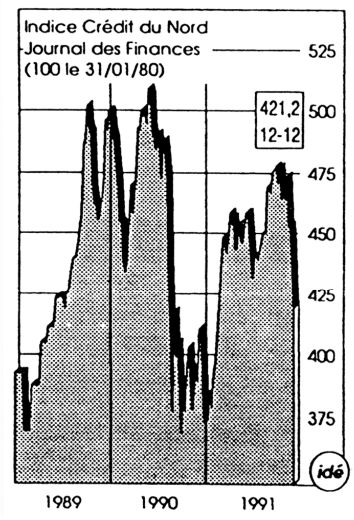
5- d'exiger que la part contributive de l'État soit de plus en plus grande, jusqu'à ce que, par un système général d'assurance sociale, les travailleurs soient garantis non seulement contre la vieillesse mais aussi contre le chômage, la maladie et tous les risques d'invalidité, sans qu'aucun prélèvement soit effectué sur leurs salaires.

———————

Action

Crack de 1987





Données boursières au 12/12/91

	Echantillon pondéré	Echantillon médian
PER 90 (x fois)	12,1	14,1
PER 91 (x fois)	11,9	13,1
Rendement 90 (%)	2,5	2,5
Rendement 91 (%)	2,7	2,7
Taux de croissance des bénéf. 90 (%)	-7,5	-0,2
Taux de croissance des bénéf. 91 (%)	+2,3	+4,5

Analyse de Classes

L'ordre social en place est celui de la démocratie dictatoriale. Cet ordre est non seulement contradictoire, mais antagonique, et non seulement antagonique mais manichéen. C'est-à-dire que l'ordre civil existant n'est plus à proprement parler une structure de classes vivante, surmontée par une superstructure politique destinée essentiellement à fixer et faire respecter les "règles du jeu". L'ordre civil existant est la société bourgeoise en décomposition, dont la cohésion n'est plus maintenue que par la force policière-militaire ; c'est un ordre nécessairement "sécuritaire", où "l'autorité de l'État", elle-même constamment menacée, est directement présente dans tous les rapports sociaux.

La société bourgeoise en décomposition comporte comme éléments civils :

1- La caste des Parasites dominants, qui unit deux contraires : Spéculateurs et Technocrates, Ploutocratie et Nomenklatura ; cette caste traîne à sa suite toute une troupe de faux "salariés", parasites réels couverts de ce titre purement juridique ; elle s'offre aussi les services d'une ribambelle de valets, véritables affranchis du salariat, dotés de brevets de crédibilité dans la gestion du "consensus" psycho-sociologique de l'ordre en place, démocratico-dictatorial.

2- La caste des parasites maintient sous sa férule la Multitude laborieuse. Les gros bataillons de celle-ci sont formés par la masse des authentiques Salariés, de l'immigré "clandestin" jusqu'au technicien supérieur. Le reste du peuple véritable est constitué par les classes Moyennes, réellement productives et responsables. Ce sont : d'un côté les classes moyennes de type classique, "indépendantes", allant de l'entreprise familiale ou en franchise, jusqu'à l'entrepreneur sous-traitant, en passant par les P.M.E./P.M.I. ordinaires ; de l'autre côté, les classes moyennes nouvelles, cadres d'exécution moyens-supérieurs des sociétés du secteur "concurrentiel", ou personnels à statut "gradé" du secteur public.

3- La décomposition de l'ordre social moderne et civilisé donne enfin une place grandissante à la meute des Déclassés : Pègre proprement dite, quoique "décorée" et "influente", délinquants de bas étage, incontrôlés, fichés ou "à casiers", ou encore Marginaux simples.

Telle est la manière dont nous comprenons l'"analyse de classes", au sens marxiste de l'expression, dont nous avons besoin aujourd'hui. Concernant ce problème, on nous a servi jusqu'à présent deux versions également inadéquates :

• La théorie type "capitalisme monopoliste d'État" des Boccara, Herzog, Lajoinie et Cie, sous prétexte de "tenir compte des réalités nouvelles", prétend que les "monopoles" sont coupables de "freiner le passage au socialisme" et de "restreindre la démocratie". Ces experts du C.N.R.S. et de l'E.N.A., comme fruit de leurs "recherches de plusieurs années", préconisent de "soustraire l'État à l'emprise des monopoles" et de "transformer graduellement" le monopolisme régnant en "démocratie économique". Tout cela n'est que la formule dernier cri de l'apologie indirecte de la décomposition sociale bourgeoise.

• La théorie stalinienne de la "révolution prolétarienne violente" fait illusion pour des raisons opposées, restreignant le renversement du système parasitaire en place à une réédition de la "dictature parisienne" de Blanqui ou de la "Conspiration des Égaux" de Babeuf. En fait, il ne s'agit nullement d'aller "plus loin" que Robespierre dans la révolution bourgeoise, de couronner la victoire du "Tiers-État" par celle du "Quatrième-État" (Jules Guesde), par un effort ultime des salariés-sans-culottes. Le problème est de trouver une issue, nécessairement révolutionnaire certes, à la crise de la société Moderne et de l'ordre civilisé tout entier. Les staliniens ont toujours envisagé cette issue comme un affrontement Salariat-Capital, les deux parties se convoquant pour "aller au pré" dans un duel décisif un certain "grand soir". Cette manière de voir les choses présuppose que les deux classes, exactement délimitées, sont dans la situation de leur pleine vigueur historique, c'est-à-dire que leur antagonisme se déroule encore dans un contexte libéral et donc que ces classes "étrangères" sont encore unies par un lien civilisateur solide. C'est bien, au fond, une illusion libérale de Carbonari qui anime la perspective stalinienne. C'est au contraire parce que la situation actuelle est celle de la putréfaction de l'ordre bourgeois que cette situation est révolutionnaire ; mais c'est pour cela également que la révolution sociale, quoique "prolétarienne" par son caractère, met essentiellement aux prises la multitude laborieuse d'un côté et la caste des parasites dominants et leurs larbins, unis à la horde des déclassés de l'autre, en liaison étroite avec le soulèvement des "barbares" du Tiers-Monde. Cette mise au point explique pourquoi les staliniens ont toujours considéré comme une énigme le fait que l'Empire romain ne se soit pas effondré sous les coups portés par un "Spartacus" tardif, mais à la suite de la subversion chrétienne, appelant elle-même les "invasions barbares" au bout du compte.

La mauvaise plaisanterie du communisme khrouchtchévien à la sauce G. Marchais – dépassé depuis Gorbatchev – a consisté à protester pour la forme contre la crise et la décadence de l'ordre social moderne, bourgeois, ordre qu'il s'agirait non pas d'abattre mais, au contraire, "d'améliorer"…

Le stalinisme, lui, est une réelle déviation marxiste. Il a deux défauts :

• Il ne mentionne que pour la forme le caractère civilisateur – au sens positif du terme – de la société de classes antérieure. En fait, il ne comprend pas du tout le rôle réellement positif joué durant 25 siècles par l'exploitation de l'homme par l'homme, autre nom de la civilisation. De ce fait, de même que sont méconnues les conditions préalables de la République Sociale – ou communiste –, de même sont envisagées de manière dogmatique les conditions de son avènement et son édification.

• Le stalinisme assimile totalement la décomposition sociale actuelle de la civilisation avec la société de classes civilisée en général. Par suite, le renversement de la démocratie dictatoriale se trouve réduit à une simple révolution "politique", et la révolution sociale qui en est le but se trouve restreinte à une question administrative. Ceci s'accompagne d'une conception unilatérale du rapport entre démocratie et fascisme, dans le sens où les combattants de la République Sociale devraient se faire les otages des démocrates devant le "péril fasciste", le problème particulier de la défense de la "patrie du socialisme" sur le plan international devant servir de règle à la "lutte des classes" au sein des autres pays (mais l'U.R.S.S. elle-même, ne déclara la guerre au Japon que le 9 août 1945).

Extrait de *La fin de la Préhistoire* (L'Ouest), Freddy Malot – avril 1992

Le Marxisme et les Nationalisations

La position du marxisme en ce qui concerne les nationalisations se résume en deux points :

1- Sans destruction de l'État capitaliste par le peuple en armes, et l'établissement de la dictature du prolétariat, il ne peut exister que des nationalisations capitalistes qui n'ont absolument rien à voir avec le socialisme.

2- Les nationalisations capitalistes sont des réformes que la classe ouvrière et son Parti maoïste ne peuvent et ne doivent réclamer ou soutenir que dans certains cas seulement ; dans d'autres elles doivent au contraire être dénoncées et combattues. Autrement dit, toute nationalisation n'est pas un progrès.

Ces deux points ont été clairement exposés par le collègue de Marx, Friedrich Engels[13], vers 1880, il y a près de 100 ans déjà, nous allons le voir :

1- Les Nationalisations sont sans rapport avec le socialisme

"C'est purement et simplement une falsification intéressée des bourgeois de Manchester (libéraux) que d'appeler "socialisme" toute intervention de l'État dans le jeu de la libre concurrence : tarifs protectionnistes, règlements professionnels (…), nationalisations de certaines branches d'industrie (…). Nous devons critiquer ce point de vue et non pas lui ajouter foi !"

"Si l'étatisation du tabac était socialiste, Napoléon et Metternich compteraient parmi les fondateurs du socialisme. Si l'État belge (…) a construit lui-même ses chemins de fer principaux, si Bismarck (…) a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse (…) ce n'étaient nullement là des mesures socialistes directes ou indirectes, conscientes ou inconscientes. Autrement ce seraient des institutions socialistes que la Société royale de commerce maritime, la Manufacture royale de porcelaine et même, dans la troupe, le tailleur de compagnie, voire l'étatisation proposée avec le plus grand sérieux, vers les années 1830, sous Frédéric-Guillaume III, par un gros malin, celle des bordels !"

"L'État moderne, quelle que soit sa forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'État des capitalistes, le capitaliste collectif idéal. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires."

---

[13] Toutes les citations, ainsi que l'argumentation de cet article sont d'Engels ; on doit se reporter aux ouvrages :

- Anti-Dühring (1878) – Notions théoriques II, p. 318.
- Lettres sur le Capital, p. 288 : Lettre à Bracke (30/04/1878) ; Lettre à Bernstein (12/03/1881).

Quelle est donc la signification économique des nationalisations capitalistes ? Après avoir exposé la contradiction fondamentale du régime capitaliste, qui réside dans l'incompatibilité entre l'appropriation PRIVÉE capitaliste, et la production SOCIALE capitaliste, Engels montre que les forces productives poussent elles-mêmes avec une puissance croissante à leur affranchissement de leur qualité de capital – notamment par la voie brutale des crises – ; c'est ce qui oblige les capitalistes eux-mêmes, malgré eux, à traiter de plus en plus les forces productives comme des forces de production sociales, dans les limites bien sûr où cela est compatible avec le système capitaliste. C'est ainsi qu'apparaissent successivement les sociétés par actions, puis les trusts, qui convertissent la concurrence en monopole ; finalement il faut que l'État, représentant officiel de la société capitaliste, prenne lui-même la direction de la production, c'est-à-dire qu'il nationalise certaines branches. Historiquement, cela a commencé par les grands organismes de communication, P.T.T. et S.N.C.F.

Est-ce que cette "socialisation" capitaliste résout la contradiction fondamentale du régime ? En aucune façon ! Au contraire le conflit inhérent au capitalisme devient plus aigu. Mais ce qui se passe dans la société capitaliste ne manque cependant pas d'intérêt :

a) Les crises ont fait apparaître **l'incapacité de la bourgeoisie** à gérer les forces productives modernes ;

b) Le "communisme" capitaliste, comme disait Marx, c'est-à-dire la prise en charge des grands organismes de production et de communication par les sociétés par action, puis leur nationalisation, montrent combien **on peut se passer de la bourgeoisie** pour gérer l'économie. En effet, dans ces conditions nouvelles, toutes les fonctions d'exploitation sont assurées par des employés rémunérés, distincts des propriétaires, que le développement même du capitalisme relègue dans la population superflue !

2- Toute nationalisation n'est pas un progrès

"Tout transfert de responsabilités commerciales ou industrielles à l'État (capitaliste) peut avoir un double sens et un double résultat, suivant les circonstances :

- un résultat réactionnaire signifiant un retour au moyen âge ;
- ou un effet progressiste, un pas en avant vers le communisme".

Donc, étant entendu que les nationalisations capitalistes n'ont rien à voir avec le socialisme, elles peuvent constituer, suivant les cas, soit une réforme progressiste, soit une entreprise réactionnaire. Quels sont ces cas ?

1- **Les nationalisations sont un progrès quand elles se justifient économiquement**, quand elles répondent à une nécessité interne, inéluctable du développement économique du pays. "Ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de consommation sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elles signifient un progrès économique, même si c'est l'État actuel qui l'accomplit". L'État nationalise alors simplement "pour maintenir les conditions

extérieures générales du mode de production capitaliste". Il y a progrès parce que ce faisant le capitalisme perfectionne lui-même les conditions matérielles du socialisme. Mais en attendant l'exploitation capitaliste, loin d'être supprimée, est poussée à son comble, et ce qui reste de propriété privée est renforcé au lieu de s'en trouver menacé.

2- **Les nationalisations sont réactionnaires quand leur but est politique**, quand leur résultat essentiel est de renforcer l'État capitaliste. Dans ce cas, "ce prétendu socialisme n'est rien d'autre :

- d'une part qu'une réaction féodale,

- et d'autre part qu'un prétexte à faire marcher la planche à billets,

- avec comme intention annexe le désir de transformer le plus possible de prolétaires en fonctionnaires et retraités dépendants de l'État, c'est-à-dire d'organiser, à côté d'une armée disciplinée de fonctionnaires et de militaires, une armée aussi disciplinée de travailleurs. Remplacer la pression électorale des contremaîtres par celle des supérieurs hiérarchiques dépendants de l'État.

Quel beau socialisme ! C'est à cela qu'on aboutit, lorsqu'on fait confiance au bourgeois, lorsqu'on croit ce qu'il ne croit pas lui-même, mais feint de croire : que l'État… c'est le socialisme."

Ainsi "Bismarck, sans aucune nécessité économique, a étatisé les principales lignes de chemin de fer de la Prusse, simplement :

- pour pouvoir mieux les organiser et les utiliser en temps de guerre,

- pour faire des employés de chemin de fer un bétail électoral au service du gouvernement,

- et surtout pour se donner une nouvelle source de revenus indépendante des décisions du Parlement."

Retenons la critique d'Engels, qui peut nous servir de modèle, du projet de Bracke – l'un des chefs du parti socialiste allemand (eisenachien) – de nationalisation des chemins de fer et de l'industrie des tabacs : ce projet ne se justifiait pas économiquement, puisque l'Allemagne sortait à peine du moyen âge, et entrait dans la période capitaliste depuis la crise de 1875. Le progrès exigeait au contraire un large développement du capitalisme concurrentiel, qui désagrégerait d'une part les structures féodales du nord-est du pays, et éliminerait d'autre part la petite entreprise dans l'ensemble de l'économie. Les P.T.T. étaient déjà nationalisés, mais le développement économique ne justifiait à l'époque l'étatisation des chemins de fer qu'en Angleterre.

Bien sûr, en ce qui concerne les Tabacs, l'étatisation aurait supprimé les infâmes travaux à domicile de cette industrie. Mais : 1- cette transformation économique aurait pris plus de temps que ne semblait devoir durer le régime bonapartiste prussien ; 2- les ouvriers d'État des Tabacs auraient immédiatement été placés sous le régime des lois d'exception contre les socialistes et privés du droit d'association et du droit de grève, ce qui aurait été un désavantage pire que l'avantage économique ; 3- on pouvait être sûr que l'État prussien ferait empirer la qualité du tabac, en augmenterait le prix, si bien que les capitalistes se serviraient de cette expérience pour combattre le socialisme.

Mais il y a plus grave encore : non justifiée, la nationalisation, serait donc essentiellement instaurée dans un but financier pour accroître la puissance de l'État, du système politique prussien, et donnerait à celui-ci le pouvoir d'attribuer des places et de corrompre de deux manières :

- en acquérant une indépendance financière totale, échappant à tout contrôle ;
- par la mainmise directe sur deux nouvelles armées, cheminots et buralistes.

3- Conclusions

Deux séries de conclusions s'imposent soit que l'on rapporte les nationalisations au socialisme, soit qu'on les envisage comme réforme capitaliste :

1- George Marchais et le PCF jouent sur les mots, ou plutôt trompent délibérément la classe ouvrière et le peuple quand ils affirment que les nationalisations et le gouvernement capitaliste correspondant d'"Union populaire" "ouvrent la voie au socialisme". Notons que les gaullistes prétendent eux aussi, par pure démagogie, que la vieille Gauche tricolore nous entraîne à la République rouge, si bien que cette complicité crée un immense malentendu pour les électeurs, qu'ils votent d'un côté ou de l'autre ! Marchais falsifie également le marxisme, et en identifiant les forces productives matérielles à leur forme sociale de Capital, il sombre avec son parti dans l'économie vulgaire.

Les nationalisations sont simplement le fruit des contradictions du capitalisme. Pratiquement, ce "communisme" capitaliste peut tout juste nous donner une idée de ce qu'il y a à faire, une fois réalisé le renversement révolutionnaire du pouvoir politique des classes exploiteuses ; dans la mesure où on l'assimile frauduleusement au socialisme, celui-ci ne peut que s'en trouver discrédité, et par suite loin de lui ouvrir la voie, on s'éloigne du but.

C'est Engels qui montre comment sortir de l'impasse capitaliste. La solution, dit-il, ne peut consister qu'à substituer aux nationalisations, à cette socialisation FORMELLE des forces productives, la reconnaissance EFFECTIVE de leur caractère social, collectif. Cela ne peut se produire que si la société prend possession OUVERTEMENT ET SANS DÉTOUR des forces productives devenues trop grandes pour toute autre direction que la sienne, c'est-à-dire par l'expropriation directe des gros patrons par les travailleurs eux-mêmes, et la gestion de l'économie par les PRODUCTEURS ASSOCIÉS. Les prolétaires, dont le capitalisme grossit toujours plus le nombre, sont la puissance que le système crée lui-même, et qui est obligée d'accomplir ce bouleversement sous peine de périr.

2- Le programme de nationalisations capitalistes de la vieille Gauche est-il progressiste ou réactionnaire ? Notre Parti maoïste en formation n'est pas encore en mesure d'apporter une réponse sérieuse. Mais Engels nous indique la marche à suivre : étudier l'état économique du pays (ajoutons relativement au marché mondial) ; puis sa situation politique, étatique et le rapport de l'un à l'autre ; enfin examiner les nationalisations cas

par cas, pour chaque branche ou secteur économique. De ce point de vue, nous pouvons déjà poser quelques questions :

- Le seul intérêt des nationalisations étant dans la concentration et la centralisation du capital, cela ne se produit-il pas spontanément, et à une échelle bien plus vaste dans la formation de l'Europe ?

En admettant que certaines nationalisations soient justifiées, sont-ce principalement, ou seulement, celles que propose la vieille Gauche ? Faut-il non pas nationaliser les marchands de canons, mais les supprimer ? Comment admettre l'indemnisation des gros actionnaires ? Pour exproprier pour de bons les sociétés capitalistes, est-il sérieux de préconiser la méthode "électorale" !

- Les nationalisations justifiées économiquement représentent un renforcement immédiat du capital, c'est-à-dire de la force d'exploitation ; pourquoi les présenter par conséquent comme l'"instrument déterminant" des conquêtes sociales ? D'autant que le "rachat" des entreprises par l'État aurait pour premier résultat un accroissement énorme de la dette publique.

Des "conquêtes sociales" elles-mêmes, il est permis d'en rire, puisque les 1000 francs ne représentent pratiquement aucune amélioration, et que les 40 h – sur lesquelles on est des plus discrets, et qu'on ne promet même pas pour tout de suite – ne nous ramèneraient même pas à 1936 (35 ans en arrière !) compte tenu de l'allongement des trajets. Alors pourquoi tout ce bruit ? Et ne nous étonnons pas que gaullistes et "réformateurs" aient pu aussi facilement se donner le même catalogue électoral ?

Les travailleurs peuvent obtenir par la lutte des avantages réels, c'est-à-dire bien supérieurs sans y mêler des nationalisations ! Tout simplement en faisant payer les patrons… et l'État-patron ! En fait c'est ce qu'ils étaient en droit d'attendre de la grève des 10 millions de 1968… si les Séguy et consorts qui se présentent aujourd'hui comme les "garants" de l'union populaire n'avaient pas organisé les négociations de Grenelle précisément pour liquider la grève générale, défaire l'union populaire !

- Enfin il faut se demander si la France gaulliste ne souffre pas tout particulièrement d'un étatisme monstrueux ; dans ces conditions la vieille Gauche ne tire-t-elle pas à hue quand il faut aller à dia ?

Soyons donc sur nos gardes, gardons-nous à droite, gardons-nous à "gauche" !

Silvye [Freddy Malot] – 27 Pluviôse, An 181 (16/02/1974)

Tirage : 100 ex.

———————

Les rapaces protégés depuis 150 ans dans nos cieux

DIMANCHE 1er AOUT 1999

Les Etats-Unis vivent peut-être la décennie la plus prospère de ce XXe siècle. Pourtant, tous les Américains ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Les usuriers, eux, s'en frottent les mains et se remplissent les poches.

Spécialisées dans les prêts à court terme et à intérêt exorbitant, les institutions peu réglementées qui les octroient - avec des noms aussi accrocheurs que « Du Cash Vite Fait » ou « Argent facile » - fleurissent comme pâquerettes au printemps : 700 il y a sept ans, elles sont désormais près de 8 000. Elles promettent la lune à leurs clients en mal de liquide. Mais elles leur font prendre le plus sûr chemin vers la faillite personnelle.

« Nous sommes votre solution ».

Une voiture qui tombe en panne, et pas de quoi régler la facture ? Des milliers de dollars en frais d'hospitalisation ? « Les situations d'urgence surviennent. L'heure du loyer est arrivée. Quelles que soient les circonstances », explique la firme "Du liquide jusqu'au jour de la paie" sur son site électronique, « nous sommes votre solution ».

Contre une commission qui varie de 15 à 30 dollars (90 à 180 francs), ces firmes prêtent 100 dollars pendant deux semaines, au terme desquelles le chèque postdaté de l'emprunteur sera encaissé, une fois son salaire tombé.

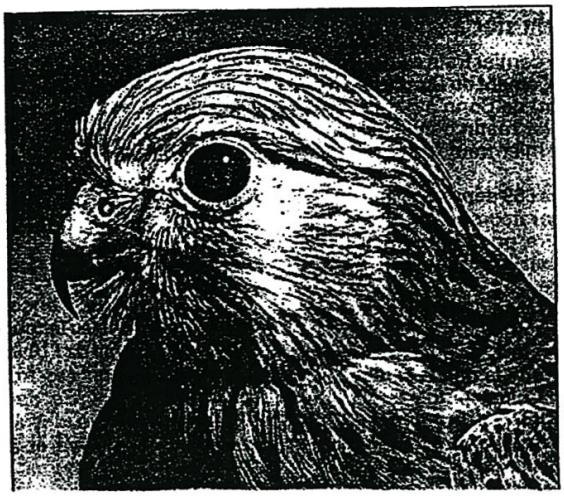
Pour le prêteur, 30 dollars pour 100 prêtés, c'est tout bénéfice. Mais pour le client, c'est, à un taux annualisé, un intérêt de 782 %. Moins cher, cependant, que les 80 dollars (près de 500 francs) dont les banques pénalisent l'émetteur d'un chèque sans provision. Aussi ces firmes trouvent-elles également une clientèle parmi la classe moyenne. Mais si l'emprunteur est dans l'incapacité de rembourser, le prêteur, toujours serviable, se fera un plaisir de proroger l'échéance, d'une semaine ou deux, au même coût de 30 dollars. Le taux des intérêts échus sur la dette initiale atteint dans certains cas jusqu'à 2 000 %. Certains n'ont d'autre choix que de se tourner vers d'autres usuriers pour rembourser les intérêts du premier prêt.

Les lois contre les prêts usuraires étaient censées « protéger les indigents contre pareille cupidité »

Mais 19 Etats ont déjà adopté des législations autorisant cet exercice, en fixant simplement un intérêt plafond.

ATTENTION ! La loi a été mise en place pour la protection intégrale des rapaces.

usuriers Mis en examen :



- La Poste
- Banque Worms
- Crédit Lyonnais
- Paribas
- Société Générale
- Banque Populaire
- BNP
- Caisse d'Epargne
- CIC Paris
- CDC Trésor

Marxistes amis de Dieu

Peuple Humain, Parle !

1- PEUPLE HUMAIN !

Tout comme toi, j'ai autour de moi des êtres bipèdes (à deux pattes) que tu connais bien.

Toi et moi, **nous saisissons très bien leur langue**. Presque à demi-mot. Et très souvent, avant même qu'ils aient ouvert la bouche.

Mais **eux**, **ils ne nous comprennent pas du tout**. Et ça leur est impossible. Nous en avons fait l'expérience tant et plus : Aucun interprète n'existe (1). Cette idée-là nous a au contraire joué les plus sales tours !

Peuple humain ! Je ne me trompe pas ? Quand je dis "eux", tu vois bien qui je veux dire ?

Alors, **ne gaspille plus ta salive** : Cause de toi à toi. Cause de nous. De ce qu'on veut et de ce qu'on peut. Haut et fort !

PARLE !

11/1997 – Karl Marx

_____

2- PAROLE DE PEUPLE !

Si je donne ma parole, c'est que moi, je fonctionne à la confiance. Avec moi, finis les faux contrats (2), où il n'y en a qu'un qui décide. Et qui dit après cela que c'est la faute à la crise !

VEUX-JE ?

- Du R.M.I. ? Du S.M.I.C. ?

- De l'horaire à la carte ? Du 35 h ?

Ça non !

TOURNONS LA PAGE !

JE SUIS FAIT POUR ÊTRE À MON COMPTE (3) :

J'EMBAUCHE EX-PATRONS.

- Avis donné à tous secteurs : privé et public.
- Option retraite anticipée :
    * C.R.S. – Paras – Vigiles en tous genres ;
    * Permanents syndicaux, "Élus", Combinards de tout poil.

SANS RANCUNE !

[Notes :]

1- Aucun interprète n'existe :

C'est pourquoi, probablement, leurs linguistes, qui ont déchiffré (disent-ils !) le cunéiforme et le sanscrit, n'ont même jamais eu l'idée de se pencher sur ce cas très particulier.

Il est pourtant de la plus haute importance ! Preuve de plus qu'il faut qu'on s'occupe de tout…

2- Finis les faux contrats :

Avec moi, fini le "Code du Travail" maso. ; finis les "acquis sociaux" de mendigos ; et les matraques de salauds !

3- Être à mon compte :

À mon compte : voilà de quoi causer à-tu-et-à-toi !

Bien sûr, je veux dire "à mon compte", à ma façon.

À la mode qu'on ne connaissait pas avant ! C'est à mon compte, manière Grande Famille du peuple. Bref, nous les "peuple", on s'arrangera ensemble entre parents. Soit dit en passant, "nous, les peuple", c'est quand même moins obscène, moins malpropre, que "nous les Lip", ou "nous les Renault" ! C'est quand même nettement plus poli que "nous les français" !

On est pas fous, nous dans la Famille-peuple. Tous les frères et cousins "peuple", par le sang ou par alliance, savent que ça n'ira pas sans tiraillement dans la Famille réunie. Parfois même très fort, c'est sûr. Et même après qu'on aura mis au pas la vieille race qui ne comprenait pas notre langue, et qui voudra forcément nous nuire au départ, en mettant des bâtons dans les roues, il y aura encore des brouilles par-ci-par-là.

Mais ce qui est sûr et certain, c'est qu'en famille, ce sera forcément moins pire que maintenant ! Fini, le peuple orphelin d'aujourd'hui. Adieu, les "oui, mon adjudant d'atelier" ! Les "s'il vous plaît, monsieur de l'A.N.P.E." !

Autre chose de pas négligeable. Dès qu'on aura la Grande Famille, et bien, les petits ménages d'à présent, qui battent sérieusement de l'aile… ils vont se refaire vite une jolie santé ; une santé de vrais copains qu'on aurait jamais imaginé !

Freddy Malot, Église Réaliste – novembre 1997

C.R.S : 1944 - 1994
La milice démocrate a 50 ans.
Nous sommes tous des résistants.

Rempart de la mafia au pouvoir avide de spéculation et minée par la corruption.

Milice de mercenaires aux ordres de la bancassurance et du complexe militaro-industriel.

Armée de guerre civile qui tient le peuple pour l'ennemi de l'intérieur, sous prétexte d' "Etat de droit".

Les infirmières, les routiers, les paysans, les salariés d'Air France, les pêcheurs, aujourd'hui les lycéens et les étudiants sont confrontés aux CRS, véritables "casseurs" et briseurs de grèves.

Le peuple doit assainir le pays de cette gangrène morale et financière, pour retrouver sa totale liberté d'expression et d'action.

Licenciement
des CRS et des Gardes-Mobiles !

Mars 1994 - Antimafia

AUX HOMMES DU SYSTÈME

Oui, vous êtes pour le moment les plus forts.
*Oui, vous nous tenez encore par la terreur de l'**Argent** et la terreur des **Armes**.*

MAIS NE COMPTEZ PAS ÉGARER NOTRE CONSCIENCE !

Nous allons travailler et nous payons nos impôts.
Nous allons à l'armée et faisons des enfants. À votre volonté tout cela ;
sans broncher on veut bien s'y plier.

MAIS NE COMPTEZ PAS ACHETER NOTRE CONSCIENCE !
NE COMPTEZ PAS EMPRISONNER NOTRE CONSCIENCE !

C'est tout le contraire.
Mettez-vous bien dans la tête que nous ne sommes pas dupes,
et bien décidés à vous le faire savoir. Car de nous dépend, et nous en sommes conscients,
que votre monde qui arrive à sa fin ne soit pas la fin du monde.

VOUS RÊVEZ TOUT ÉVEILLÉS,
SI VOUS CROYEZ POUVOIR TUER NOTRE CONSCIENCE !

Cela non ! Sachez le bien. Pas d'accord !

Dissidence Morale Totale !

Voilà ce que dit notre conscience.

*L'heure a sonné de déclarer le **Non Possumus** chrétien.*
*Et c'est la minute du **Grand Hidjab** musulman !*

TISSONS UN VOILE SPIRITUEL ENTRE

NOS CONSCIENCES ET VOTRE SYSTÈME !

Club des Marxistes amis de Dieu et des Croyants amis de Marx – 22 août 1998

Non possumus

Le prince des prêtres des juifs voulait interdire à Pierre et Jean de prêcher l'Évangile. Ces derniers répliquèrent :

"Quant à savoir si l'on doit plutôt obéir à Dieu qu'à vous-mêmes, prêtres et anciens, arrangez-vous avec votre conscience.

Mais en ce qui nous concerne, nous déclarons qu'il nous est absolument impossible (non possumus) de taire notre devoir historique envers le Peuple mondial, devoir qui s'impose à notre conscience".

Actes des Apôtres – IV/19-20.

"Abu-Talib est pressé de toutes parts par les qoraïchites. Il est sommé d'exclure Mahomet du clan.

Abu-Talib fait venir son neveu et lui expose la situation.

Mahomet répond :

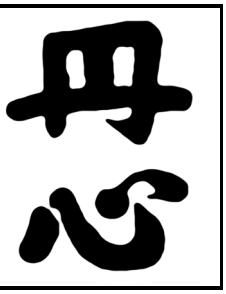
Oncle, veux-tu m'abandonner ? Je te le jure, par celui qui détient mon âme : même s'ils m'apportaient en cadeau le soleil dans la main droite et la lune dans la main gauche, je ne renoncerais pas à ma foi et à mon Dieu. Le Dieu auquel je crois m'est un appui suffisant. Même si tu m'abandonnes. Fais-le si tu veux. Je reste avec Dieu".

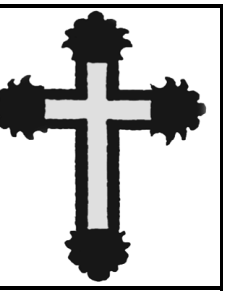
Abu-Talib annonce aux qoraïchites, qui attendent le résultat, que lui – Abu-Talib – reste fidèle à la foi de ses ancêtres et qu'il ne deviendra jamais musulman. Mais il refuse de livrer Mahomet. Tant qu'il vivra, il protégera son neveu. Conformément à la loi du clan."

Hadith du Prophète

Club des Marxistes amis de Dieu et des Croyants amis de Marx – juillet 1998

'Eyn-Soph





יהוה

Yahvé

La Carmagnole

- I -

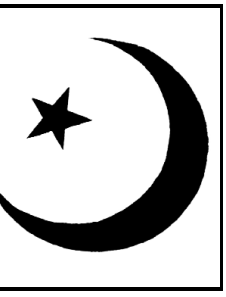
Allons forgeons l'**homme pensant**,
Sans dogme, sans superstition.
Matière est mère et nous enfants,
L'Esprit est père, nous recréons.
Le Peuple en a assez,
De tous les préjugés !

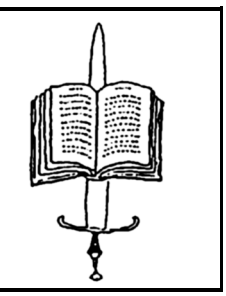
- II -

"Laïcité" c'est le faux nez,
Des païens suppôts de Satan.
Cléricaux et "Libre-pensée",
C'est blanc-bonnet et bonnet-blanc
Le Peuple en a assez,
Brûlons du feu sacré !

Refrain :

À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant !

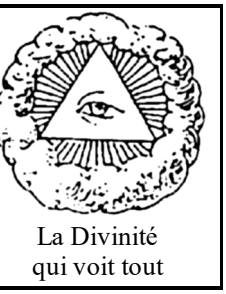




La Déesse-Mère

22-08-98

Marxistes amis de Dieu



La Divinité
qui voit tout

Le Grand Guignol

Allons forgeons l'**homme pensant**,
Sans dogme, sans superstition.
Matière est mère et nous enfants,
L'Esprit est père, nous recréons.
Le Peuple en a assez,
De tous les préjugés !

•••

"Laïcité" c'est le faux nez,
Des païens suppôts de Satan.
Cléricaux et "Libre-pensée",
C'est blanc-bonnet et bonnet-blanc
Le Peuple en a assez,
Brûlons du feu sacré !

•••

Tous **les partis** avaient promis,
La liberté, celle des banquiers.
Tous les partis avaient promis,
Des marchands d'armes, l'égalité.
Le Peuple en a assez,
C'est eux les étrangers !

•••

Ils avaient dit : trompons les gens,
À **droite** les gros insolents.
Ils avaient dit : c'est des enfants,
À **gauche** les caméléons.
Le Peuple en a assez,
Les voilà démasqués !

•••

On nous vantait le Capital,
L'**État-patron**, les trafiquants.
Fallait rester, c'était normal,
Méprisés et troupeau mendiant.
Le Peuple en a assez,
Faisons-nous Associés !

•••

Les **syndicats**, faux mécontents,
C'était bla-bla et division.
Ils prétendaient : "on vous défend",
C'était chantage et diversion.
Le Peuple en a assez,
Vive nos délégués !

•••

Le "**beau sexe**" est dans de sales draps :
Troupeau baisable à satiété !
Gros porc est roi, sonne le glas
De feu pondeuse d'héritiers…
Le Peuple en a assez,
Guerre à Bestialité !

•••

Il fallait être corrompus,
Autrement c'était la prison.
Être **intégrés**, c'était vaincus,
Autrement gare à la Légion.
Le Peuple en a assez,
Courrons les désarmer !

•••

Le Capitalisme Parasitaire

Oh ! le système a un malaise ?
On trouvait un grand **Ennemi**.
Mais faut récrire la Marseillaise,
Finissons-en des colonies.
Le Peuple en a assez,
Noirs, blancs, tous fédérés !

•••

De préhistoire, tournons la page !
Du Peuple-roi à l'Homme-total,
Force Féconde et bel Ouvrage
Enfin amis, c'est le signal !
Réel est défriché…
L'**Écologie** semée !

REFRAIN :

À bas le grand guignol,
Plus d'illusions, il est grand temps,
À bas le grand guignol,
Faisons l'union en combattant !

•••

Oui on est là,
C'est comme ça, fallait pas,
Mettre en colère le populaire !
Ah, ça plait pas, tant mieux, va !
Que les Barbares aillent en Enfer !

Freddy Malot,
Hymne de l'Église Réaliste – juin 2000

•••

Les couplets et la première partie du refrain se chantent sur l'air de la ***Carmagnole*** ; la deuxième partie du refrain sur l'air du ***ça-ira !*** La ***Carmagnole*** a été la chanson la plus populaire de la Révolution française. Elle date de 1792 : convocation de la Convention et emprisonnement du roi. Mais depuis, elle a reparu à toutes les périodes révolutionnaires du 19ème siècle, en 1830 comme en 1848 et 1871, avec de nouveaux couplets à chaque fois. Le ***ça-ira*** est à l'origine une chanson bien distincte, mais qu'on a l'habitude de chanter comme refrain de la ***Carmagnole***.

Les Métamorphoses de la Foi

700 000 Pithécanthrope
300 000 Sinanthrope
100 000 Néandertal
25 000 Cro-Magnon

Primitifs

EN-DEÇA

1

Homère, 800 A.C.

Civilisés

Le Maître

Destinée

- 590
Solon

ANCIENS

Pythagore 530
Parménide 465
Socrate 410
Platon 380
Aristote 335
Cicéron 60 (AC)

500 { **Confucius** / Bouddha

Saint Paul, + 60

Le Père

Jugement

+ 313
Constantin

GOTHIQUES

C. d'Alex 200
Augustin 400
St Grégoire 600
Damascène 740
S. Erigène 870
Anselme 1075
St Thomas 1260
Duns Scot 1300

622 **Mahomet**
1010 Ibn Sina
1175 Tchou Hi
1300 I. Taimiya

La Divinité qui voit tout

AU-DELÀ

2

Wiclef, 1373

L'Auteur

Providence

1531
Henri VIII

MODERNES

Luther 1525
Newton 1675
D. Deschamps 1760
Kant 1790

1775 Weishaupt
1825 Saint Simon

Marx, 1845

Humains

2000
?
Convention Mondiale

1864 1ère Internationale
1903 Lénine
1935 Mao Zedong
. . . . . .

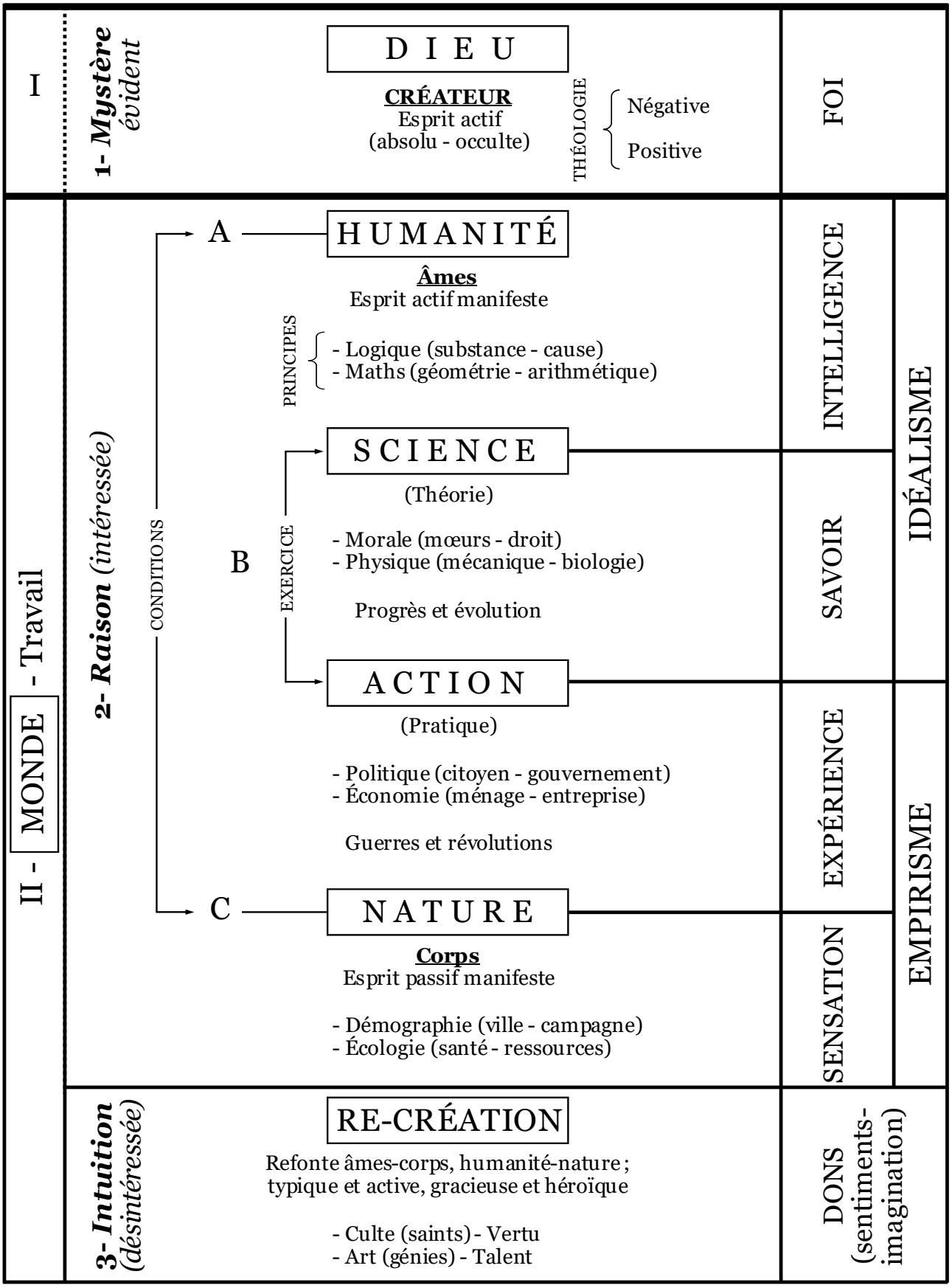
3

HISTOIRE

"Nous forgerons nos épées en socs de charrue"
– Ésaïe –

Intelligence effective de
LA RÉALITÉ DU TEMPS
- ou Mouvement : spontanéité, vie ; conscience, créativité.
- ou Prophétisme lucide.

Travail Civilisé



Triomphe de la Laïcité tolérante

Il est débusqué, le Léviathan laïc

travesti en colombe tolérante ![14]

---

[14] Le Bouc du Sabbat (ce bouc était identique au Baphomet, l'idole adorée, a-t-on dit, par les templiers au moyen-âge).

Triomphe de la Laïcité tolérante

Il est débusqué, le Léviathan laïc

travesti en colombe tolérante !

21ème siècle...

Démon-crates/Nazis

Quelle est la configuration économique, Parasitaire, des blocs militaristes Démocrate et Fasciste ?

•••

A- Le parasitisme **Démocrate** glorifie les bienfaits déversés par la Matière. Il chante le capitalisme d'Abondance et de Loisirs que Mr. Roosevelt apportera au Salarié.

Le parasitisme Démocrate promet la Liberté au Salarié qui consent à assumer la fonction de métèque économique qui lui est réservée. C'est la liberté du chômeur à la carte, de l'intérimaire à vie.

•••

B- Le parasitisme **Nazi** s'oppose avec indignation à la philosophie grossière de la vie que professent les Démocrates. Le Nazi, lui, glorifie les bienfaits émanés de l'Esprit. Il entonne l'hymne au Socialisme Grégaire et Héroïque, que Mr. Hitler offrira au Salarié.

Le parasitisme Fasciste promet l'Égalité au Salarié qui consent à assumer la fonction de Conscrit économique qui lui est réservée. C'est l'Égalité de l'embauché immatriculé, du Galérien à vie.

•••

Voici comment se forment les deux blocs militaristes : celui des **Pharaons** Démocrates, de type Despotes Asiates ; et celui des **Vandales** Fascistes, de type Pillards barbares ! Sachons que le Bloc le plus résolument guerrier n'est pas celui qu'on pense !

Extrait du *Mystère de la Maison Jaune* (Thèse 19), F. Malot – décembre 2000

———————

Table

I- Civilisation & Barbarie ..... **p. 2**

II- Barbarie Intégrale ..... **p. 7**

Le Nord ..... **p. 9**

Le Sud ..... **p. 15**

L'An 2000 ..... **p. 19**

Annexes ..... **p. 21**

Documents

Actualité ..... **p. 51**

Utopistes ..... **p. 60**

Marxistes ..... **p. 65**

Action ..... **p. 112**

D'après des notes de Freddy Malot – janvier 1999